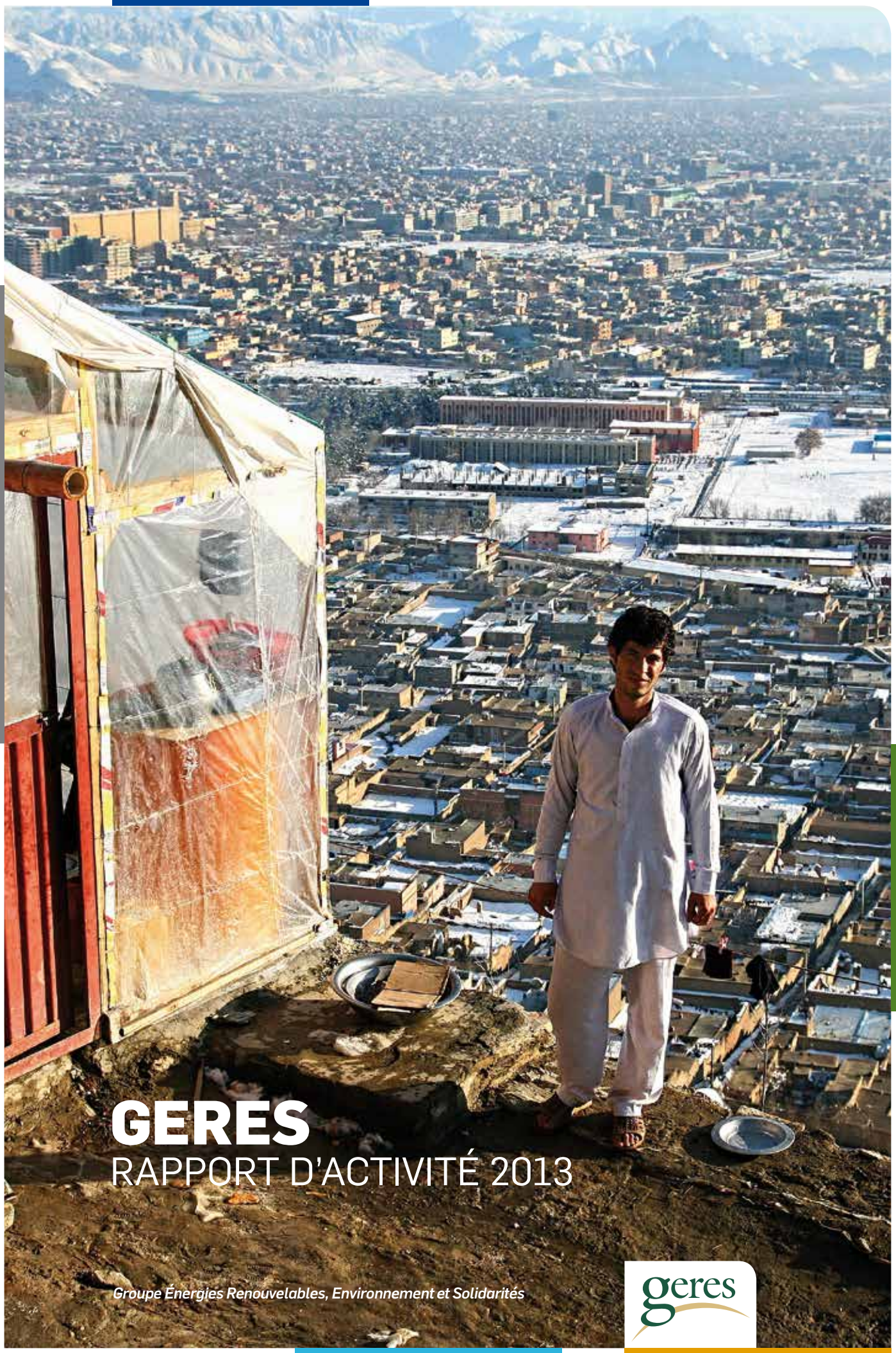


GERES
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013

Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités

L'accès à des services énergétiques fiables et abordables est primordial pour le succès du cadre de développement post-2015. Le passage à des systèmes énergétiques mondiaux plus durables et plus efficients est crucial pour s'attaquer aux changements climatiques. Nous avons vu que des solutions existent et que les gens les mettent en œuvre.

Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations Unies

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PRODUCTION D'ÉNERGIE PROPRE

POLITIQUE LOCALE ET TERRITOIRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

SOMMAIRE

6 PRÉAMBULE
8 LES FAITS MARQUANTS
10 DOMAINES D'INTERVENTION
14 LES HOMMES ET LES FEMMES DU GERES

15 LES PROJETS

16 PROGRAMMES *TRANSVERSES*

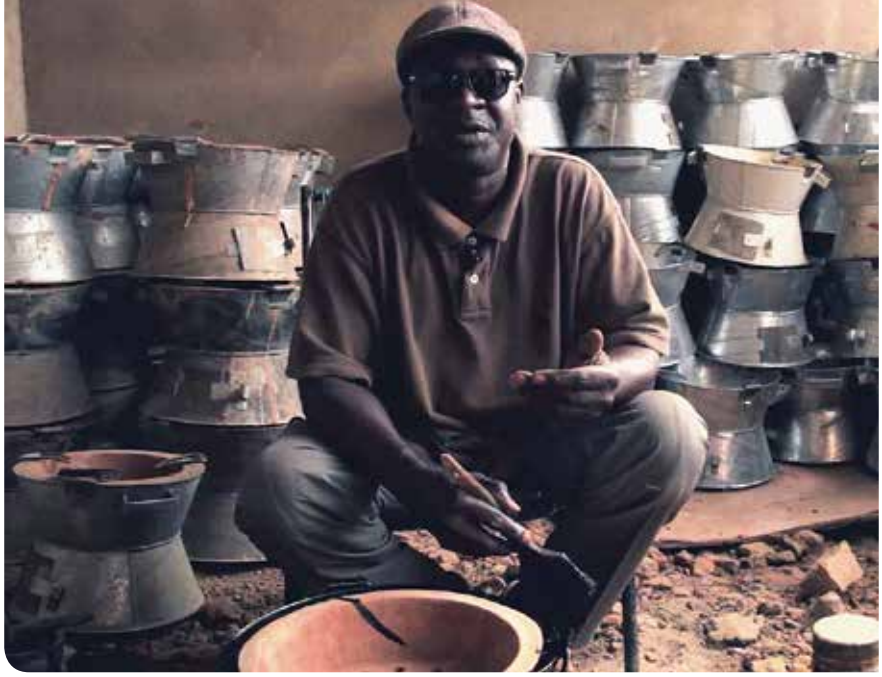
StovePlus : Diffusion mondiale de foyers de cuisson améliorés 16
Co_2Solidaire : Programme de compensation carbone volontaire 18

20 ASIE *CENTRALE*

Afghanistan	Efficacité énergétique et bioclimatisme dans l'habitat urbain	21
	Développement durable des montagnes du Centre de l'Afghanistan	22
Mongolie	Diffusion de serres solaires passives en appui à la production maraîchère	23
Tadjikistan	Développement durable en milieu rural	24
Himalaya indien	Capitalisation et diffusion des savoirs «énergie et habitat»	26

27 ASIE *DU SUD-EST*

Cambodge	Gestion durable de la forêt dans le massif des Cardamones	28
	Diffusion de foyers de cuisson améliorés	29
	Production de charbon de bois «vert»	30
	L'agroforesterie au service des communautés agricoles	31
	Viabilité des solutions par le transfert au secteur privé	32
	Consolidation de l'expertise sur la biomasse	33



34 AFRIQUE *DE L'OUEST*

Afrique de l'Ouest	Climat et énergie en Afrique de l'Ouest	35
	Filière jatropha paysanne et accès à l'énergie	36
Bénin	Services énergétiques en milieu rural	38
Sénégal	Climat et territoires ruraux	39

40 EUROPE-*MÉDITERRANÉE*

Europe	Partenariats locaux pour des villes et régions plus vertes	41
	Efficacité énergétique chez les ménages modestes en Europe	42
	Renforcement de capacités pour l'isolation de l'habitat rural en Europe de l'Est et du Caucase	44
France	Énergie et précarité	45
	Énergie et habitat	46
	Production d'énergie propre	48
	Gestion éco-responsable des déchets	50
	Performance environnementale énergie et climat	52
Maroc	Diffusion d'équipements performants via la microfinance	53
	Gestion énergétique durable en zone rurale	54
	Hammams durables	56

57 UNITÉ *CLIMAT*

	Accompagnement de projets sobres en carbone	58
	Adaptation aux changements climatiques	59
	Plaidoyer pour la Solidarité climatique	60

61 LES PUBLICATIONS DU GERES EN 2013
63 GARDONS LE CONTACT
64 RAPPORT FINANCIER
71 PERSPECTIVES 2014
72 INDEX DES PARTENAIRES

Préambule

ON PARLE DE PLUS EN PLUS DE LA PLACE DE L'ÉNERGIE DANS LE DÉVELOPPEMENT. CELA CONFORTE-T-IL LE GERES ?

Oui, cela nous conforte, mais la réalité est très contrastée. Les pays émergents ont basé leur croissance de ces dix dernières années sur l'explosion de la part du charbon dans le mix énergétique, et en parallèle, certains d'entre eux ont entamé des évolutions en profondeur en s'engageant dans des politiques de maîtrise de l'énergie.
Si l'on se penche sur la situation des pays les moins avancés, là où le GERES intervient essentiellement, on observe une progression dans la mise en œuvre de centrales solaires en substitution du pétrole puisque le solaire, dans ce cas de figure, est aujourd'hui rentable.
De même, pour réaliser des économies d'énergie dans les industries, les banques de développement sont prêtes à encourager les initiatives et soutiennent l'investissement des États du Sud à des taux préférentiels.
En revanche, les zones rurales restent largement à l'écart de ces évolutions : 95 % de la population en Afrique subsaharienne n'ont toujours pas accès à l'électricité.
Et concernant la part des 5 % y ayant accès, elle ne correspond qu'à la satisfaction des besoins domestiques non créateurs d'activités économiques.
Les femmes utilisent toujours des équipements de cuisson qui gaspillent jusqu'à 80 % de l'énergie. Cette situation engendre des conséquences bien connues sur la désertification et la déforestation. Seulement, les États ne sont généralement pas prêts à s'endetter pour remédier à ces problématiques. Et la part des dons de l'Aide Publique au Développement se tarit…

LA FRAGILITÉ DES ONG FRANÇAISES DE DÉVELOPPEMENT EST JUSTEMENT UN SUJET D'ACTUALITÉ. QUELLE EST LA POSITION DU GERES À CE SUJET ?

En 2013, Coordination SUD, la plateforme française des ONG de développement, a missionné un cabinet indépendant pour dresser un panorama de la situation économique du secteur. Il en ressort une situation extrêmement dégradée : si les urgentistes sont épargnés, la situation économique des associations de développement, qui choisissent d'orienter leurs actions sur le long terme, est mauvaise. Nombreuses sont les petites associations qui ont dû stopper leurs activités.
Les structures intermédiaires comme le GERES sont elles aussi fragilisées : manque de fonds propres, difficulté récurrente de trésorerie, procédures administratives des bailleurs de plus en plus lourdes et complexes et comptes ponctuellement déficitaires, comme c'est le cas pour nous cette année.
Les associations qui bénéficiaient de fonds publics sont en fait soumises à une « double peine » : exigence de plus en forte quant aux impacts des actions menées (en ce sens, les ONG sont généralement reconnues comme les plus efficaces) et obligation de justifier toutes leurs dépenses à l'euro près avec, pour parvenir à cela, des frais de fonctionnement extrêmement bas. Ces contraintes limitent malheureusement la capacité d'innovation et de reproduction à grande échelle des solutions.
Ces constats ne concernent pas uniquement notre famille des ONG de développement. Certaines dispositions en France de la loi sur l'économie sociale et solidaire devraient apporter des solutions comme le fonds de garantie ou la création d'instruments financiers pour renforcer le bilan des associations, mais ces mécanismes restent encore difficiles à activer. En 2013, le GERES a donc travaillé à s'adapter à ce contexte tout en maintenant ses résultats sur le terrain.

L'ANNÉE 2013 A ÉTÉ INTENSE SUR LE PLAN DE LA RÉFLEXION STRATÉGIQUE. QUELLES SONT LES PRINCIPALES ORIENTATIONS RETENUES ?

Après cinq années de forte croissance, nous avons lancé la révision de notre stratégie pour la période 2013-2017. Le mandat et les valeurs de l'association ont été réaffirmés, ainsi que nos cinq thématiques majeures d'intervention*.
Le pilier « Sobriété et efficacité énergétique », l'un des fondamentaux du GERES, devrait rester prépondérant en volume d'activité ; tandis que pour favoriser le changement d'échelle de notre approche technicienne, nous prévoyons de renforcer les actions conjuguant les piliers « Développement économique » et « Politiques publiques ».
Quant au pilier « Climat », il gagnera en visibilité avec notre participation aux débats publics, et le renforcement des actions de plaidoyer, en France et à l'international, menées avec les ONG qui luttent contre les changements climatiques.
Sur le plan géographique, nous réaffirmons notre ancrage dans quatre grandes régions. Au-delà, nous renforçons aussi des modes d'action transverses sur des territoires éloignés les uns des autres, mais connaissant des problématiques similaires. La diffusion massive de foyers de cuisson économes en est une illustration. Dans le même esprit, nous souhaitons structurer un nouveau programme dédié au développement économique en accentuant le rôle du secteur privé dans nos zones d'intervention.

Par ailleurs, nous souhaitons élargir nos actions menées sous la forme de prestations de services, toujours en lien avec nos domaines d'expertise. Celles-ci seront complémentaires de la mise en œuvre de nos projets sur le terrain.
Enfin, nous consolidons des domaines d'excellence dans chaque région en structurant nos savoirs à l'échelle régionale, afin de maintenir un haut niveau d'impacts sur nos projets et de rester un acteur de référence sur nos thématiques-clés.

Ces orientations ambitieuses sont enthousiasmantes. Nous tenons à remercier vivement nos 250 collaborateurs qui jour après jour, au-delà des difficultés du quotidien, sur le terrain et au siège, mobilisent leur énergie et leurs compétences pour proposer les solutions de demain. Ils contribuent ainsi à la construction d'un monde meilleur.

Thierry Cabirol, Président
Alain Guinebault, Délégué général

*Nos cinq piliers ou thématiques d'intervention sont : la production d'énergie propre, la sobriété et l'efficacité énergétique, l'appui aux politiques locales et aux territoires, le développement économique, la lutte contre les changements climatiques.

2013
LES FAITS MARQUANTS

JANVIER

1ER JANVIER

Commission Climat et Développement

Le GERES est nommé chef de file de la Commission Climat et Développement de Coordination Sud jusqu'en 2016.

21 JANVIER

400 parlementaires engagés dans la Solidarité climatique

400 députés français compensent leurs émissions de CO_2 dans le cadre du 50e anniversaire du Traité de l'Élysée, en soutenant le projet CEnAO au Mali.

25 JANVIER

2 millions de foyers de cuisson améliorés diffusés au Cambodge

Au Cambodge, le GERES célèbre la production et vente du 2 millionième foyer New Lao Stove (NLS), introduit en 2003.

MARS

12 MARS

Débat national sur la transition énergétique

Pour conjuguer transition énergétique et solidarité, au Nord comme au Sud, le GERES présente son cahier d'acteurs au débat national sur la transition énergétique.

18 MARS

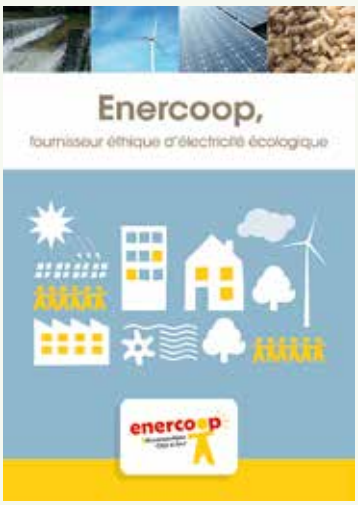
Prix d'honneur, Fondation des Nations Unies (GACC)

l'Alliance mondiale pour les foyers de cuisson améliorés créée par la Fondation des Nations Unies, récompense le GERES « pour sa contribution spécifique dans le secteur » et son implication dans l'organisation du forum mondial pour la cuisson propre (Clean Cooking Forum) en mars 2013 à Phnom Penh.

26 MARS

Inauguration d'Enercoop PACA

Membre fondateur d'Enercoop PACA, le GERES soutient et accompagne l'initiative du fournisseur d'électricité verte dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.



AVRIL

4 AVRIL

Contre la précarité énergétique, 100 familles bénéficient du dispositif ACHIEVE à Marseille

Les conseillers du GERES ont rendu visite au domicile de 100 ménages modestes afin de les aider à mieux contrôler leurs consommations d'énergie.

30 AVRIL

10 années d'énergie pour l'EIE de Marseille

Après 10 années d'exercice, l'Espace Info Énergie de Marseille Provence, jusqu'alors porté par le GERES, transfère ses activités à l'ALE.
À l'occasion d'une cérémonie de clôture, le GERES a remercié tous les partenaires et collaborateurs ayant participé à l'aventure.

JUIN

17 JUIN

Lancement officiel du programme Stove*Plus*

À l'occasion du Forum International de la Cuisson Propre à Bonn, le GERES présente officiellement le programme Stove*Plus*.

JUILLET

16 JUILLET

Le forum des ONG internationales au Mali appelle à une aide d'urgence

Consécutivement à la situation de crise au Mali, le GERES, membre du FONGIM, contribue à l'élaboration de 6 recommandations afin d'orienter efficacement l'aide au développement dans le pays.

SEPTEMBRE

18 SEPTEMBRE

Passage à grande échelle de la diffusion de maisons bioclimatiques en Afghanistan

À Kaboul, l'engouement pour les technologies solaires passives, et plus particulièrement la véranda, fait des émules. Le produit en milieu urbain répond aux problématiques énergétiques et socio-économiques. Dans le même temps, un projet holistique de grande ampleur est lancé dans le centre du pays en partenariat avec l'AFD.

NOVEMBRE

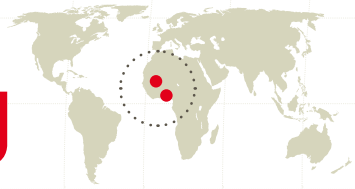
11-22 NOVEMBRE

COP 19 à Varsovie

Carbone social et rôle de la société civile en 2015 sont les deux sujets abordés par le GERES à la Conférence des parties sur les changements climatiques au sommet de Varsovie.

L'accès à l'énergie, un besoin essentiel au développement

5 des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement dépendent directement de la question de l'énergie et de son accès. En ce sens, l'initiative SE4All (Sustainable Energy for All), lancée par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2012 invite d'ici à 2030, à fournir un accès à l'énergie à tous, avec l'objectif de doubler l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. Considérant qu'elle est un vecteur majeur du développement économique et social, le GERES met l'énergie au cœur de sa mission pour activer les leviers suivants :



1

L'ÉNERGIE, MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

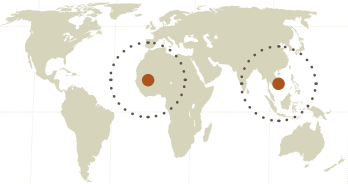
Envisagée sous l'angle économique, l'énergie est un levier fondamental. Il est maintenant reconnu par les plus hautes instances internationales[1] que la capacité de développement économique des populations dépend essentiellement de leur situation énergétique.

En outre, il est nécessaire de bénéficier d'une **énergie fiable**, **disponible** et **abordable** pour créer des activités productives et génératrices de revenus.

Dans son postulat de départ, le GERES envisage l'énergie, en particulier le couple efficacité énergétique et énergie renouvelable, comme **un vecteur puissant de développement** économique de long terme.

En favorisant l'accès à l'énergie grâce à l'installation de technologies adaptées, le GERES permet par exemple à des milliers **d'entrepreneurs et d'artisans d'Afrique** de créer des emplois, de mieux valoriser leurs produits agricoles et de générer de la valeur ajoutée redistribuée localement.

[1]Les Nations Unies, la Commivssion européenne, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement ont rejoint l'initiative SE4All.



2

MIEUX GÉRER LA RESSOURCE BIOMASSE : UN ENJEU MONDIAL, UNE ÉNERGIE D'AVENIR

La biomasse est la 3e source d'énergie mondiale après les carburants fossiles et le nucléaire. Sa part représente près de 10 % de l'énergie primaire, et plus de 50 % des énergies renouvelables dans le monde[2]. Elle concerne le bois, le charbon de bois, les déchets agricoles ou ceux de l'industrie alimentaire et les déjections animales.

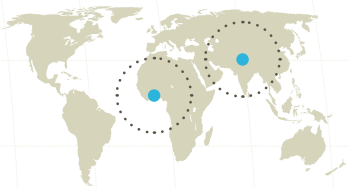
Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, 40 % de la population dépend encore de réchauds rudimentaires et toxiques pour cuisiner. À l'échelle mondiale, **2,5 milliards de personnes** utilisent principalement la biomasse comme combustible. Généralement plus accessible que le gaz ou le gasoil, la biomasse est aussi plus adaptée aux **habitudes des populations**. L'absence d'alternative associée à une démographique élevée se traduit, dans la majorité des cas, par un épuisement des ressources. La gestion durable de la biomasse est donc un enjeu nécessitant la mise en **place de stratégies d'accompagnement** des populations.

Des solutions basées sur les technologies économes en énergie existent, elles doivent être couplées avec les pratiques et techniques favorisant une gestion durable de la ressource. Le GERES, à travers plusieurs programmes en Asie et en Afrique, favorise leur dissémination afin d'obtenir des impacts à grande échelle. Par exemple, le GERES intervient au Cambodge depuis près de 15 années, à tous les niveaux de la filière bois-énergie. Son intervention a directement permis, en 2014, la diffusion de **3 millions de foyers de cuisson améliorés** dans ce pays.

[2]Source : Rapport mondial des ENR 2012

Agroforesterie et renouvellement de la biomasse au cambodge permettent de lutter contre les changements climatiques.

Grâce à la mécanisation des étapes de râpage et de pressage, ce tubercule de manioc épluché sera facilement transformé en gari, en accompagnement des plats, ou comme boisson.



3

CONJUGUER ÉNERGIE DURABLE, AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le rôle que joue l'énergie dans la sécurité alimentaire est souvent méconnu. Pourtant, elle a une incidence directe sur ses quatre principaux indicateurs[3] : pour favoriser la **disponibilité** et **l'accès** aux produits agricoles ou alimentaires, mais aussi pour assurer leur **stabilité** et leur **salubrité**.

L'usage passif de l'énergie solaire dans la **production maraîchère** permet par exemple de soutenir durablement l'agriculture familiale des hauts plateaux de l'Asie centrale qui, malgré un climat continental rude, bénéficie d'un bon ensoleillement. L'utilisation de serres solaires passives a permis à des milliers de familles de cultiver des légumes même en hiver, mais aussi de diversifier leur alimentation. En utilisant l'énergie disponible, cette approche participe à l'amélioration de la nutrition des habitants.

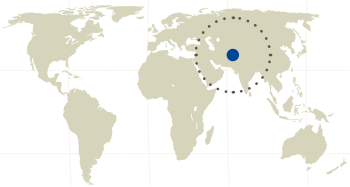
Grâce à la construction de celliers bioclimatiques ou à la fabrication d'unités de séchages, les petits producteurs peuvent **conserver leurs produits et** réduire les pertes post-récolte.

Dans les **zones rurales isolées**, c'est l'accès à l'énergie pour la **transformation** des produits agricoles qui va effectiflement renforcer la sécurité alimentaire les populations. Depuis une dizaine d'années, le GERES adapte différentes machines semi-industrielles (moulins, égraineuses, presses, décortiqueuses...) ou les regroupe pour les connecter à un moteur principal, qui pourra fonctionner à l'huile de jatropha - en substitution au gasoil devenu trop cher.

Ces plateformes et les zones d'activités électrifiées participent directement à la valorisation des principales filières agricoles comme celles du manioc, du fruit de palme ou de l'arachide et améliorent la qualité des produits alimentaires commercialisés. De plus elles diminuent la pénibilité du travail des femmes.

[3]Le concept de sécurité alimentaire, ayant fait l'objet d'un consensus international au Sommet Mondial de l'Alimentation à Rome en 1996, comporte quatre dimensions ou piliers : accès, disponibilité, qualité et stabilité des produits agricoles.

Isolation et pose du survitrage dans une maison afghane.



4

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DES MÉNAGES, REFLET DE LA FRACTURE SOCIALE

En 2012, la facture d'énergie annuelle d'un ménage français s'élève à 3 200 euros (1 400 euros par habitant) en moyenne[4]. Celle-ci s'est alourdie de 6 % par rapport à 2011, et l'augmentation progressive du **prix de l'énergie** continue de conduire les plus démunis vers une précarité insoutenable.

En France, les 3,8 millions de familles en situation de précarité consacrent plus de 10 % de leurs revenus à leur facture d'énergie. 11 % des Français, soit plus de 3 millions de foyers supplémentaires, reconnaissent avoir eu **récemment des difficultés** à payer leur facture d'électricité.

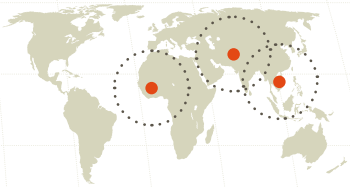
En Afghanistan, **48 % des familles** déclarent rencontrer des difficultés à se procurer de quoi se chauffer ou cuisiner. 20 % de leurs dépenses annuelles **sont consacrés à l'approvisionnement** en énergie.

L'efficacité énergétique est l'aspect le plus méconnu de la transition énergétique, et pourtant celui qui fonctionne le mieux puisqu'il permet d'économiser l'énergie à la source. Deux objectifs sont essentiels : l'isolation de l'habitat et l'efficacité énergétique des équipements.

En France, au Maroc, au Cambodge, au Mali ou en Afghanistan, le GERES **sensibilise les ménages** en grande précarité. Il démontre les avantages qu'ils peuvent retirer des dispositifs d'efficacité, ou d'une bonne isolation. Il les conseille et les accompagne dans l'acquisition et l'utilisation d'équipements de chauffage et de cuisson plus performants.

Par exemple, à Kaboul, plus de 2 000 foyers ont amélioré leur condition de vie en isolant leur maison, ou en les dotant de vérandas solaires. À Marseille, **500 familles en situation de précarité énergétique** ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé et de petits appareils, pour réaliser des économies d'énergie.

[4] Source : Commissariat général au développement durable, bilan énergétique pour la France 2012



5

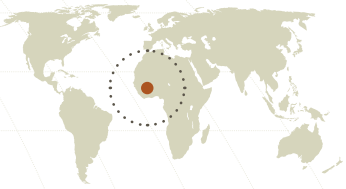
DE LA SOBRIÉTÉ CARBONE À LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE

Le réchauffement climatique représente certainement le plus grand défi de notre siècle. Notre terre s'est déjà réchauffée de 0,8°C depuis 1850 et elle se réchauffera au moins de 1,7°C d'ici 2100[5]. Si nous n'agissons pas rapidement, les températures pourraient augmenter de 4 à 5°C. Ce scénario correspond malheureusement aux évolutions actuelles d'émissions de gaz à effet de serre. Pour **éviter le chaos climatique** annoncé, il est primordial que chaque État, chaque entreprise, et chaque individu, à son échelle, **réduise significativement ses émissions** de gaz à effet de serre.

Dans cette course contre le réchauffement, **la Solidarité climatique** entre les peuples des pays du Nord et du Sud devient essentielle. Elle permet de limiter l'accroissement des inégalités et des vulnérabilités des pays, qui, déjà marqués par la pauvreté chronique, sont les premières victimes des conséquences des changements climatiques.

Pour ce faire, le GERES travaille et s'investit sur plusieurs fronts : participation à **la construction de positions communes** et équitables pour la **réduction des émissions mondiales** de gaz à effets de serre, sensibilisation des pouvoirs publics locaux à la **gestion des risques, appui aux plans climat** des collectivités territoriales des pays du Sud, développement **de méthodologies de résiliences**, de programmes d'adaptation, mise en œuvre et réplication de projets sobres en carbone à grande échelle, sensibilisation à la compensation **carbone volontaire éthique et solidaire…**
Décembre 2015 sera une échéance historique pour la France qui accueillera la 21e Conférence des Parties sur le Climat. Le GERES, au sein de la Commission Climat Développement de Coordination SUD, et dans ses réseaux, compte peser sur les négociations pour plus de justice et d'équité climatiques.

[5] Source : volet « Impacts » du 5e rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)



6

POUR L'ADHÉSION COLLECTIVE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Selon l'Agence Internationale pour l'Énergie (AIE), plus de 20 % de la population mondiale, soit 1,4 milliard de personnes, n'ont pas accès à l'électricité. Face à la pollution atmosphérique, la fin programmée

Panneau solaire et station de recharge de téléphone portable au Bénin.

des énergies fossiles et la raréfaction des ressources disponibles, la satisfaction des besoins en énergie de tous les habitants n'ira **de pair qu'avec l'augmentation de la part des énergies renouvelables.** Celle-ci doit néanmoins s'envisager en lien étroit avec de vigoureuses **politiques de sobriété et d'efficacité** énergétique.
Compte tenu de l'évolution des technologies, les énergies renouvelables présentent des perspectives prometteuses : elles créent de l'emploi, montrent un **potentiel inégalé** dans l'invention de modèles **alternatifs simples**, intelligents et accessibles à tous dans tous les territoires. De plus, elles faciliteront les **changements de comportement** vers plus de sobriété.
Fin 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à l'unanimité, une résolution faisant de la décennie 2014-2024 une « Décennie de l'énergie renouvelable pour tous ».
Le GERES s'y engage pleinement, en lien avec les acteurs publics, associatifs et les entreprises, qui travaillent à l'amélioration et à la **diffusion massive des solutions** énergétiques de demain.

LE CA ET LE BUREAU

Le Conseil d'administration du GERES est composé de membres bénévoles élus en Assemblée générale.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2013:

LE BUREAU

Président : Thierry CABIROL
Vice-président : Frédéric BOEUF
Trésorier : Jean-Paul PRUVOST
Trésorière adjointe : Sophie IBOS
Secrétaire : Éric BUCHET

AUTRES MEMBRES ÉLUS EN 2012

Kader BEKKAR
Jean-Claude CHASSAGNOUX
Michel DEGRAND GUILLAUD
Swan FAUVEAUD
Dominique FICHBEN
Michel HAMELI
Vincent PRIORI
Régine TEULADE-NESS
Bernadette VERRON
Noémie ZAMBEAUX

DÉLÉGATION UNIQUE DU PERSONNEL :

Collège « Salariés France » :
→ Titulaires : Oriane ASSALI et Marie-Maud GÉRARD
→ Suppléantes : Sophie GASQUET et Auria POIRIER
Collège « Expatriés » :
→ Titulaire : Anne CALVEL au Mali
→ Suppléant : Julien JACQUOT au Cambodge

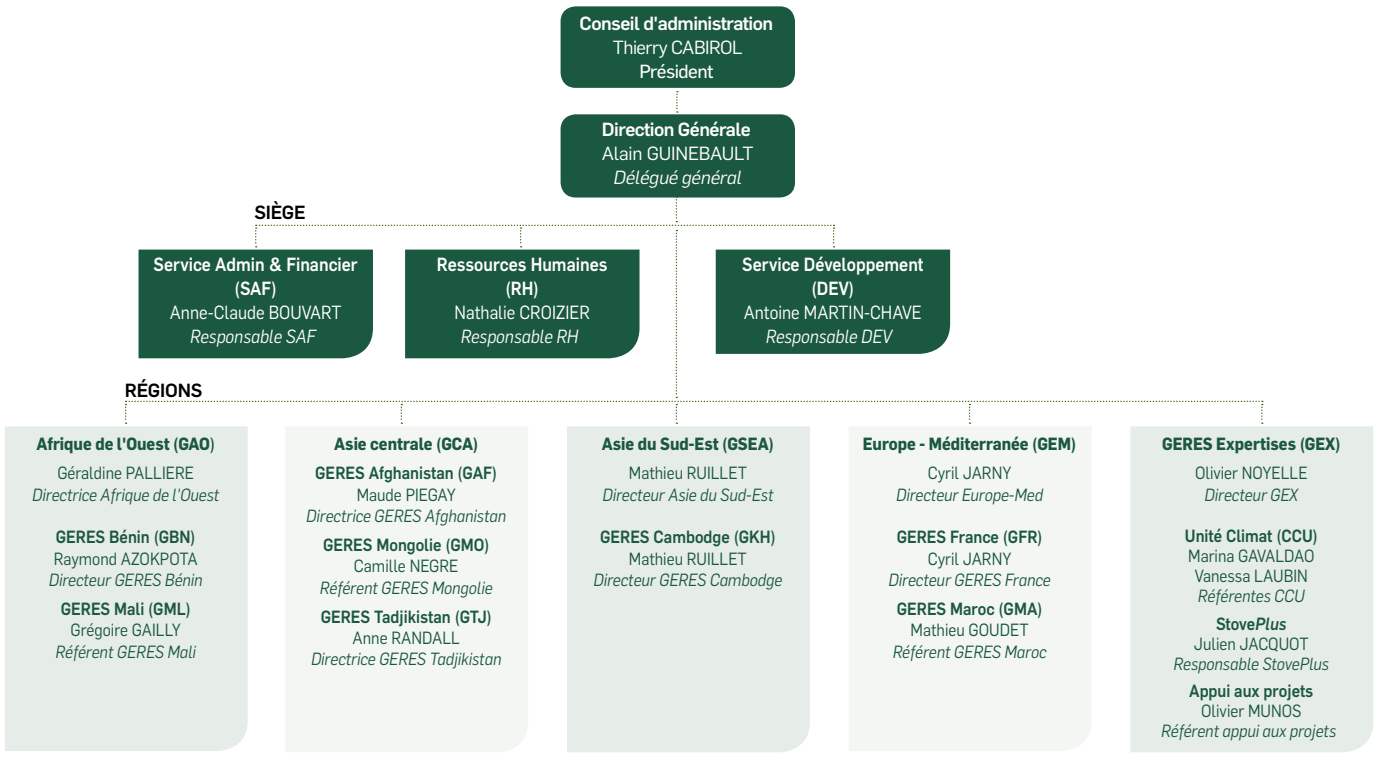
LES EFFECTIFS DU GERES

Au 31 décembre 2013, le GERES compte 238 collaborateurs et collaboratrices directs
(dont 74 femmes et 164 hommes)

40 personnes travaillent en France. L'effectif se répartit comme suit :
- 18 salariés et 1 apprenti pour GERES Siège
- 14 salariés et 1 stagiaire pour GERES France
- 6 salariés pour GERES Expertises

198 personnes travaillent à l'étranger. L'effectif se répartit comme suit :
- 154 sous contrat local
- 27 sous contrat expatrié
- 10 sous contrat de Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)
- 4 sous convention de stage
- 3 sous contrat de consultance

L'ORGANIGRAMME



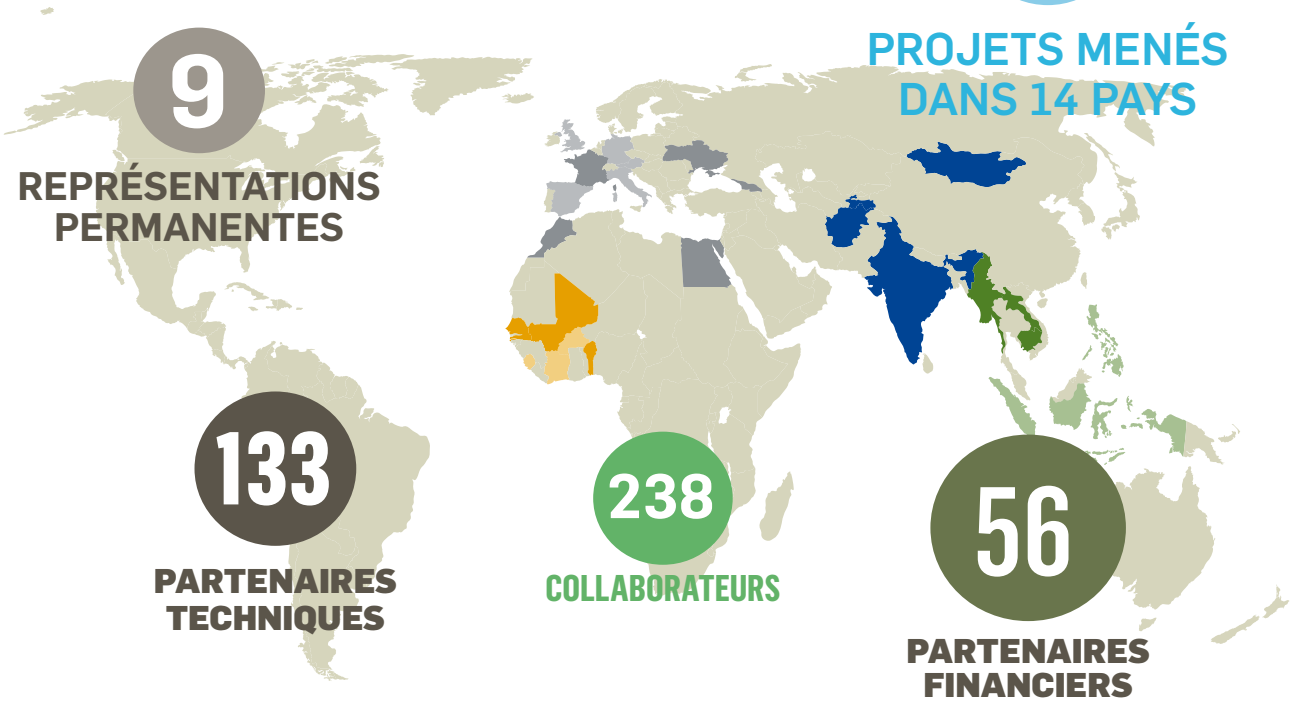
CODIR : un Comité de Direction est constitué a minima du Délégué général et de deux managers (siège ou région).
CODIR-E : l'ensemble de l'équipe de direction siège et des managers pays constituent le Comité de Direction Élargi.

LES PROJETS

589 647
familles ou porteurs de projets directement bénéficiaires*

3 304
entrepreneurs* ou entreprises soutenus ou accompagnés

71
PROJETS MENÉS DANS 14 PAYS



9
REPRÉSENTATIONS PERMANENTES

133
PARTENAIRES TECHNIQUES

238
COLLABORATEURS

56
PARTENAIRES FINANCIERS

2 774 120
bénéficiaires indirects*

Intervention	Directe	Indirecte
EUROPE-MÉDITERRANÉE		
ASIE DU SUD-EST		
ASIE CENTRALE		
AFRIQUE DE L'OUEST		

*__Entrepreneurs :__ entreprises unipersonnelles, organisations ayant une activité économique ou entreprises ayant directement bénéficié d'appuis techniques, financiers ou organisationnels pour le développement de leurs activités.

*__Bénéficiaires directs :__ personnes ou entités (chef de famille, institution, collectivités, porteurs de projets, etc.) ayant directement et individuellement bénéficié d'une action mise en œuvre par le GERES.

*__Bénéficiaires indirects :__ membres de la famille des bénéficiaires directs pour lesquels l'action mise en œuvre par le GERES impacte effectivement l'ensemble du ménage.

StovePlus : diffusion mondiale de foyers de cuisson améliorés

2,5 milliards de personnes dans le monde ont recours à la biomasse (bois de feu, charbon de bois, déchets organiques) pour cuisiner et se chauffer, mais utilisent des équipements inefficaces. La pollution par les fumées est responsable de près de 4 millions de décès prématurés chaque année et la pression sur la ressource en bois accentue la dégradation de la forêt.

Parce que les combustibles biomasse resteront la principale source d'énergie de ces populations pendant les décennies à venir, les programmes de diffusion de foyers de cuisson améliorés sont reconnus comme une solution indispensable dans les pays en développement. Ils optimisent la consommation des familles utilisatrices sans bouleverser leurs habitudes et réduisent la pollution de l'air intérieur. On prévoit qu'en 2030, en Afrique et en Asie, le marché de l'équipement utilisant les combustibles issus de la biomasse s'élèvera à 40 millions d'unités par an pour les ménages pauvres, ruraux et urbains.

Afin de répondre aux problématiques de ce marché, le GERES a lancé Stove*Plus*, un programme destiné à renforcer le secteur local de production et de diffusion de foyers améliorés, par le soutien et l'accompagnement technique aux porteurs de projets.

Après une première phase de structuration, Stove*Plus* est officiellement lancé en juin 2013 lors du Forum International sur l'Énergie de Cuisson de Bonn.

PARTENAIRES FINANCIERS

- FFEM – Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- Banque mondiale

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Union européenne
- Banque mondiale
- Banque asiatique de développement
- GACC – Alliance mondiale pour les foyers de cuisson améliorés
- WACCA – Alliance de l'Afrique de l'Ouest pour les foyers de cuisson améliorés
- GIZ – Société allemande de coopération internationale
- LIRE – Institut laotien pour les énergies renouvelables
- Entreprise Sociale Ever Green (Myanmar)
- DNE – Direction Nationale de l'Énergie (Mali)
- CNESOLER – Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (Mali)
- AMADER – Agence malienne pour le développement de l'énergie domestique et de l'électrification rurale
- SNV – Fondation néerlandaise des volontaires

Les porteurs de projet asiatiques et africains peuvent faire appel à nos développeurs de programmes.

UN DÉPLOIEMENT DANS 8 PAYS D'ASIE ET D'AFRIQUE

En Asie du Sud-Est, Stove*Plus* soutient le gouvernement laotien dans la mise en œuvre d'une initiative sur les cuiseurs économes (Lao Clean Stove Initiative), en partenariat avec l'ONG locale LIRE (Lao Institute for Renewable Energy). L'équipe technique du programme a également effectué une mission en Birmanie et en Indonésie, en préparation de projets qui seront mis en œuvre à partir de début 2014.

En Afrique de l'Ouest, Stove*Plus* intervient au Mali, en appui aux entrepreneurs de la filière biomasse énergie. L'équipe a co-organisé un atelier national sur la thématique en partenariat avec la DNE, l'AMADER et la SNV. Enfin, en lien avec ECREEE, l'équipe a mené des missions exploratoires en Sierra Leone, au Burkina Faso et au Bénin.

Stove*Plus* poursuit également le dialogue avec la communauté internationale afin de promouvoir des solutions de cuisson propre lors des événements internationaux.

Ludovic BRANLANT, Chef de projet Bio-Energie (Lao Institute For Renewable Energy - LIRE)

«Au Laos, l'équipe de StovePlus a fait preuve d'une grande capacité d'adaptation en rassemblant toutes les parties prenantes au projet : producteurs, fournisseurs et distributeurs. Jusqu'ici, cette expérience est une réussite et est très appréciée par les acteurs locaux.»

À 80%, le bois est le combustible le plus utilisé pour cuisiner en Afrique.

UNE EXPERTISE AU SERVICE DES PORTEURS DE PROJETS

Stove*Plus* représente la contribution française à l'objectif mondial de distribution de 100 millions de foyers efficaces, d'ici à 2020, sous l'initiative de l'Alliance mondiale pour les foyers de cuisson améliorés (GACC).
Les activités menées visent à conseiller les dirigeants, former les partenaires et concevoir des outils de haute qualité. Dans ce passage à grande échelle, il s'agit aussi de renforcer les capacités institutionnelles en facilitant un dialogue ouvert entre les parties prenantes et la communauté internationale.

Les services de Stove*Plus* reposent sur une approche globale et adaptée aux besoins de chaque porteur de projet :

- Étude de référence
- Tests et R&D
- Standards et labellisation
- Contrôle et assurance qualité
- Systèmes de suivi
- Évaluation d'impact
- Finance carbone

Mahama KAPPIAH, Directeur exécutif, Centre pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO

« Le GERES est un partenaire technique important. Notre collaboration en 2013 a été très fructueuse et a permis des avancées majeures dans ce domaine en Afrique de l'Ouest »

INDICATEURS & IMPACTS

- ***6 porteurs de projets*** *accompagnés par StovePlus depuis un an d'activité*
- *Objectif de diffuser* ***100 millions de foyers efficaces,*** *d'ici à 2020*

ZONES D'ACTIVITÉS DE STOVE*PLUS* EN 2013

Co_2Solidaire : programme de compensation carbone volontaire

Pour compenser vos émissions résiduelles de CO_2 en soutenant un projet de développement éthique et solidaire, rendez-vous sur www.CO_2solidaire.org

2013 aura été une année de mutation pour le programme de compensation carbone du GERES. Pour la première fois depuis sa création, CO_2Solidaire s'ouvre à d'autres associations. Ce nouveau modèle renforce les synergies avec d'autres porteurs de projets afin de promouvoir un carbone éthique et transparent. 2013 aura également été une année créative dans ses actions de sensibilisation. Dans la continuité du travail de vulgarisation débuté en 2012 pour expliquer le principe de Solidarité climatique et la compensation carbone, CO_2Solidaire a contribué à la production de 4 vidéos de présentation des projets qui peuvent être soutenus.

À cause de la crise conjoncturelle et de leurs difficultés économiques, certaines entreprises n'ont pas pu reconduire leur partenariat cette année. Dans le même temps, des conventions substantielles sont arrivées à leur terme. Mais, malgré cet environnement fragile, CO_2Solidaire continue d'accueillir de nouveaux partenaires.

13 nouvelles structures se sont engagées à nos côtés en 2013. Parmi elles, la Fondation Prince Albert II de Monaco, la Région Nord-Pas-de-Calais et certains événements d'envergure tels que le Sommet Ecocity ou le Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique.

En 2014, CO_2Solidaire fêtera ses 10 ans de programme. Un anniversaire que nous célébrerons avec tous nos partenaires en imaginant les projets de la prochaine décennie.

Atelier d'innovation sur la Solidarité climatique aux « Rencontres Partenaires » en avril 2013.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***132 partenaires**, dont 13 nouvelles structures, engagés dans la Solidarité climatique en 2013*
- ***11 événements** ont participé à une action de Solidarité climatique*
- ***16 702 TeqCO2** compensées en 2013 soit les émissions annuelles de 907 ménages français de 4 personnes*

L'OUVERTURE DU PROGRAMME À DEUX ASSOCIATIONS

Ayant jusque-là fait le choix de proposer exclusivement les crédits carbone issus des projets du GERES, CO_2Solidaire ouvre son programme à 2 autres associations françaises : Initiative Développement et Bleu-Blanc-Cœur. L'offre ne se positionne pas comme celle d'un acheteur-revendeur de crédits carbone, mais se pose en facilitateur. Le but étant de valoriser des initiatives authentiques de développeurs de projet qui proposent une alternative sans multiplier les intermédiaires.

Depuis 1994, L'ONG Initiative Développement (ID) accompagne des communautés défavorisées des pays du Sud. Le pôle Énergies Renouvelables d'ID développe des projets énergétiques et environnementaux (biogaz, cuiseurs économes, distillation améliorée, reforestation) en Chine, aux Comores, au Congo Brazzaville, en Haïti et au Tchad, ayant pour objectif d'améliorer l'environnement et les conditions de vie des bénéficiaires.

Association loi 1901, Bleu-Blanc-Cœur (BBC) a été créée pour promouvoir une agriculture responsable à vocation santé. Elle vise à prendre en compte les objectifs environnementaux et nutritionnels dans les productions agricoles. Les produits (œufs, viandes, produits laitiers, farines, pain…) présentent moins de graisses saturées et d'acides gras Oméga 6, et plus d'Oméga 3. Ils participent ainsi à un meilleur équilibre nutritionnel.

FOCUS

LA PREMIÈRE COMPENSATION LOCALE FRANÇAISE

Grâce au projet Eco-Méthane porté par l'Association Bleu-Blanc-Cœur, il est désormais possible de compenser ses émissions de gaz à effet de serre sur le territoire français. Via CO_2Solidaire, les entreprises, collectivités ou particuliers peuvent soutenir ce projet qui, grâce à une alimentation introduisant les graines de lin, permet de réduire la fermentation entérique des vaches (méthane – CH4) et favorise la production d'Oméga 3 naturels.

ASIE CENTRALE

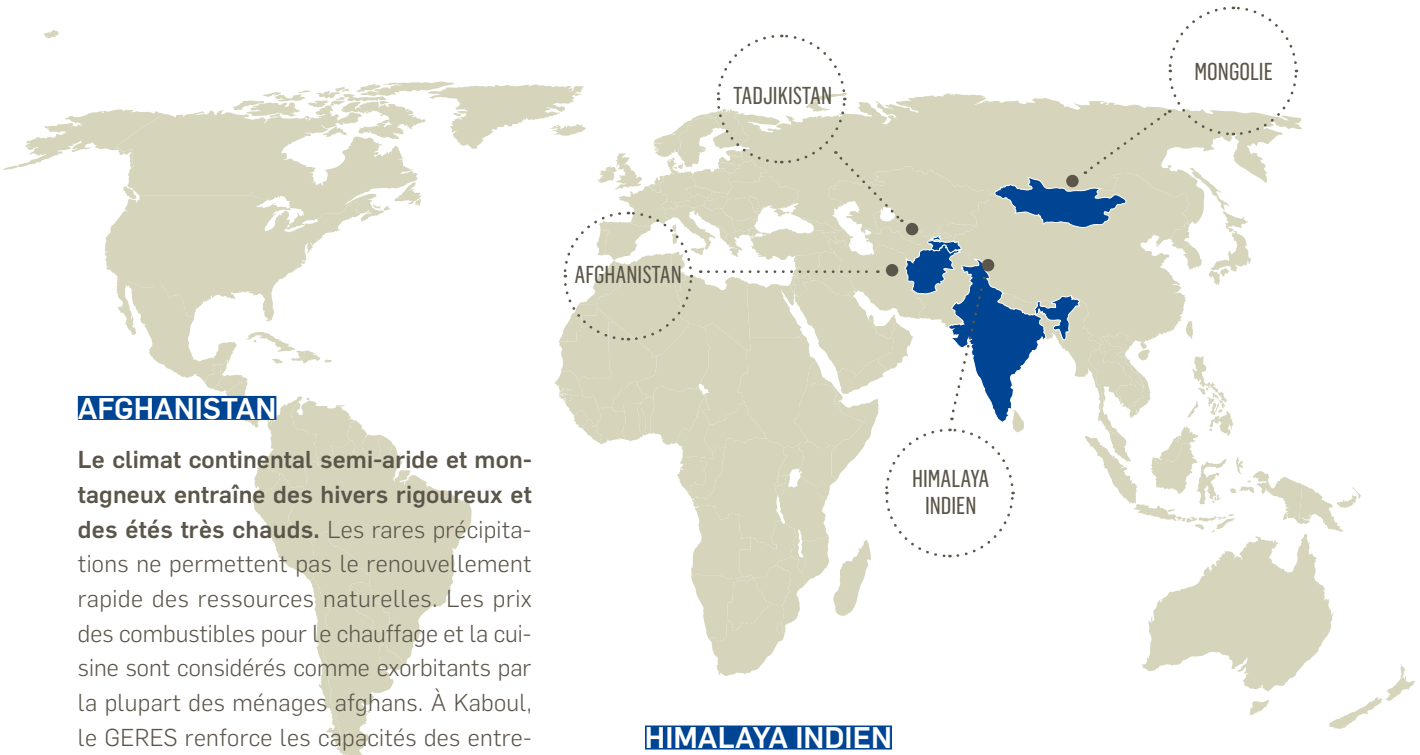
Le GERES déploie son activité en Asie centrale essentiellement dans l'habitat et l'agriculture : efficacité énergétique des logements, des équipements de chauffage et de cuisson, soutien à l'agriculture familiale par l'amélioration des techniques agricoles. Les solutions proposées s'appuient sur le marché existant, l'accessibilité économique, les compétences locales et l'acceptation sociale. Pour atteindre ses objectifs, l'équipe consolide son organisation régionale.

TADJIKISTAN

Depuis 2011, le GERES intervient dans la province de Sughd pour développer des techniques agricoles durables et des solutions bioclimatiques dans l'habitat qui répondent aux besoins de la population, tout en préservant les ressources naturelles. Double vitrage, isolation des maisons et poêles améliorés sont disséminés afin d'améliorer le ratio confort intérieur et consommation de combustible.

MONGOLIE

Pays de montagnes et de hauts plateaux, la Mongolie connaît des hivers longs et très rigoureux restreignant la saison agricole à 3 ou 4 mois par an. Bien qu'Oulan-Bator détienne le record de la capitale la plus froide du globe, le pays bénéficie d'un ensoleillement important qui lui vaut le surnom de « Pays du ciel bleu ». Depuis 2010, le GERES utilise cette source importante d'énergie solaire pour améliorer la culture sous serres. L'innovation « serre solaire passive » tend maintenant à être diffusée au plus grand nombre pour soutenir l'agriculture familiale.



AFGHANISTAN

Le climat continental semi-aride et montagneux entraîne des hivers rigoureux et des étés très chauds. Les rares précipitations ne permettent pas le renouvellement rapide des ressources naturelles. Les prix des combustibles pour le chauffage et la cuisine sont considérés comme exorbitants par la plupart des ménages afghans. À Kaboul, le GERES renforce les capacités des entreprises et des artisans locaux, et fait connaître les techniques d'économie d'énergie des familles. Dans la province de Bamyan, en partenariat avec deux ONG, le GERES a engagé un projet holistique pour une utilisation durable des ressources naturelles.

HIMALAYA INDIEN

Après plus de 25 ans de présence dans l'Himalaya indien et l'achèvement fin 2012 du projet de construction de 1 000 bâtiments solaires passifs, le GERES, avant de se retirer du Ladakh, a transféré aux organisations locales la responsabilité de capitaliser le savoir des solutions bioclimatiques et leur diffusion auprès de la population locale.

Efficacité énergétique et bioclimatisme dans l'habitat urbain

75 % des foyers de Kaboul pensent que la construction solaire passive est une solution pertinente qui répond à leurs besoins.

Kaboul connaît un essor urbain sans précédent avec une population de 4,5 millions d'habitants. 48 % d'entre eux déclarent avoir des difficultés à satisfaire leurs besoins énergétiques. Mais avec 300 jours de soleil par an, l'architecture solaire est devenue une solution pertinente pour 75 % des foyers.

Depuis 2012, en coopération avec la Municipalité, le GERES travaille dans 3 districts (5, 7 et 8) de Kaboul, pour améliorer durablement les habitations grâce à l'implantation de solutions bioclimatiques issues de l'architecture solaire (vérandas en bois ou en métal) et des techniques d'isolation (fenêtres, murs et toits). Un poêle amélioré est également en phase de recherche et développement.

Dans ce projet, le développement économique est la cheville ouvrière de la chaîne de production. 37 artisans locaux ont été formés aux solutions bioclimatiques et ont été soutenus dans la structuration de leur commerce. L'attention portée au secteur artisanal est essentielle pour la viabilité à long terme et le transfert des compétences.

En 2013, 111 sites de démonstration et 1 000 habitations ont été équipés par les artisans. En 2014, le GERES initiera la création d'associations d'artisans indépendantes, ce qui leur permettra de s'entraider, de se coordonner, d'améliorer le contrôle qualité et de structurer plus efficacement la filière commerciale. Enfin, un catalogue répertoriant les produits facilitera la communication avec les clients et acteurs institutionnels.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***1 000 vérandas construites*** *à Kaboul fin 2013, dont 75 % combinées avec une technique d'isolation*
- ***6 techniques et équipements*** *développés et disponibles localement*
- ***3 100 familles,*** *soit 31 000 personnes bénéficiaires*
- ***85 micro-entrepreneurs*** *soutenus et organisés à travers une association d'artisans*
- ***331 000 personnes*** *sensibilisées à l'architecture solaire veulent intégrer la technique à leur habitat*
- ***343 acteurs institutionnels*** *engagés dans la mise en œuvre relayent l'information et développent des politiques territoriales basées sur l'efficacité énergétique*
- ***866 600 habitants*** *touchés par les campagnes de communication*

Mohammad WALI, Menuisier à Kaboul

« Avant, nous étions sans activité pendant l'été. Avec le projet, nous sommes tous très occupés. Je ne peux pas faire le travail tout seul alors j'ai recruté 4 personnes pour m'aider. C'est un moyen de créer des emplois. »

PARTENAIRES FINANCIERS

- AFD – Agence Française de Développement
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Legallais

PARTENAIRES TECHNIQUES

- SAB – Solidarité Afghanistan Belgique
- ACBAR – Organe de coordination des secours et de développement en Afghanistan
- Municipalité de Kaboul
- Fondation Aga Khan

FOCUS

LA VÉRANDA, PIÈCE SUPPLÉMENTAIRE OU JARDIN D'HIVER

Adjacente au côté sud de la maison, la véranda étend significativement la surface habitable de la maison. L'hiver, elle est une pièce à vivre très agréable où la température moyenne se stabilise autour de 20°C pendant la journée. L'été, la couverture plastique retirée, la structure bois est transformée en terrasse ombragée. Les habitants s'en servent pour soutenir des plantes grimpantes.

Développement durable des montagnes du Centre de l'Afghanistan (Central Highlands)

PARTENAIRES FINANCIERS
- AFD – Agence Française de Développement

PARTENAIRES TECHNIQUES
- MADERA
- Solidarités International

Sur les hauts plateaux des régions Centre de l'Afghanistan, l'agriculture — première source de revenus pour 86 % des foyers — et l'élevage sont au cœur de l'économie locale.

Dans cet environnement montagnard enclavé où les ressources naturelles (eau, sols, pâturages) sont rares et menacées de surexploitation, le GERES et ses partenaires MADERA et Solidarités International mettent en place une approche intégrée, synergique et durable du développement rural.

L'étude conduite durant le deuxième semestre 2013 a permis de réaliser les diagnostics techniques, socio-économiques et institutionnels nécessaires au bon déroulement futur du programme.

À partir de 2014, les bases de l'accompagnement étant posées, le projet va, petit à petit, accompagner le renforcement durable de l'agriculture et de l'élevage tout en améliorant l'accès à l'eau, aux pâturages et leur gestion collective. Pour ces populations qui comptent parmi les plus vulnérables du pays (taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale : 55,7 % contre 35,8 % à l'échelle nationale), il est essentiel d'améliorer la résilience énergétique en hiver tout en limitant la déplétion des ressources naturelles.

Pour assurer le transfert des savoirs et des techniques de ce déploiement opérationnel en 3 axes – agriculture et élevage ; gestion et préservation des ressources naturelles ; accès à l'énergie et efficacité énergétique – les connaissances réunies tout au long du projet seront partagées avec les autorités locales et les acteurs principaux.

UNE APPROCHE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Le triptyque « agriculture-énergie-ressources naturelles » au centre de l'approche intégrée nécessite une coordination équilibrée des actions mises en œuvre. Parce qu'elles sont interdépendantes et complémentaires, ces trois composantes doivent nécessairement s'envisager les unes au regard des autres.

D'une part, la réduction des consommations de ressources et des combustibles biomasse nécessite des solutions économes en énergie (poêles améliorés, isolation, architecture solaire). D'autre part, la durabilité des ressources dépend aussi d'une meilleure gestion et utilisation de l'eau, des sols et des pâturages par les communautés.

Au cœur du Hazarajâ, vaste territoire de haute montagne, l'action se concentre sur la Province de Bamyan et les deux districts limitrophes de la Province de Wardak.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***10 solutions économes*** *en énergie (vérandas, poêles améliorés, techniques d'isolation) validées par la R&D, disponibles pour être implémentées*
- ***303 sites*** *de démonstration présenteront les bénéfices des solutions économes en énergie*
- ***391 000 habitants des provinces*** *de Bamyan et Wardak bénéficieront de l'approche transversale du projet.*
- ***2 700 solutions économes*** *en énergie sont disséminées*
- ***85 artisans et revendeurs locaux*** *seront formés et soutenus par le programme*
- ***Sensibilisation dans 27 écoles*** *aux questions d'économie d'énergie et enseignement des pratiques écologiques*
- *Au total,* ***326 000 habitants*** *seront mieux sensibilisés aux questions d'économie d'énergie*

Diffusion de serres solaires passives en appui à la production maraîchère

3 murs à double paroi en briques assurent une bonne masse thermique restituant la nuit, la chaleur emmagasinée pendant la journée. Une heure par jour suffit à assurer son fonctionnement et un jour par mois, la commercialisation de légumes.

La Mongolie est un pays aux conditions climatiques extrêmes, caractérisées par des hivers longs et rigoureux, une saison agricole restreinte à 3 ou 4 mois par an, durant l'été. Depuis 2012, le GERES encourage le développement économique agricole de 45 foyers ruraux. Comptant parmi les plus vulnérables de la région de l'Arkhangai, ces familles peuvent se lancer dans un petit entrepreneuriat agricole.

En 2013, dans 10 sums (villages), les bases pour une bonne production maraîchère ont été posées. 14 serres solaires passives ont été construites et ont permis de doubler la saison de production des légumes. 14 groupes de maraîchers ont été formés au semis, à la récolte ainsi qu'à la transformation des légumes. Ceci leur a permis de produire 50 tonnes de pommes de terre et 12,5 tonnes d'autres légumes. Néanmoins, la commercialisation reste un enjeu pour ces maraîchers, car certains légumes sont inconnus du grand public et les plus communs sont en concurrence avec les produits moins chers, en provenance de Chine. Pour les aider à promouvoir leur activité, le GERES a encouragé les maraîchers à participer aux foires agricoles et à proposer leurs produits aux marchés locaux comme les écoles, les hôpitaux ou les restaurants.

Simultanément, les formations en nutrition et des cours de cuisine ouvrent des possibilités pour commercialiser des bocaux de légumes cuisinés et améliorer la sécurité alimentaire en hiver des familles bénéficiaires.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***La saison de culture a doublé*** *en passant de 4 à 8 mois.*
- ***14 nouvelles serres*** *construites en Arkhangai en 2013, soit un total de 164 serres depuis le début du projet*
- ***45 nouvelles familles*** *produisent et transforment leurs légumes en 2013.*
- ***Au total, 404 familles*** *de 3 provinces sont bénéficiaires depuis le début du projet*
- ***200 écoliers*** *sensibilisés à la nutrition*
- ***50 cuisiniers d'écoles*** *et d'hôpitaux ont participé aux cours de cuisine en 2013*
- ***2 bâtisseurs*** *sont formés aux technologies d'énergie solaire passive, et peuvent construire des serres solaires passives et des celliers bioclimatiques*

PARTENAIRES FINANCIERS

- UE – Union Européenne
- Principauté de Monaco – Direction de la Coopération Internationale
- Fonds de dotation Humus
- Fonds de dotation Synergie solaire

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Fédération des Éleveurs de l'Arkhangai
- AVSF – Agronomes et Vétérinaires sans Frontières
- Gouvernement de l'Arkhangai

AMÉLIORER LA NUTRITION, SOUTENIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En Mongolie, les repas sont exclusivement constitués de viandes et de laitages. Alors qu'un tiers de la population est victime d'insécurité alimentaire, que 27 % des enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance dû à la malnutrition, 70 % des enfants de plus de 15 ans souffrent d'obésité ou de surpoids. Les principales causes de mortalité sont les maladies cardiovasculaires, conséquence d'une alimentation trop salée, trop grasse et trop sucrée*. La serre solaire permet de sensibiliser les familles aux bienfaits des légumes dans l'équilibre alimentaire. La diffusion massive de cette innovation et des techniques agricoles associées permettrait de diversifier l'alimentation et d'améliorer sensiblement la nutrition des populations.

*sources : statistiques nationales mongoles 2012

Développement durable en milieu rural

Muhtaram ATOBULLOEVA, bénéficiaire d'un cellier bioclimatique, Jamoat Fondaryo (district d'Aini)

« Avant, et avec beaucoup de difficultés, je conservais des pommes dans un petit espace sous la maison. Maintenant, avec le cellier bioclimatique je peux conserver dans d'excellentes conditions 2 tonnes de pommes entre novembre et mars. Si le prix des pommes pendant la saison est 2 TJS le kilo, je peux maintenant vendre chaque semaine 100-150 kilos à 3 TJS le kilo. »

Au Tadjikistan, 73 % de la population vit en zone rurale et dépend de l'agriculture de subsistance. En raison des conditions géographiques contraignantes, tant pour la production agricole (zone de montagnes, faibles précipitations et dégradation des sols) que pour l'accès aux marchés, les habitants des districts d'Aini et Asht sont en situation de vulnérabilité. Le GERES intervient également dans le nord du pays pour disséminer des solutions économes en énergie.

Renforcement économique et diffusion de bonnes pratiques dans l'agriculture

Depuis 2011, le GERES intervient pour développer des solutions agro-écologiques adaptées au contexte local : serres, celliers bioclimatiques et fermes avicoles solaires. 82 formations ont accompagné les producteurs dans l'utilisation de ces solutions. En 2013, on décompte une production avoisinant 8 tonnes de tomates, concombres, herbes aromatiques et la préparation de 6 000 semis. 64 tonnes de pommes ont été stockées dans des celliers bioclimatiques, lesquels permettent aux producteurs d'augmenter leurs revenus d'au moins 30 %. Ce dernier résultat dépasse les prévisions du projet.

En parallèle, ces équipements s'accompagnent de formations aux techniques de gestion durable des ressources, les sols et l'eau en premier lieu. Elles incluent une sensibilisation aux meilleures pratiques telles que le compostage, la rotation des cultures et l'irrigation au goutte à goutte. En 2014, le GERES va accentuer ses efforts en conduisant une évaluation de la vulnérabilité des populations au changement climatique (causes, matérialisation, conséquences) qui permettra aux autorités locales de mieux reconnaître ces phénomènes et d'améliorer le plaidoyer et leurs stratégies d'adaptation.

FOCUS

AGRICULTURE FAMILIALE : MODE D'EMPLOI

Pour accompagner les familles utilisatrices au Tadjikistan, trois brochures ont été éditées sur les techniques agricoles sous serre, hors sol (bonne utilisation de la serre, aliments à cultiver, le suivi des récoltes, compostage…), et de conservation dans les celliers (stockage, température, taille…).

4 techniques (compostage, couvre-sol pour l'hiver, irrigation goutte à goutte, collecte de l'eau de pluie) permettent d'améliorer les pratiques agricoles et les revenus des petits agriculteurs.

En plus de la véranda, une économie d'énergie de 40% est réalisée grâce à l'isolation des murs et la pose du double vitrage.

Efficacité Energétique et Bioclimatisme dans l'Habitat

Les familles tadjikes consacrent 20 % de leur budget à l'achat de combustible. Cela est principalement dû à une mauvaise isolation de l'habitat et à l'inefficacité des équipements de chauffage et de cuisson. En 2013, le GERES a formé 31 femmes artisanes aux techniques de fabrication des foyers de cuisson améliorés dits « Nepali-Stoves ».

Ils consomment moins de combustible que les foyers habituellement utilisés au Tadjikistan. Le GERES a aussi formé 20 menuisiers à la construction des fenêtres à double vitrage. Dans 200 maisons, le confort intérieur a augmenté grâce à l'isolation des fenêtres, des murs et du toit. En 2014, les artisans locaux seront formés aux techniques de commercialisation et de gestion d'entreprise afin d'augmenter sur le moyen terme la vente des foyers améliorés et des fenêtres à double vitrage. Par ailleurs, le GERES formera 70 nouveaux artisans aux solutions économes en énergie.

D'ici mars 2015, le GERES aura diffusé 600 foyers de cuisson améliorés, équipé 200 habitations avec du double vitrage, sans subvention. La stratégie « zéro-subvention » est utilisée afin d'assurer la pérennité du projet au-delà de son financement par les bailleurs.

Mahmudjon TOSHMATOV, bénéficiaire d'une maison isolée, Jamoat Oshoba (district d'Asht)

« Avec l'isolation dont elle a bénéficié, ma maison reste chaude toute la nuit. Nous pouvons économiser 600 TJS par an sur notre consommation d'énergie tout en gardant une température agréable ! »

PARTENAIRES FINANCIERS

- UE – Union Européenne
- GIZ – Société allemande de coopération internationale
- Fondation Abbé Pierre
- WECF – Les femmes d'Europe pour un avenir commun

PARTENAIRES TECHNIQUES

- ASDP Nau – Agence pour le soutien au processus de développement
- WECF – Les femmes d'Europe pour un avenir commun

INDICATEURS & IMPACTS DES 2 PROJETS

- ***200 logements*** *ont bénéficié d'un double vitrage et d'une meilleure isolation*
- *Les celliers augmentent les revenus des bénéficiaires* ***d'au moins 30 %****.*
- ***384 producteurs*** *ont adopté les meilleures pratiques de gestion des sols et de l'eau*
- ***400 fermiers*** *ont adopté le compostage*
- ***31 femmes artisanes*** *formées aux techniques de fabrication des foyers.*
- ***Au total, 87 serres, 46 celliers, 7 fermes avicoles*** *solaires ont été construits depuis le début du projet.*

Capitalisation et diffusion des savoirs « énergie et habitat »

Entre 2008 et 2012, le GERES a largement répandu ses techniques d'efficacité énergétique adaptées au contexte himalayen. Au total, 1 004 familles ont significativement amélioré leurs conditions de vie. 237 artisans maçons et menuisiers ont été formés. Une étude sur l'impact environnemental a montré des réductions de 60 % environ de la consommation de combustibles.

L'enjeu pour 2013 restait de capitaliser et diffuser les savoirs conservés sur ce projet de 4 années. Un centre de ressources a ainsi été installé à Leh.

Géré par une des ONG locales partenaires du projet, il met à disposition de tous les habitants l'ensemble de la documentation promouvant d'architecture solaire dans la région : isolation des bâtiments et techniques d'efficacité énergétique. Afin de sensibiliser la population, une large campagne de communication a été conduite en 2013 avec 10 programmes radio et 2 programmes de télévision. 30 événements locaux ont été organisés attirant plus de 2 000 visiteurs. Par ailleurs, le centre a soutenu le renforcement des acquis des artisans locaux à travers plusieurs formations.

Dominique Cécile Varnat,
responsable Solidarité Internationale,
Fondation Abbé Pierre

« En mission au Ladakh pour découvrir le programme de maisons solaires passives, j'ai pu voir la façon dont travaille le GERES et mesurer la pertinence de l'organisation mise en place. Ma satisfaction est totale. J'ai enfin compris le procédé technique du solaire passif. J'ai vu plusieurs maisons, rencontré de nombreux bénéficiaires, visité le centre de ressources et deux autres lieux d'information… Les qualités professionnelles et humaines des équipes m'ont enthousiasmée. Voir l'action sur le terrain, c'est bien évidemment autre chose que d'en parler assis autour d'une table en France ! »

Le centre de ressources construit à Leh est géré par nos trois ONG locales partenaires, LEDeG, LEHO et LNP.

PARTENAIRES FINANCIERS

- FAP – Fondation Abbé Pierre
- Fondation Ensemble

PARTENAIRES TECHNIQUES

- LAHDC – Conseil de développement Colline autonome de Leh
- LEDeG – Groupe Développement Ecologique de Leh
- LEHO – Ladakh et Santé
- LNP – Projet Nutrition de Leh

INDICATEURS & IMPACTS

- ***1 004 familles*** *ont amélioré leurs conditions de vie et contribuent à sensibiliser leur entourage.*
- ***237 artisans maçons et menuisiers*** *formés aux techniques sont capables de construire des maisons bioclimatiques*
- ***11 centres d'information locaux*** *continuent à promouvoir l'efficacité énergétique et le bioclimatisme dans les districts de Kargil et Leh.*
- ***30 événements locaux*** *organisés en 2013, attirant 2 000 visiteurs*
- ***10 programmes radio, 2 programmes de télévision*** *ont été diffusés en 2013*

ASIE DU SUD-EST

Dans cette région où le bois-énergie représente encore une part importante du mix énergétique, la bonne gestion de la ressource en biomasse est un enjeu de taille. Bien que le développement économique favorise l'émergence d'autres sources d'énergie, les populations grossissent et la demande en bois et charbon aussi. L'Asie du Sud-Est est une zone fournie en forêt primaire.
Mais les enjeux économiques et les lois du marché ne favorisent pas la conservation de cette richesse environnementale. Les forêts disparaissent au profit de l'agriculture intensive ou du marché du bois rare. Le GERES déploie son énergie afin que les populations puissent encore avoir recours à leurs ressources naturelles pour répondre à leurs besoins énergétiques quotidiens.

CAMBODGE

Au Cambodge, le GERES intervient à tous les niveaux de la filière du bois-énergie. Du côté des forêts, les projets soutiennent les communautés afin de mieux gérer la ressource pour assurer sa durabilité. Côté utilisation, le GERES développe des solutions pour réduire la consommation de combustibles : production de charbon efficace, foyers de cuisson domestiques économes et autres technologies adaptées au contexte local. La particularité de l'intervention : le GERES s'appuie sur le secteur privé local pour disséminer ses solutions. En concentrant ses efforts sur le développement et le transfert de solutions appropriées par de la formation aux micro-entrepreneurs et du renforcement de secteurs existants, le GERES génère des impacts non seulement environnementaux, mais aussi sociaux et économiques.

Gestion durable de la forêt dans le massif des Cardamones

PARTENAIRES FINANCIERS

- PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement
- FEM – Fonds pour l'Environnement Mondial

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Administration forestière du Cambodge
- MIME – Ministère cambodgien en charge de l'énergie
- MOE – Ministère cambodgien en charge de l'environnement
- Administration forestière des provinces de Pursat, Battambang, Kampong speu, Kampong Chhnang
- Bureaux provinciaux en charge de l'énergie des provinces Pursat, Battambang, Kampong speu, Kampong Chhnang
- REFOCTC – Centre de formation régional des communautés forestières
- Mlup baitong

Initié en 2012, le projet Sustainable Forest Management (SFM) est une parfaite illustration de l'intervention du GERES au Cambodge. Piloté par l'administration forestière, il vise à déployer l'ensemble des solutions développées par le GERES au cours des 10 dernières années. 20 villages reculés de quatre provinces situées à proximité d'un des principaux massifs forestiers du royaume, le massif des Cardamones, profitent de l'intervention. L'enjeu est de taille pour le GERES : à travers ce projet, les autorités publiques, locales et provinciales s'approprient les solutions pour pouvoir les disséminer grâce à des micro-entrepreneurs locaux. Ainsi, si elles s'avèrent fructueuses et durables, les solutions introduites via ce projet pourront être répliquées par les autorités publiques elles-mêmes, au moins dans les quatre provinces d'intervention du projet.

Dans ce projet d'envergure qui mobilise la majorité des équipes sur le terrain, il s'agit :

- de proposer aux communautés forestières des plans de gestion des parcelles dont elles ont la charge pour garantir la durabilité de leur exploitation ;
- d'installer des centres de production de charbon vert, accompagner leur appropriation par les communautés villageoises et assurer leur viabilité économique ;
- de former et appuyer des micro-entrepreneurs ruraux pour qu'ils deviennent producteurs de foyers améliorés et augmenter ainsi la pénétration de ces foyers de cuisson économes dans les zones rurales reculées ciblées par le projet.

Le GERES souhaite démontrer qu'à l'échelle d'une région, le bois-énergie peut être utilisé de manière durable, de la collecte à la transformation, jusqu'à son utilisation finale.
En 2013, les communautés villageoises et forestières ont été formées pour s'engager dans le projet. Le GERES a coordonné la construction des centres de production de charbon, validé les plans d'exploitation forestière, identifié et formé les nouveaux producteurs de foyers améliorés, tout en impliquant les partenaires gouvernementaux (locaux et provinciaux) afin qu'ils s'approprient les solutions et soient en mesure de les reproduire eux-mêmes.

Chay SARAN, chef du cantonnement de l'administration forestière, province de Pursat

« J'ai remarqué un vrai changement chez les communautés forestières. Elles savent désormais comment mener un inventaire des ressources et comment récolter le bois en s'assurant que la forêt se régénère. Par ailleurs, la production de charbon amélioré leur permet d'assurer un meilleur revenu. »

Formation d'une communauté villageoise à la gestion des parcelles dont elle aura la charge.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***64 570 km² de forêt*** *bénéficient d'un plan de gestion pour assurer leur régénérescence*
- ***250 villageois*** *formés aux solutions et bonnes pratiques*
- ***60 personnels*** *des administrations cambodgiennes ont été formés*
- ***20 villages*** *bénéficiaires*

Diffusion de foyers de cuisson améliorés

Les artisans distributeurs et producteurs se réunissent autour de l'association Icoprodac qui va bientôt fêter ses 10 ans d'existence.

Activité phare du GERES, la diffusion de foyers améliorés au Cambodge a connu une année 2013 riche en événements. Après 10 années d'activité, le projet « New Lao Stove » est arrivé au terme de sa période d'accréditation pour la finance carbone. Mais cela ne signifie pas la fin de l'action de dissémination de ces foyers. Bien au contraire !

Avec près de 3 millions de foyers diffusés à ce jour, la réussite de ce modèle 100 % local basé sur un réseau de production et de distribution existant n'est plus à prouver. Comme le démontre le projet SFM, ces enjeux de cuisson économe et de gestion durable du bois-énergie sont désormais inscrits à l'agenda du gouvernement cambodgien, et le GERES poursuit son appui à la filière pour développer le secteur, lui permettre d'évoluer avec le marché, et assurer sa viabilité à long terme.

Renforcer les compétences des micro-entrepreneurs

Les foyers améliorés au Cambodge sont bien plus qu'un simple projet de développement. Un véritable secteur d'activité économique a été structuré, lequel fait vivre aujourd'hui plusieurs centaines de familles. Le GERES tient à transférer progressivement la gestion de la filière à ses acteurs. Contrôle qualité, suivi des ventes ou encore gestion du réseau de distribution doivent être à terme entièrement gérés par l'association Icoprodac, la coopérative interprofessionnelle créée par le GERES il y a 10 ans.

Introduction d'un Rocket Stove en 2014

Avec 2 modèles de foyers améliorés introduits sur le marché cambodgien, le GERES continue d'innover avec un 3e modèle au charbon. Bientôt sur le marché, ce nouveau foyer s'appuie sur la technologie du Rocket Stove. Il a été adapté au contexte local par l'équipe R&D du GERES et sera temporairement baptisé le « khmer rocket stove ». Il est aujourd'hui l'équipement de cuisson domestique au charbon le plus économe du Cambodge. Il permet une économie de charbon de 25 % par rapport au NLS, four cible les familles urbaines et semi-urbaines principales consommatrices de ce combustible traditionnel dont le prix ne cesse d'augmenter. 2013 a été consacrée aux tests techniques et au travail de positionnement marché. En 2014, l'équipe se concentrera sur la mobilisation des acteurs et des financements nécessaires à la création d'une unité de production et au lancement de l'activité économique.

10 ans de finance carbone

Entre 2003 et 2013, le projet NLS a été placé sur le marché du carbone. Les crédits ont généré les financements nécessaires pour faire monter le projet à grande échelle.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***2 956 448 foyers*** *améliorés diffusés depuis le début du projet à fin décembre 2013*
- ***1 274 000 familles*** *utilisatrices*
- ***296 producteurs et distributeurs*** *membres de l'association Icoprodac*
- ***2 008 739 TeqCO2*** *évitées en 10 ans*
- ***1 613 311 tonnes*** *de bois sauvé*

PARTENAIRES FINANCIERS

- blue moon fund
- PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement
- FEM – Fonds pour l'Environnement Mondial
- CO_2Solidaire & NBO

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Administration forestière du Cambodge
- ICS – institut des standards du Cambodge
- MIME – Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

FOCUS

LA FONDATION DES NATIONS UNIES ORGANISE LE FORUM "CLEAN COOKING 2013" AVEC LE GERES

Le réseau international « Alliance mondiale pour les foyers de cuisson améliorés » a choisi Phnom Penh comme ville d'accueil pour son forum bisannuel. 500 professionnels du secteur se sont réunis pour échanger leurs bonnes pratiques et découvrir la réussite des projets du GERES. Une belle reconnaissance pour le travail accompli et beaucoup de fierté partagée par l'équipe locale.

Production de charbon de bois « vert »

PARTENAIRES FINANCIERS

- EEP – Energy and Environment Partnership Mekong
- Ministère des Affaires étrangères de Finlande
- Fonds nordiques de développement

PARTENAIRES TECHNIQUES

- VITRI – département des sciences de la forêt - Université de Helsinki
- Arbonaut
- MIME – Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie
- Administration forestière du Cambodge
- Administration forestière de Pursat et Kampong Chhnang

IMPACTS DU PROJET

- ***68 villageois*** *investis dans la production de charbon vert*
- ***11 258 kg de charbon vert*** *produits et vendus en 2013*

FOCUS

RÉTABLIR LA DIGNITÉ DES CHARBONNIERS ILLÉGAUX

Les ambitions de ce projet dépassent les seuls impacts environnementaux. En effet, pour fournir les grands centres urbains du Royaume en charbon de bois, les communautés rurales travaillent toujours en complète illégalité. Ces personnes, pauvres en général, ne sont pas reconnues ni valorisées dans leur statut malgré le service qu'elles rendent. Le projet, qui ne pouvait pas ignorer ce problème, contribue donc à améliorer le cadre juridique afin de rétablir la dignité des communautés qui collectent le bois de manière durable.

En 2013, 37 % des foyers cambodgiens utilisent le charbon pour cuisiner. Les principaux utilisateurs sont situés dans les zones urbaines ou péri-urbaines où la collecte de bois est impossible.

La dissémination des fours à carbonisation pour la production de charbon vert est passée à la vitesse supérieure en 2013. La 1re phase pilote s'est achevée en mars 2013, et les équipes se sont depuis mobilisées pour dupliquer les leçons apprises dans le cadre du projet SFM.

Jusque-là, la production de charbon était entièrement contrôlée par le secteur informel, mais l'administration forestière et le ministère en charge de l'énergie ont décidé d'unir leurs forces pour s'approprier la solution développée par le GERES.

Intégrant la gestion durable de la ressource en bois, ce procédé de transformation a été optimisé pour rendre la combustion plus efficace et le charbon produit de meilleure qualité (40 % d'économie de bois par rapport au processus traditionnel). Ce signe de reconnaissance par nos partenaires gouvernementaux encourage les équipes dans la poursuite de leurs efforts pour rendre ce modèle soutenable, tant d'un point de vue environnemental qu'économique et social.

Les défis à relever restent importants, notamment pour rentabiliser l'activité des communautés rurales qui est en concurrence avec le charbon traditionnel vendu à un prix qui ne tient pas compte de la valeur du bois et qui rémunère à peine les producteurs.

Le processus de carbonisation plus efficace permet une économie de bois de 40 %.

L'agroforesterie au service des communautés agricoles

Les petits agriculteurs de Kampong Chhnang peuvent suivre des formations aux techniques d'agro-écologie et d'agroforesterie.

Dans la province de Kampong Chhnang, zone agricole menacée par l'état avancé de dégradation des sols, les équipes du GERES apportent un appui technique aux petits agriculteurs afin de renforcer leur résilience aux conséquences des changements climatiques. Appauvrissement des sols, sécheresse et inondations menacent leurs récoltes et mettent en péril leur activité. Le projet area se déploie en 3 volets :

Formation des paysans : Le projet fournit à ces petits agriculteurs une formation complète sur des techniques d'agro-écologie et d'agroforesterie. Ces techniques leur permettent d'améliorer la résistance de leurs sols aux conditions climatiques de plus en plus extrêmes, tout en améliorant les rendements. Sur l'année 2013, le GERES aura coordonné l'organisation de 47 sessions de formation destinées à 51 paysans qui pourront à leur tour partager les bonnes pratiques avec leurs pairs.

Gestion de pépinières : Pour favoriser la mise en application des bonnes pratiques en agro-écologie proposées par le GERES, et permettre la plantation d'arbres dans la zone, 3 pépinières commerciales ont été créées. Elles sont gérées par de petits entrepreneurs villageois avec le soutien technique et matériel du GERES. 42 000 jeunes plants ont ainsi été vendus aux paysans locaux, générant un chiffre d'affaires de 900 USD pour les pépiniéristes.

Le centre de ressources et d'information : Alors que les sessions de formation permettent de développer la connaissance agro-écologique des paysans, le centre de ressources et d'information propose des services complémentaires d'accompagnement à tous les villageois qui le souhaitent : amélioration des techniques agricoles, adoption des pratiques raisonnées, durables et plus efficaces énergétiquement...
Ce centre, qui a vu le jour en 2013, met aussi en démonstration l'ensemble des solutions que le GERES met en œuvre au Cambodge : techniques d'agro-écologie, bassin de rétention d'eau, haies vives, aire de compostage, pépinière, fours économes pour la production de sucre de palme (une activité génératrice de revenus pour beaucoup de paysans pendant la saison sèche), foyers de cuisson domestique performants.
Les villageois sont invités à se rendre régulièrement au centre dont les portes sont toujours ouvertes et où ils peuvent venir observer les impacts des pratiques préconisées au fil du temps. Des supports visuels et une permanence sur place leur fournissent information et conseils pour optimiser leur activité.

IMPACTS DU PROJET

- ***3 pépiniéristes indépendants** gèrent leur micro-entreprise*
- ***51 paysans** ont suivi le programme de formation à l'agro-écologie*

Vorn SOKNA, agricultrice, province de Kampong Chhnang

« Avec le GERES, nous avons été bien formés, nous savons maintenant exactement quand est la bonne saison pour planter, comment obtenir de hauts rendements et comment produire du compost. Je veux maintenant partager ce que j'ai appris avec d'autres membres de ma communauté. »

PARTENAIRES FINANCIERS

- CARF – Fonds Cambodgien pour la Recherche en Agriculture
- ACIAR – Centre Australien pour la Recherche Internationale en Agriculture
- APFED – Forum Asie-Pacifique pour l'Environnement et le Développement
- TEI – Institut Thaïlandais pour l'Environnement

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Administration forestière du Cambodge
- Administration forestière de Kampong Chhnang

Viabilité des solutions par le transfert au secteur privé

Ce conducteur est employé par l'entreprise sociale SGFE. Soutenue par le GERES avant de devenir complètement indépendante, l'entreprise a reçu le prix de la «déforestation évitée» par la fondation Ashden Award, en mai 2014.

Narein SOURN, Sovannak enterprise

«Je me suis rendu compte que ce n'était pas simple de gérer une entreprise. Mais pendant les 6 mois d'incubation, j'ai reçu le soutien technique et moral qui m'a permis de réussir. Aujourd'hui, j'emploie des gens et je suis fier de permettre aux petits producteurs de sucre d'améliorer leur niveau de vie grâce à mon entreprise»

Au Cambodge, le secteur privé a toujours été au cœur des interventions déployées par le GERES sur le terrain. Il permet que les solutions puissent être adoptées et se pérenniser au-delà de l'échéance du projet porté par l'ONG. En permanence, le GERES fait l'expérience que les innovations sont aussi de véritables opportunités économiques pour les artisans, micro-entrepreneurs, investisseurs et entrepreneurs sociaux.

Le renforcement des micro-entrepreneurs ruraux

Depuis plus de 5 ans, le GERES travaille main dans la main avec des réseaux de micro-entrepreneurs : producteurs et distributeurs de foyers de cuisson économes, petits paysans et micro-entrepreneurs ruraux, communautés forestières et producteurs traditionnels de charbon...

Ces entrepreneurs développent leur activité en s'appuyant sur les innovations techniques que le GERES leur propose d'adapter au contexte et au marché locaux. Les formations à l'entrepreneuriat et l'accompagnement en gestion d'entreprise améliorent incontestablement leur niveau de vie. Ces populations qui étaient les plus vulnérables du pays ont maintenant suffisamment de compétences et de forces vives pour envisager leur avenir à long terme.

Le succès de l'incubation d'entreprise

Après la réussite du transfert de l'usine SGFE (produisant des briquettes de charbon issues de matières recyclées) à un entrepreneur indépendant, le GERES a incubé en 2013 une nouvelle entreprise sociale issue du projet Sovannak palm sugar visant l'amélioration de la production artisanale du sucre de palme par l'introduction d'une technologie de cuisson efficace. Basée à Phnom Penh, Sovannak Enterprise est maintenant une petite entreprise privée qui propose, sur le marché local et à l'export, un sucre de palme de qualité supérieure et respectueux de l'environnement. Narein SOURN, ancien salarié du GERES impliqué dans le développement de la marque et du réseau de distribution, a repris et développé l'activité en son nom après une formation de 6 mois à l'entrepreneuriat dispensée par le GERES.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***2 entrepreneurs sociaux*** *formés par le GERES ont repris des activités durables*

Consolidation de l'expertise sur la biomasse

Afin d'assurer l'efficacité des actions déployées sur le terrain, les développeurs de projet doivent pouvoir s'appuyer sur des données solides. Grâce à des équipes techniques multidisciplinaires et une stratégie inscrite dans la durée, le GERES a développé une expertise et une connaissance exclusives dans le domaine de la biomasse-énergie au Cambodge.

G-bel : le laboratoire spécialisé biomasse s'ouvre à l'extérieur

Créé pour tester et valider les technologies du GERES en matière de cuisson domestique et d'amélioration des combustibles de biomasse, le G-bel (Geres Biomass Energy Laboratory) a maintenant pour vocation de devenir une référence sur les tests biomasse dans toute la région. En plus d'appuyer les projets du GERES, le laboratoire propose une offre de services à l'ensemble des acteurs de la région (ONG, entreprises, universités...).
Mais pour élaborer une stratégie nationale sur la biomasse énergie, au-delà de l'usage domestique, le GERES doit comprendre les mécanismes qui régissent le secteur du bois énergie, tant au niveau de la ressource, que de la demande et l'utilisation.

PARTENAIRES DE G-BEL

- GACC – Alliance globale pour les foyers améliorés
- SNV Laos & Vietnam – Fondation néerlandaise des volontaires au Laos et Vietnam
- Lire Laos – Institut du Laos pour les énergies renouvelables
- Institut des standards du Cambodge
- Ministère cambodgien de l'Environnement
- Autorités locales de Kampong Speu, Kampong Chhnang, Pursat et Battambang
- Centre communautaire régional de formation forestière de Mlup Baitong
- Administration forestière du Cambodge

Flowood : une étude pour comprendre les utilisateurs de biomasse

L'étude « Flowood » contribue à cet effort en étudiant minutieusement les 11 principaux secteurs utilisant la biomasse au Cambodge, hors les grosses industries. L'exploitation des ressources forestières demeurant informelle au Cambodge, il existe très peu de documentation et d'études sur le sujet. En 2013, le GERES a donc décidé de lancer une vaste étude auprès des grands utilisateurs de bois-énergie (production de briques, séchage du tabac, fumage du poisson, raffinage du sel, etc.) afin de mieux connaître leurs pratiques et leur consommation de biomasse. L'objectif est double : identifier les secteurs où l'expertise de GERES serait pertinente, puis dessiner les projets de demain.
Flowood devrait par ailleurs permettre de démontrer, pour les partenaires gouvernementaux et financiers, l'intérêt d'un « observatoire de la biomasse-énergie » au Cambodge.

L'étude « Flowood » étudie minutieusement onze secteurs d'activité principaux utilisant la biomasse. Ici le fumage du poisson.

FOCUS

9 LABORATOIRES DANS LE MONDE AGRÉÉS RTKC (REGIONAL TESTING AND KNOWLEDGE CENTERS)

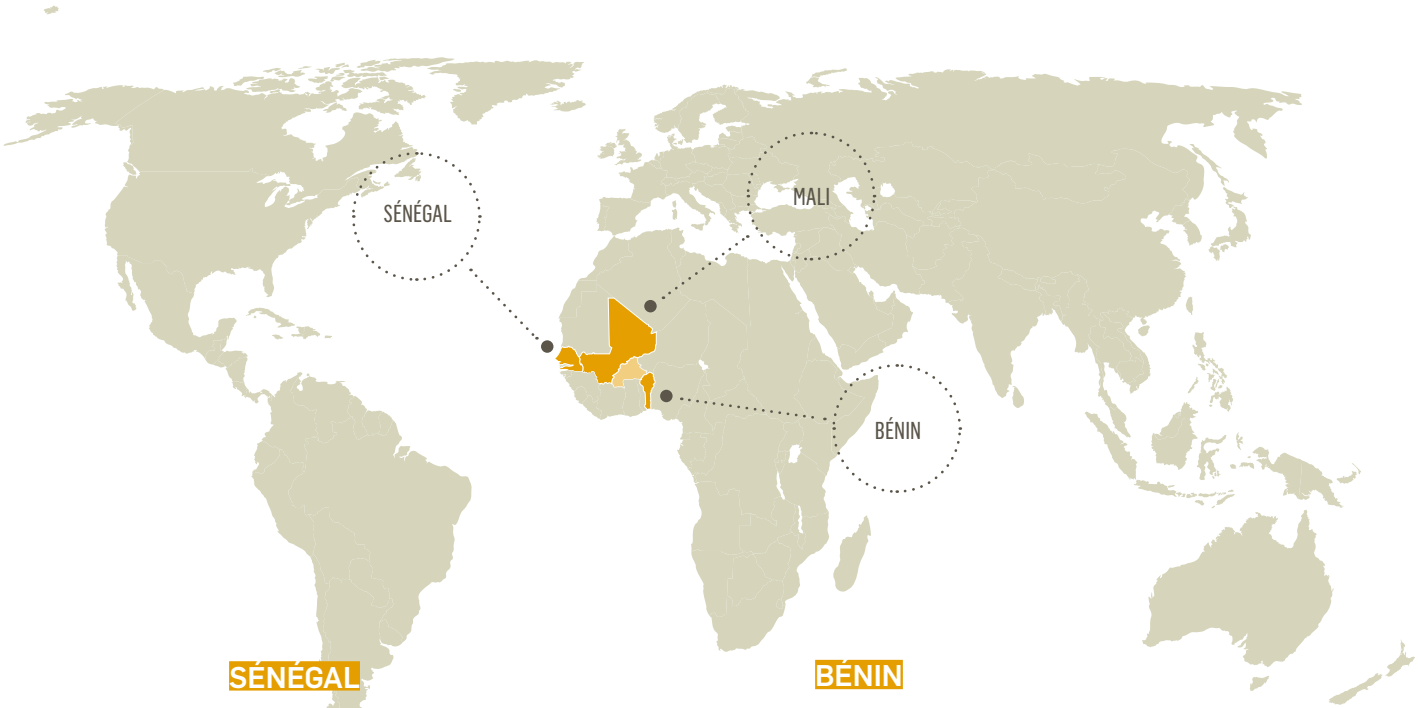
La « Global Alliance for Clean Cookstove » a pour vocation de faciliter la dissémination de foyers améliorés dans les pays en développement. Afin d'aider les porteurs de projet à prendre des décisions, neuf centres de test et de recherche, ont été soutenus dans différentes régions du monde, pour se former et développer une offre de services aux standards internationaux en matière de tests d'équipements de cuisson ou de combustible biomasse. G-BEL est l'un d'entre eux, et le GERES participe à l'installation de nouveaux centres dans la sous-région.

AFRIQUE

Présent depuis 10 ans en Afrique de l'Ouest, le GERES poursuit sa spécialisation dans 3 domaines d'activité : accès à l'énergie en zone rurale au service du développement économique, amélioration de l'efficacité des modes de cuisson, appui aux collectivités pour la prise en compte des vulnérabilités liées aux changements climatiques. À cela s'ajoute l'appui à l'entrepreneuriat, transverse à tous les programmes. En 2013, GERES Afrique de l'Ouest comptait 50 personnes, sur 5 antennes au Bénin, au Mali et au Sénégal.

MALI

L'équipe au Mali, 21 personnes en 2013 réparties sur 2 antennes, a maintenu le cap malgré la crise sécuritaire et politique du début de l'année, qui s'est heureusement terminée par une stabilité politique retrouvée. À Bamako, l'équipe travaille sur l'amélioration de l'efficacité de la cuisson en zone urbaine, visant des impacts économiques, sanitaires et environnementaux. L'équipe basée à Koutiala intervient dans les zones rurales des cercles de Koutiala et de Yorosso sur les problématiques d'accès à l'énergie au service du développement économique local.



SÉNÉGAL

Le Ferlo est le visage sahélien du Sénégal. La forte variabilité du climat affecte les moyens d'existence des communautés, notamment de bergers. C'est ainsi que 5 régions du Sénégal ont créé l'Entente interrégionale du Ferlo, pour une gestion intégrée de leur territoire. En 2013, le GERES poursuit l'appui initié en 2012 à l'Entente du Ferlo pour l'accompagner dans l'élaboration d'un Plan Climat Territorial. Les activités sont menées par une équipe restreinte basée à Saint Louis et appuyée par une expertise interne.

BÉNIN

Les zones rurales du Sud Bénin se diversifient en s'appuyant sur un important dynamisme entrepreneurial. Mais cette dynamique reste fortement entravée par le manque d'accès à l'énergie. Des solutions pour permettre un accès à l'énergie durable et fiable sont à identifier et à adapter. C'est l'objet des travaux menés par l'équipe GERES Bénin, en alliant solutions techniques et appui à l'entrepreneuriat. Avec une équipe de 22 personnes, deux projets de grande ampleur sont menés en 2013 dans le département du Zou, et une étude dans celui du Ouémé.

Climat et énergie
en Afrique de l'Ouest (CEnAO)

La biomasse constitue la plus importante source d'énergie consommée en Afrique de l'Ouest, notamment par la cuisson. Un foyer de cuisson amélioré permet de réduire la consommation de bois, les émissions de CO_2 et de particules nocives, et réduit les dépenses du ménage.

Lancé en 2011 au Mali, le programme CEnAO vise à augmenter la production et la diffusion de foyers améliorés existants. Fin 2013, des investissements ont été réalisés auprès des entreprises partenaires pour développer leurs outils de production. Un diagnostic a été mené au niveau des différents maillons de la filière (production, assemblage, distribution), et, avec eux, une stratégie a été définie pour changer d'échelle. Pour assurer à la filière le financement de cette stratégie, CEnAO a mis en place tous les éléments nécessaires à l'obtention de financements carbone.

L'année 2014 verra la mise en œuvre de la stratégie et la validation du programme carbone auprès de deux standards internationaux.

Le travail mené à Bamako trouve par ailleurs des échos aux niveaux national et sous-régional : le GERES participe activement à l'initiative WACCA (West African Clean Cooking Alliance) de la CEDEAO et a co-organisé un atelier national en octobre 2013. Des appuis techniques au laboratoire national chargé des tests sur les foyers améliorés sont programmés en 2014.

L'unité de production d'inserts céramiques de Kognoumani à Bamako emploie 6 personnes et fabrique 3 000 à 4 000 pièces par mois.

PARTENAIRES FINANCIERS

- AFD – Agence française de développement
- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Crédit Coopératif
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- KfW – Banque allemande de développement

PARTENAIRES TECHNIQUES

- AMADER – Agence MAlienne pour le Développement de l'Énergie domestique et de l'électrification Rurale
- CNESOLER – Centre National de l'Énergie SOLaire et des Énergies Renouvelables
- Entreprise AFOVERT
- GIE PFA – Groupement d'Intérêt économique Projet Foyers Améliorés
- Unité Kognoumani

IMPACTS DU PROJET

- ***15 000 foyers améliorés Wassa*** *ont été diffusés en 2013*
- ***15 000 ménages,*** *soit 105 000 personnes bénéficient des avantages du foyer*
- ***Une PME (9 employés), un groupement de producteurs (17 producteurs) et 47 revendeurs (fédérés en association depuis début 2014)*** *ont reçu un appui économique*

Abdoulaye DEME, Dirigeant de l'Unité Kognoumani et Président du GIE de producteurs

« Nous ne sommes pas en mesure de satisfaire la demande en foyers améliorés aujourd'hui. Le GERES est en train de me soutenir et de voir comment on peut doubler ma capacité de production pour satisfaire le marché. »

FOCUS

UN WEBDOCUMENTAIRE POUR MIEUX COMPRENDRE LES ENJEUX

« Wassa : pleins feux sur un cuiseur durable », propose un voyage en immersion au cœur de la filière foyers améliorés à Bamako. De la fabrication à l'utilisation finale, on comprend les avantages et les principaux obstacles pour mettre en œuvre une filière pérenne. Ce support original et interactif permet de découvrir les différentes étapes, les difficultés entrepreneuriales et la complexité économique locale.

LIEN WEB :
http://webdocs.co2solidaire.org/wassa/#Navigation

Filière jatropha paysanne et accès à l'énergie

Les pays ouest-africains ont besoin de trouver des solutions pour que les populations rurales, dispersées, puissent avoir accès à l'énergie et ainsi améliorer leurs conditions de vie. Peu de solutions fiables, viables, et abordables existent actuellement. Le jatropha pourrait en être une, sous certaines conditions. Le GERES mène deux projets pilotes, au Mali et au Bénin, qui visent à vérifier la pertinence et les conditions des filières de proximité jatropha comme une solution d'accès à l'énergie en zone rurale. Il s'investit aux côtés de l'IRAM dans JatroREF, réseau ouest-africain de partage d'expérience et construction de référentiels sur les filières jatropha.

ALterre MALI

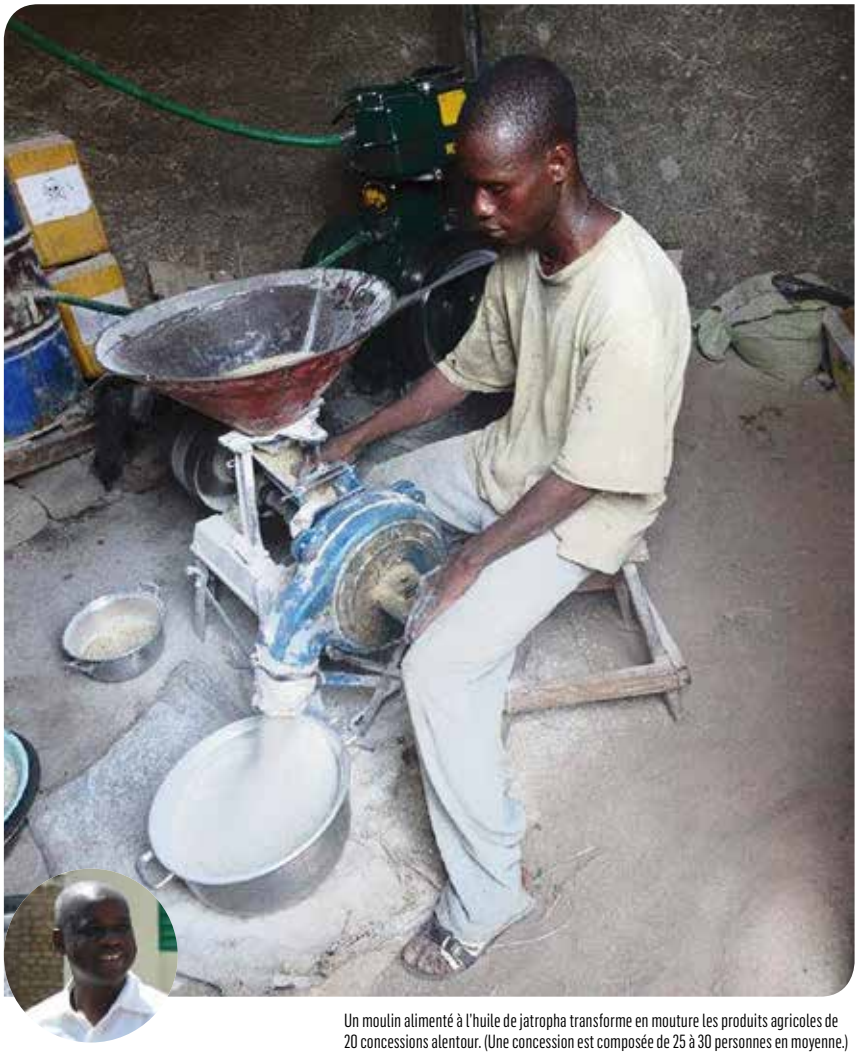
Agrocarburants Locaux, Territoires Ruraux et Énergie (ALTERRE)

AU MALI

L'année 2013 a été particulièrement réussie pour le projet ALTERRE à Koutiala : une récolte de graines de jatropha en forte augmentation (47 tonnes, plus du double de 2012), une unité d'extraction d'huile fonctionnelle (5 550 litres d'HVP utilisable comme carburant), une nouvelle unité installée à Koury et un entrepreneur privé motivé pour en prendre la gestion, des tests de longue durée concluants auprès de 5 meuniers (une substitution réussie au gasoil durant plus de 2 300 heures). Aujourd'hui, les meuniers sont les premiers ambassadeurs du projet auprès des femmes qui récoltent les graines et produisent du savon à base de sédiments (coproduit de l'extraction d'huile). En perspective, un travail d'organisation et de concertation des acteurs locaux à l'échelle communale pour impliquer chaque groupe (producteurs, meuniers, femmes saponificatrices, gestionnaires d'unité et élus locaux) dans la gestion d'une filière locale et assurer la pérennité économique des unités.

AU BÉNIN

La grande sécheresse de 2013 au Bénin a fortement impacté la production de graines de jatropha en 2013, et de ce fait la récolte 2013 a stagné au même niveau que l'année précédente. Cependant, l'entrepreneur privé continue de s'investir dans la gestion de l'unité d'extraction d'huile d'Assiangbomey. De même qu'au Mali, les tests de fonctionnement réalisés auprès des meuniers ont été concluants, et les meuniers sont maintenant les premiers ambassadeurs du projet. En 2014, sont prévus l'ajustement des relations fonctionnelles et commerciales entre les acteurs, ainsi que l'accompagnement de chacun d'eux vers la viabilité de l'unité d'extraction et de la filière.



Un moulin alimenté à l'huile de jatropha transforme en mouture les produits agricoles de 20 concessions alentour. (Une concession est composée de 25 à 30 personnes en moyenne.)

Bougouna SOGOBA, Directeur AMEDD, Koutiala Mali

« Dans la zone de Konséguéla, plus de 90 % des moulins servant à la préparation des repas familiaux sont à l'arrêt, les femmes retournent au pilon, car le prix du gasoil est trop cher. C'est là que la filière de proximité de jatropha trouve toute sa pertinence : produire et maîtriser à l'échelle locale son coût d'accès à l'énergie. »

PARTENAIRES FINANCIERS

- Union européenne
- FFEM – Fonds français pour l'environnement mondial
- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Banque mondiale
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Veolia Environnement
- Fondation Poweo
- Direction générale de l'énergie au Bénin
- Hub rural
- TATE

Référentiels pour des filières agrocarburants durables (Réseau JatroREF)

2013 fut une année de pleine production de notes de référence pour les 5 pôles thématiques définis en 2012 : potentiel agronomique du jatropha, systèmes de production et filières, finance carbone, production d'Huile Végétale Pure et son utilisation dans les moteurs. Ces documents sont basés sur les expériences des projets membres du réseau et constituent une mine d'informations précieuses. Ils peuvent être téléchargés dans la rubrique « ressources » du site internet www.jatroref.org. En 2014 sont prévues des études d'envergure régionale pour analyser et caractériser les modèles de filières et les politiques de bioénergie mises en œuvre dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Réunion de réseau des partenaires de JatroREF.

Éric GONHOUE, Meunier et producteur de jatropha, commune de ZAGNANADO, Bénin

« L'HVP est une très bonne huile pour mon moteur. J'ai l'impression qu'elle finit moins vite que le gasoil dans le réservoir de mon moteur et engendre peu de fumée. Ce serait très bon de l'avoir à plein temps, et que son prix soit inférieur à celui du gasoil.. »

PARTENAIRES TECHNIQUES

- IRAM – Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
- AMEDD – Association Malienne d'Éveil au Développement Durable
- ANADEB – Agence NAtionale de DEveloppement des Biocarburants du Mali
- DGE – Direction Générale de l'Énergie du Bénin
- CeRPA Zou Collines – Centre Régional de Promotion de l'Agriculture
- CIRAD – Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
- IFP Malick Sidibé – Institution de Formation Professionnelle
- ULB – Université Libre de Bruxelles
- IITA Bénin – International Institute of Tropical Agriculture

IMPACTS DU PROJET

- ***100 % du gasoil*** *est substitué par l'HVP de jatropha*
- ***L'adaptation-moteur coûte moins de 10 €,*** *(développée avec le CIRAD)*
- *Les moteurs adaptés à l'huile végétale pure de jatropha, en substitution totale au gasoil, ont fonctionné* ***2 300 heures*** *en 2013.*

Services énergétiques en milieu rural (SETUP)

PARTENAIRES FINANCIERS

- Union européenne
- AFD – Agence Française de Développement
- MAE – Ministère des Affaires étrangères
- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- EDF
- Fondation Poweo
- Fonds de dotation Synergie Solaire
- Fondation Lord Michelham of Hellingly
- Fondation Raja – Daniele Marcovici
- Gouvernement béninois
- 1+1 = 3

PARTENAIRES TECHNIQUES

- ABERME – Agence Béninoise d'Électrification Rurale et de Maîtrise de l'Energie
- CEBEDES – CEntre Béninois pour l'Environnement et le Développement Économique et Social
- PlaNet Finance
- Mairies des 9 communes du département du Zou

Limiter l'exode rural implique d'améliorer les conditions de vie dans ces zones, notamment en réduisant la pénibilité du travail, en augmentant les revenus et en développant l'offre de services. Le programme SETUP au Bénin accompagne depuis 2008 les entreprises rurales afin de développer leur activité de transformation agroalimentaire à travers la motorisation. Le secteur du petit artisanat est quant à lui soutenu par l'électrification solaire individuelle. 2013 était la dernière année pleine d'exécution du programme. Elle a été une période d'autonomisation pour les entreprises. Des formations, mais aussi de nombreuses visites d'échange leur ont permis d'acquérir des compétences et d'assurer un fonctionnement pérenne de leur activité. Les unités de transformation les plus avancées ont pu se développer et fidéliser ou diversifier leurs fournisseurs et leurs clients. Les entrepreneurs équipés de kits solaires, qu'ils soient coiffeurs, couturiers ou chargeurs de téléphones, quant à eux, étaient déjà autonomes depuis 2012 et ont développé par eux-mêmes leurs activités. Trois entreprises en particulier se positionnent sur un produit spécifique, l'huile d'Agonlin, une huile «terroir» très appréciée au Bénin pour sa saveur de cacahuète grillée. Fin 2013, la production est en cours et la qualité du produit a été vérifiée. Ces entreprises sont aujourd'hui en phase de reconquête de marchés de niches, vers des consommateurs qui s'étaient détournés de ce produit, faute de qualité garantie. Au-delà du projet SETUP, le GERES poursuivra l'appui à ces 3 entreprises Agonlinmi pour accompagner la stabilisation de leur activité.
Des guides techniques sur les équipements installés ont été publiés et distribués début 2014.

Silvain TOVI, coiffeur, bénéficiaire d'un kit panneau solaire et courant alternatif, commune de Zakpota

«Avec cet équipement solaire, j'ai généré des bénéfices conséquents grâce au service de recharge de téléphone mobile. J'ai pu aussi étendre ma petite entreprise de coiffure. Le nombre de clients augmente tellement que j'ai dû acheter un panneau de 100 W pour compléter mon dispositif. J'ai répété l'opération en louant une 2e boutique dans un autre village isolé, équipée un kit solaire de 160 W que j'ai pu acheter moi-même.»

Parmi les 29 groupements de femmes accompagnés, trois coopératives productrices d'huile d'arachide de la région d'Agonlin ont bénéficié d'équipements et d'un bâtiment dédié à la chaîne de clarification de l'huile d'Agonlin.

IMPACTS DU PROJET

- ***22 plateformes multiservices de transformation*** *gérées par 51 promoteurs (entreprises ou groupements)*
- ***13 projets d'équipement*** *simple visant la transformation d'un seul produit agricole*
- ***13 projets de services solaires*** *(panneau solaire et station de recharge de téléphone portable par exemple)*
- ***Après 2 ans d'exploitation,*** *les bénéficiaires solaires du programme ont doublé leurs installations avec 12 nouvelles installations solaires, sur investissement propre*
- ***3 projets de purification et d'embouteillage*** *d'huile alimentaire*
- ***4 000 bénéficiaires usagers,*** *utilisateurs directs et indirects*
- ***2 000 fournisseurs*** *de matières premières*

Climat et territoires ruraux (ClimTerr)

Les partenaires scientifiques se sont retrouvés pour un atelier de construction de l'indice synthétique des vulnérabilités en novembre 2013.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Région Rhône-Alpes

PARTENAIRES TECHNIQUES

- AVSF – Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
- CSE – Centre de Suivi écologique
- ENDA – Environmental Development Action in the Third Word
- Le Partenariat de Saint-Louis
- PPZS – Pôle Pastoral Zones Sèches
- PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement (TACC)
- UCAD – Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- UGB – Université Gaston Berger de Saint-Louis
- Université de Ziguinchor

Dans l'objectif de rendre leur territoire moins vulnérable aux changements climatiques et pour assurer un développement sobre en carbone, les régions de Kaffrine, Louga, Matam, Saint-Louis et Tambacounda se sont regroupées pour une gestion concertée de la zone sylvo-pastorale du Ferlo.

Elles ont créé l'Entente interrégionale du Ferlo. Celle-ci couvre 40 % du territoire national et compte 2 millions d'habitants. La réalisation d'un Plan Climat Territorial faisant partie des objectifs clés de l'Entente, l'acquisition de pré-requis méthodologiques et opérationnels par les agents territoriaux constituait une étape essentielle.

En 2013, l'Entente a sollicité la poursuite de l'accompagnement du GERES dans la démarche novatrice ClimTerr démarrée en 2012. La consolidation des résultats de l'activité a pris forme par la conception d'une mallette pédagogique à destination des points focaux climat des Régions, l'organisation de sessions de formation théorique et pratique, et la finalisation de l'Atlas cartographique du Ferlo. Cette mallette a été présentée à l'occasion d'un événement majeur rassemblant tous les acteurs du projet, au Ministère de l'Environnement sénégalais le 10 décembre 2013. Son déroulement, en présence de M. Oumar Youm (Ministre des collectivités locales du Sénégal), M. Jean-Jack Queyranne (Président Région Rhône-Alpes), M. Adama Gueye (Président de l'Entente interrégionale du Ferlo), a constitué un temps fort pour relancer la dynamique de gestion concertée des 5 régions composant l'Entente.

FOCUS

UN ATLAS DES VULNÉRABILITÉS FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'atlas cartographique du territoire du Ferlo a été identifié comme un outil d'appropriation du territoire et de communication efficace. Il va permettre d'analyser, alerter, favoriser la concertation autour d'une connaissance commune et partagée. Il représente aussi un support pour établir un pré-diagnostic et cibler des zones d'actions prioritaires.

LIEN WEB :
http://www.geres.eu/fr/ressources/publications/item/309-mallette-climterr-adaptation-aux-changements-climatiques

IMPACTS DU PROJET

- ***30 acteurs clés*** *de l'Entente interrégionale du Ferlo formés aux enjeux des changements climatiques*

Adame GUEYE, Président de la Région de Louga, Président de l'Entente interrégionale du Ferlo

« Cet atlas, fruit de la coalition entre l'Entente du Ferlo et la Région Rhône-Alpes, est aujourd'hui un modèle de coopération orientée sur le mieux-être des populations. »

EUROPE-MÉDITERRANÉE

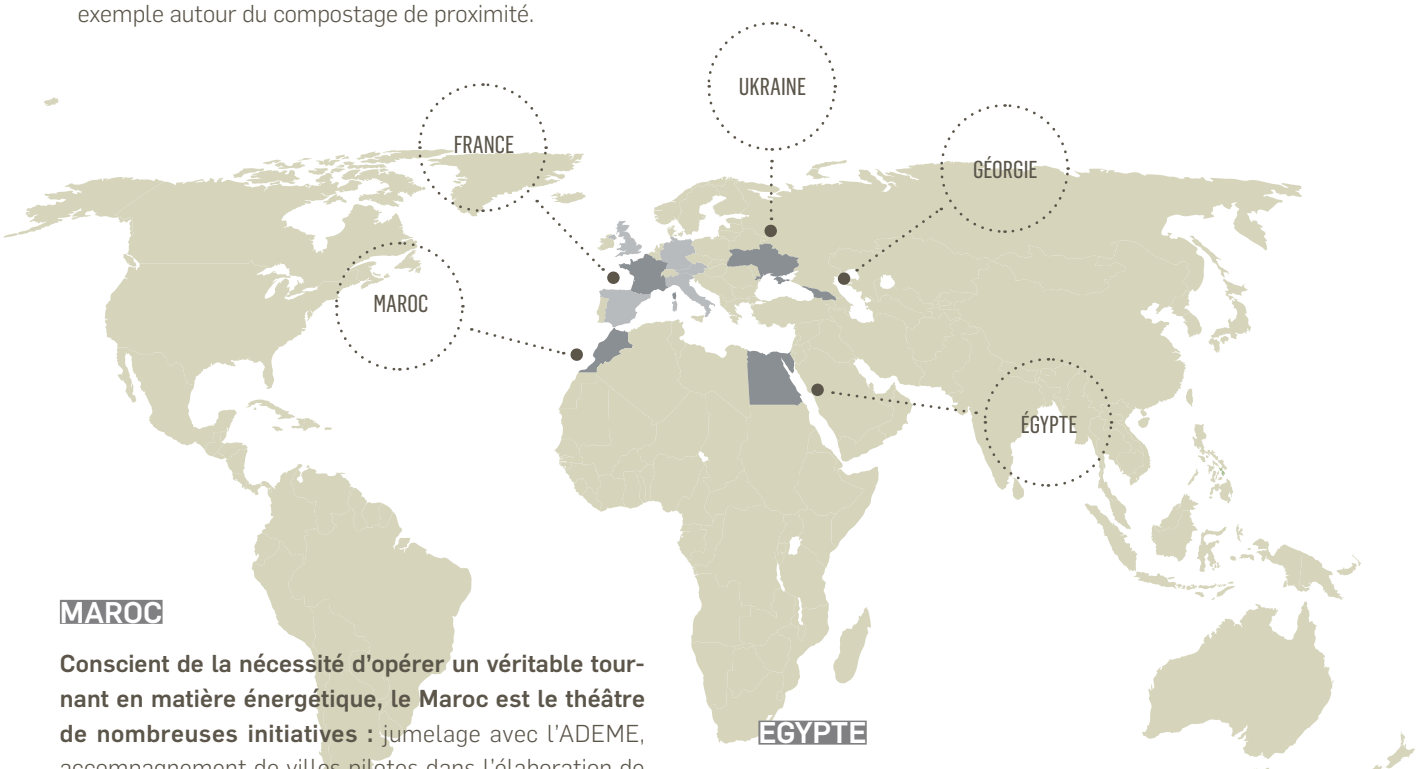
Les pays voisins de l'Europe connaissent des transitions sociétales importantes, mais aussi des crises. La très forte dépendance énergétique de la majorité de ceux-ci contribue largement à l'affaiblissement économique de cette zone ainsi que des conditions de vie de sa population. L'Europe, de son côté, rencontre encore bien des réticences à tourner le dos à un modèle économique et énergétique obsolète et moribond, pour entrer dans une véritable transition énergétique. C'est pourquoi le GERES s'emploie à accompagner l'ensemble des acteurs (institutions, filières économiques et population) pour entrer dans une nouvelle ère plus durable pour tous.

FRANCE

En France, nous sortons du débat sur la transition énergétique auquel le GERES a contribué activement au sein de son Conseil National. Nous attendons désormais la loi qui en sera issue. Bien que cette transition soit dans les discours, les financements publics n'y sont orientés qu'à la marge et toujours en baisse. Malgré cela, nous continuons à nous impliquer auprès des familles les plus vulnérables en situation de précarité énergétique, mais aussi en recréant du lien social, par exemple autour du compostage de proximité.

GEORGIE ET UKRAINE

Ces deux pays de l'ex-Union soviétique portent encore les stigmates d'un système non viable sur le plan énergétique. Les bâtiments sont très énergivores, car conçus quand l'énergie était gratuite et illimitée. Aujourd'hui, ce contexte a considérablement changé alors que les bâtiments, eux, perdurent. Pour améliorer cette situation, le GERES s'implique en adaptant et renforçant les compétences des différentes filières professionnelles de ces territoires.



MAROC

Conscient de la nécessité d'opérer un véritable tournant en matière énergétique, le Maroc est le théâtre de nombreuses initiatives : jumelage avec l'ADEME, accompagnement de villes pilotes dans l'élaboration de stratégies énergie territoriale, réglementation thermique des bâtiments, utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments publics... Le GERES accompagne ces changements, tant auprès des institutions et des professionnels que des consommateurs, pour réduire la dépendance énergétique du pays et permettre la valorisation de ressources locales.

ÉGYPTE

La situation économique de nombreux pays d'Afrique du Nord impose désormais d'engager la décompensation des tarifs de l'énergie. Le poids de la facture énergétique n'en sera que plus lourd pour une population qui n'y est pas préparée. Le GERES continue à déployer de nouvelles actions sur l'ensemble du bassin méditerranéen, afin d'accompagner les populations vers une utilisation plus rationnelle de l'énergie, à l'aide d'équipements performants et de sources renouvelables.

Partenariats locaux pour des villes et régions plus vertes (Greenpartnerships)

Le projet permettra d'améliorer les politiques d'énergies renouvelables dans les villes et régions participantes.

Les villes et régions de Méditerranée ont adopté des stratégies énergie-climat territoriales dans le but d'atteindre les objectifs fixés par l'Union Européenne (réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur niveau de 1990, porter la part des énergies renouvelables à 20 % de la consommation et réaliser 20 % d'économies d'énergie). Une nouvelle approche est nécessaire, car les moyens de mise en œuvre de ces stratégies ne sont aujourd'hui pas suffisants pour atteindre les objectifs.

Afin d'aider les collectivités locales à répondre aux objectifs de l'Union Européenne, le projet européen Green Partnerships, auquel le GERES participe, présente une approche menant à des changements de comportement des collectivités et des citoyens sur le long terme pour des villes plus vertes :

- accompagnement et formation des collectivités pour la mise en œuvre de leur stratégie énergie-climat : sensibilisation sur les pratiques communes en Europe, méthodologie à appliquer par étapes, montée en compétence des acteurs territoriaux, retours d'expérience partagés des solutions techniques existantes et testées dans le cadre des cas pilotes du projet ;
- renforcement de la coopération des acteurs dans la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique en créant des partenariats locaux.

Le projet permettra d'améliorer les politiques publiques liées à l'efficacité énergétique, la production d'énergies renouvelables dans les villes et régions participantes pour des solutions économes en énergie.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Commission Européenne – programme MED

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Chambre de l'agriculture et de la foresterie de Maribor (Slovénie)
- Université d'agriculture de Tirana (Albanie)
- Institut d'hydro-ingénierie de Sarajevo (Bosnie Herzégovine)
- Institut de planification physique du comté de Koprivnica Križevci (Croatie)
- Municipalité de Lakatamia (Chypre)
- Université technique de Crète (Grèce)
- Club de Kyoto (Italie)

ACCOMPAGNEMENT D'UN PROJET MICRO-HYDROÉLECTRIQUE CITOYEN

Le GERES accompagne une association d'irrigants dans l'appropriation citoyenne d'un projet de petite hydroélectricité sur la commune de Méailles (04) pour la mise en place d'un partenariat public-privé et d'un financement citoyen.

INDICATEURS ET IMPACTS ATTENDUS

- ***11 partenaires européens*** *situés sur le bassin méditerranéen*
- ***22 cas pilotes*** *testés au plus près des acteurs (institutionnels, terrain, citoyens)*
- ***22 journées de formation*** *pour le renforcement de compétences des collectivités sur ces thématiques*
- ***Une bibliothèque sur 8 thématiques*** *énergie-climat, en ligne sur : http://www.greenpartnerships.eu/*

Efficacité énergétique chez les ménages modestes en Europe

En France comme en Europe, de plus en plus de ménages modestes sont confrontés à des difficultés liées à l'énergie dans leur logement : privation de chauffage, impayés d'énergie, confort très réduit…. D'ici 2020, l'Europe s'est engagée à réduire de 20 % sa consommation énergétique (par rapport à l'augmentation tendancielle) avec un effort particulier à réaliser dans le secteur résidentiel. Ces efforts ne doivent pas se réaliser au détriment des plus modestes. En ce sens, le GERES participe à deux projets européens visant l'amélioration de la performance énergétique des logements et des équipements des ménages modestes.

Rénovation énergétique des logements des ménages en Méditerranée (Elih Med*)

*Energy Efficiency in Low Income Housing in the Mediterranean

PARTENAIRES FINANCIERS

- Union européenne (Programme MED)

PARTENAIRES TECHNIQUES

- ENEA – Agence nationale des nouvelles technologies, de l'énergie et du développement économique durable (Italie)
- Institut de la Méditerranée (France)
- Région Languedoc-Roussillon (France)
- 13 Habitat (France)
- CRPM – Conférence des Régions périphériques maritimes (France)
- CSTB – Centre scientifique et technique du bâtiment (France)
- IVE – Institut de la construction de Valence (Espagne)
- Municipalité de Malaga (Espagne)
- CEA – Agence de l'énergie de Chypre (Chypre)
- CRES – Centre pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie (Grèce)
- OEK – Organisation des travailleurs du logement (Grèce)
- Région Est-Macédoine et Thrace (Grèce)
- ISNOVA – Institut pour la promotion de l'innovation technologique (Italie)
- Agence régionale Laore sardegna (Italie)
- Municipalité de Gênes (Italie)
- Municipalité de Frattamaggiore (Italie)
- MIEMA – Agence de l'énergie de Malte (Malte)
- Institut Jozef Stefan (Slovénie)

Façade de la résidence étudiante de l'université Démocrite de Thrace (Grèce) en cours d'isolation thermique.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***1 029 logements*** *rénovés*
  - *630 logements étudiants*
  - *238 logements sociaux*
  - *56 logements en copropriété*
  - *105 maisons individuelles*

Le projet EliH Med a pour objectif de développer plus largement en Méditerranée la rénovation de logements de ménages modestes en veillant à les impliquer dans la démarche. En 2013, les actions opérationnelles ont été lancées avec des travaux de rénovation énergétique de plus de 1 000 logements dans 5 pays méditerranéens,

Les cas pilotes sont très variés, ils sont tous basés sur la même méthodologie : choix des travaux avec des acteurs clés du territoire, implication des occupants en amont et pendant les travaux pour favoriser des actions durables répondant à leurs besoins, installation d'afficheurs de consommation, évaluation de l'impact des travaux.

Les actions de capitalisation et de communication se sont poursuivies incluant des campagnes de sensibilisation citoyenne. La déclaration de Ljubljana, élaborée en partenariat avec 2 projets stratégiques Med, a été publiée fin 2013 pour promouvoir la rénovation énergétique des logements des ménages modestes à l'échelle européenne.

L'année 2014 verra la fin des travaux, la consolidation de l'évaluation à l'échelle du projet et la poursuite de la capitalisation.

Accompagnement à domicile des ménages en précarité énergétique (ACHIEVE*)

*Ations in low income Households to Improve energy efficiency through Visits and Energy diagnosis

Le GERES met en œuvre le projet ACHIEVE sur le territoire marseillais depuis 2011. En 2013, le GERES a formé une nouvelle chargée de visites en insertion professionnelle.
Le tour du logement et l'analyse des habitudes de consommation permettent aux trois chargés de visites de revenir ensuite plus facilement chez le ménage pour installer (sur la base d'un bilan des consommations d'énergie et d'eau remis en main propre au ménage) les petits équipements et de proposer des éco-gestes adaptés à la situation.
Le GERES est allé plus loin en 2013 en proposant 7 diagnostics thermiques simplifiés (DIALOGIE ®), qui sont un bon support de discussion avec le propriétaire occupant modeste dans la réalisation de travaux d'efficacité énergétique. Pour ce qui concerne les locataires, ce rapport est remis et expliqué au travailleur social qui est le plus souvent en contact étroit avec le propriétaire bailleur.
Pour une bonne réalisation de ces opérations, le GERES a naturellement renforcé et élargi son travail de mobilisation des acteurs (propriétaires occupants, locataires, propriétaires bailleurs, référents sociaux, collectivités et élus locaux...). Des ateliers et réunions ont ainsi permis d'intégrer les acteurs du logement et du secteur social au projet de manière très opérationnelle. Début 2013, 100 bénéficiaires avaient reçu une double visite. Ce chiffre symbolique donna l'occasion d'organiser un événement festif prolongeant la dynamique des quartiers des Hauts de Mazargues où le projet avait démarré. L'ensemble de ce travail participatif a permis de tripler le résultat avec 281 ménages bénéficiaires.
L'évaluation du projet par l'institut BVA a révélé un niveau de satisfaction élevé pour le dispositif mis en place. 33 % des interviewés ont fait réadapter leur contrat à leurs besoins, 22 % ont bénéficié d'un tarif social ou d'une aide financière et 18 % ont amélioré leur confort par un réaménagement intérieur.
Les attentes des bénéficiaires convergent vers un renforcement du suivi et de l'accompagnement à long terme : favoriser l'orientation des ménages vers des solutions durables et la mise en œuvre d'améliorations du bâti lorsque cela s'avère possible.
D'ici mi-2014, les visites se poursuivront sur l'aire marseillaise avec un objectif de 500 nouveaux ménages accompagnés.

L'évaluation du projet par l'institut BVA a révélé un niveau de satisfaction élevé pour le dispositif mis en place.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Union européenne – Énergie intelligente pour l'Europe
- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Macif
- EDF
- Fonds de dotation Solinergy

PARTENAIRES TECHNIQUES

- CLER – Comité de liaison des énergies
- IDEMU – Institut de l'écologie en milieu urbain (France)
- SWEA – Agence de l'énergie de Severn Wye (Royaume-Uni)
- FOCUS – Association pour le développement durable (Slovénie)
- Caritas Francfort (Allemagne)
- EAP – agence de l'énergie de Plovdiv (Bulgarie)

INDICATEURS & IMPACTS

- ***400 ménages*** *ont reçu une double visite, des conseils, des appareils d'économie d'énergie*
- ***30 travailleurs sociaux*** *sont en mesure de proposer un nouvel appui aux ménages qu'ils suivent*
- ***5 personnes*** *en insertion professionnelle*
- ***53 % des bénéficiaires*** *du dispositif de visites à domicile énergie ont recommandé le service à leurs proches (BVA-2013)*
- ***78 %*** *se déclarent satisfaits (notes de 8 à 10) dont 50 % très satisfaits (notes 9 ou 10) vis-à-vis du dispositif*

Ophélie MARGA, Référent social RSA - CCAS de la Ville de Marseille (10e arrondissement)

«Le partenariat instauré entre le CCAS de Marseille et le GERES m'a permis de disposer d'un nouvel outil pour établir un diagnostic complet du logement qui peut aussi être complété par une évaluation des besoins de travaux d'amélioration énergétique. Ce travail a par exemple amené un locataire et son propriétaire à co-chercher des financements pour réaliser ces travaux. Bien sûr, des freins restent encore à lever, mais ce partenariat fait évoluer les situations et participe à améliorer les conditions d'habitat.»

Renforcement de capacités pour l'isolation de l'habitat rural en Europe de l'Est et du Caucase

Dans ce projet piloté par WECF, le GERES apporte son expertise efficacité énergétique du bâtiment.

Le climat particulièrement froid de cette région rend les conditions de vie difficiles pour les habitants, car les maisons traditionnelles ont pratiquement disparu au profit de constructions plus modernes, mais peu performantes, issues de l'ère soviétique. Avec une hausse conséquente du coût de l'énergie, les habitants ne sont désormais plus en mesure d'assumer ces coûts pour assurer un niveau de confort raisonnable.

Ainsi, l'intégration des techniques d'isolation écologiques adaptées à ce contexte, et accessibles localement, s'appuie sur des formations assurant le transfert de compétence auprès des habitants et des professionnels.

Après avoir formé 38 participants aux techniques d'isolation (toiture, mur et vitrage) et l'utilisation de matériaux bio-sourcés locaux, le GERES vient en appui technique sur le suivi et le contrôle des travaux réalisés par et chez les participants.

Afin d'assurer une bonne mise en œuvre et le suivi des procédures, cette phase nécessite une implication forte des partenaires locaux en Géorgie et en Ukraine. Les résultats du monitoring évalueront les gains énergétiques acquis et permettront en 2015 la diffusion de ces techniques et savoirs à d'autres propriétaires ou artisans chez eux et dans les différents pays voisins du Caucase.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Union européenne

PARTENAIRES TECHNIQUES

- EMAS – Ecole mobile de l'eau et de l'hygiène
- WECF – Les Femmes d'Europe pour un avenir commun (Allemagne)
- RCDA – Agence du développement des communautés rurales (Géorgie)
- Greens Movement (Géorgie)
- SDCA – Centre de développement social d'Akhaltsikhe (Géorgie)
- Ecoclub (Ukraine)
- NECU – Centre national écologique d'Ukraine
- Vozrozhdenie – Vozrozhdenie Tatarbunary (Ukraine)

INDICATEURS & IMPACTS

- ***38 participants** formés aux techniques d'isolation*

Isolation paille et enduit terre sur le bâtiment de démonstration à Akhaltsikhe en Géorgie.

Énergie et précarité

En France, c'est près de 3,5 millions de ménages qui sont en situation de précarité énergétique : ils éprouvent des difficultés à régler leur facture énergétique, se restreignent sur d'autres postes de dépenses ou vivent dans un logement inconfortable pour éviter les impayés d'énergie. Les ménages modestes sont les plus touchés et occupent les logements les plus énergivores. Le GERES développe depuis une dizaine d'années des projets pour réduire ces situations de précarité.

Réseau régional énergie et précarité (RREP)

Le projet permettra d'élaborer un plan d'action pour prévenir les situations de précarité énergétique.

Le GERES est co-animateur du Réseau Régional Énergie et Précarité (RREP) avec Écopolénergie. Le réseau a pour objectif de rassembler les acteurs intervenant dans la lutte contre la précarité énergétique : des professionnels de l'action sociale, du logement, de l'énergie, des collectivités.
L'année 2013 a permis la poursuite des actions du réseau visant à favoriser le partage d'expériences, à promouvoir le développement de nouvelles actions pour lutter contre la précarité énergétique à l'échelle régionale.
La rencontre annuelle a mis en valeur les actions menées dans le Var : plan départemental de lutte contre la précarité énergétique, aides à la rénovation, accompagnement à la réduction des consommations après travaux...
Par ailleurs, 3 collectivités ont été accompagnées par le RREP en 2013 : le Conseil Général des Hautes-Alpes et ses partenaires, la Communauté d'agglomération Var Esterel Méditerranée et la commune de Miramas. Ces territoires ont été soutenus par le RREP pour dresser un état des lieux de la précarité énergétique, des acteurs et des actions menées sur leur territoire. Ceci permettra d'élaborer un plan d'action pour prévenir les situations de précarité énergétique.
Enfin, l'élaboration d'une nouvelle proposition à l'ADEME et à la Région impulsant la dynamique régionale favorisera l'émergence d'actions en 2014.

PARTENAIRES FINANCIERS

- ADEME PACA – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- MEDDE – Ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Écopolénergie
- Le Loubatas
- DREAL PACA – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

INDICATEURS ET IMPACTS

- ***700 professionnels de 224 structures*** *de l'action sociale, du logement, de l'énergie, des collectivités et des institutions bénéficient des actions du RREP*

Diagnostic précarité énergétique dans le pays d'Aubagne et de l'Étoile

La communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile a souhaité, dans le cadre de ses actions en faveur du développement durable et de son plan climat énergie territoire, réaliser un état des lieux de la précarité énergétique sur son territoire. Le GERES, retenu pour cette mission, a finalisé cet état des lieux en 2013.
Dans un objectif de co-construction du plan d'action avec les acteurs du territoire, cet état des lieux a débouché sur la mise en place de trois groupes de travail.

- Le premier groupe vise à développer une bonne coordination de tous les dispositifs liés à la lutte contre la précarité énergétique sur le territoire.
- Le second s'attache aux actions qui permettraient de passer de mesures curatives (aide au paiement des factures) à des mesures préventives (petits travaux, remplacement d'équipements...) auprès des ménages déjà repérés sur le territoire.
- Le troisième a pour objectif le déploiement d'actions vers les publics vulnérables en incitant par exemple des ménages de classe moyenne à rénover leur logement pour faire face à une augmentation du coût de l'énergie.

Les groupes de travail se sont réunis à l'automne 2013 et se poursuivront en 2014 pour proposer un plan d'action.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

INDICATEURS & IMPACTS

- ***25 structures*** *ont participé aux comités de pilotage de l'état des lieux de la précarité énergétique*
- ***3 ateliers de concertation*** *proposés par l'agglomération pour un plan d'action global contre la précarité énergétique*

Énergie et habitat

Le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (PREH), lancé par le gouvernement en juillet 2013, définit le nouveau cadre : les pouvoirs publics organisent au niveau local le dispositif pour accompagner les particuliers vers la rénovation énergétique, les professionnels doivent se mobiliser. Les Points Rénovation Info Service (PRIS) sont mis en œuvre et une campagne de communication lancée en septembre. Le GERES poursuit son engagement auprès des pouvoirs publics, des utilisateurs et des filières économiques pour une meilleure maîtrise des dépenses énergétiques.

Le programme Espace Info-Énergie

PARTENAIRES FINANCIERS

- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- Conseil général des Bouches-du-Rhône

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Réseau national des EIE (261 structures)
- Réseau régional des EIE en PACA (21 antennes)
- Envirobat Méditerranée
- BDM – Bâtiments durables méditerranéens
- ARC – Association des responsables de copropriétés
- ADIL – Agence départementale pour l'information sur le logement
- ADEME – Direction régionale Provence-Alpes Côte d'Azur

L'atelier propose aux participants de poser correctement les isolants en fibre de bois sur la maquette pédagogique.

Depuis 9 ans, l'Espace Info Énergie du Pays d'Aubagne et de l'Étoile conseille et accompagne les particuliers sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables de manière neutre et gratuite. Cette activité s'inscrit dans le réseau national d'information et de conseil de proximité développé depuis 2001 par l'ADEME, en partenariat étroit au niveau local avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les collectivités territoriales.

Tout au long de l'année, l'EIE s'est rendu sur le terrain au contact des citoyens à travers des ateliers d'informations, des salons et événements locaux. Autant de moments d'échanges qui facilitent le conseil et favorisent la prise de décision sur un projet d'éco-rénovation. C'est également dans ces manifestations que se renforce le contact avec les professionnels et artisans.

En parallèle, la campagne de communication nationale « J'éco-rénove, J'économise », lancée dans le cadre du PREH pour inciter les Français à engager des travaux de rénovation énergétique dans leur habitat, a permis d'accroitre le nombre de demandes auprès de l'EIE en tant que PRIS.

En 2014, l'EIE du Pays d'Aubagne et de l'Étoile souhaite renforcer son positionnement comme passage incontournable dans un projet de rénovation, avec un accompagnement du particulier dans une réflexion ambitieuse et globale.

UNE MAQUETTE PÉDAGOGIQUE D'ISOLANTS BIOSOURCÉS

Une maquette présentant les techniques de mise en œuvre d'isolants biosourcés a été inaugurée dans le cadre de la Fête de l'Énergie. Elle permet de sensibiliser le particulier au bien-fondé de l'isolation de son logement de façon participative. Elle est un moyen pédagogique et ludique d'approcher le public sur le choix de son isolation, un moment d'échanges qui laisse place à la pratique !

INDICATEURS & IMPACTS

- ***53 % d'intérêt des particuliers*** *à l'égard de l'isolation thermique lorsqu'ils se renseignent auprès de l'EIE*
- ***30 particuliers*** *en moyenne par mois se sont rapprochés de l'EIE pour bénéficier d'un accompagnement sur leur projet*
- ***361 personnes*** *conseillées*
- ***56 diagnostics-conseils*** *approfondis délivrés*
- ***20 conseils*** *délivrés avec l'étude Dialogie*

FOCUS

LES PLATEFORMES DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

L'objectif fixé par le gouvernement de baisser la consommation d'énergie de 38 % dans le Bâtiment à l'horizon 2020 se traduit par la rénovation de 500 000 logements par an d'ici à 2017. Des plateformes de la rénovation énergétique sont en train de se développer sur les territoires dans la perspective de faciliter la prise de décision des particuliers et de les accompagner vers une rénovation performante et globale. Un engagement fort des institutions et des professionnels sera néanmoins nécessaire pour enclencher le changement d'échelle attendu.

Accompagnement des petites copropriétés (eCoPro)

83% des résidences principales marseillaises sont en habitats collectifs ; soit un fort potentiel de rénovation.

Le projet eCoPro, développé par le GERES et le cabinet TEC, permet de tester un modèle d'accompagnement des petites copropriétés marseillaises pour favoriser l'engagement des copropriétaires vers plus d'économies d'énergie et la réalisation de travaux d'efficacité énergétique.
Ce modèle qui s'adresse aux copropriétés de moins de vingt lots repose sur une offre globale : un bilan de la copropriété, ses résultats, des préconisations, et des propositions de mise en relation avec des entreprises et artisans pour la réalisation d'éventuels travaux. Ces professionnels couvrent l'ensemble des corps de métiers pour la maîtrise de l'énergie dans l'habitat. Fin 2013, après une prospection d'une trentaine de copropriétés (via les syndics, associations de syndics ou de copropriétaires, ou particuliers directement), un accompagnement a démarré sur 15 copropriétés. 9 d'entre elles ont fait l'objet d'un bilan énergie conseil, et une a lancé des travaux de rénovation. Les observations issues de cette expérience ont permis d'analyser les conditions d'un service pérenne et de démultiplier cet accompagnement dans un contexte où la rénovation énergétique en copropriété est devenue un enjeu écologique majeur.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Anah/PUCA – Agence nationale de l'habitat
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

PARTENAIRES TECHNIQUES

- TEC – Tourisme Transport Territoires Environnement Conseil
- ARC – Association des Responsables de Copropriétés
- UNIS – UNIon des Syndicats de l'immobilier
- CAPEB 13 – Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment des Bouches-du-Rhône
- FRB PACA – Fédération Régionale du Bâtiment

INDICATEURS & IMPACTS

- ***15 copropriétés** accompagnées*
- ***124 copropriétaires** ont bénéficié de préconisations pour rénover leur bien*
- ***9 bilans énergie-conseil** de copropriété et **5 diagnostics** de performance énergétique effectués*
- ***1 copropriété** a décidé d'effectuer des travaux, dont le gain énergétique est supérieur à 25 %*
- ***13 à 65 % d'économie** d'énergie réalisable*
- ***Jusqu'à 150 k€ de réduction** de dépense énergétique sur 20 ans pour certains immeubles*

Relance de la filière solaire thermique domestique en région PACA

Les installations de chauffe-eau solaire sont en chute libre en région PACA qui bénéficie pourtant d'un potentiel important. Afin de relancer la filière du solaire thermique individuel, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est adjoint les compétences du GERES qui intervient en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage pour définir un dispositif innovant et fédérateur, qui permette de restaurer la confiance et susciter l'intérêt des particuliers dans la technique du chauffe-eau solaire individuel.
Pour ce faire, un portail internet a été défini avec la participation des acteurs régionaux et des professionnels de la filière. Cet outil permettra la mise en relation directe entre les professionnels et les particuliers sur des offres de qualité clé en main et compétitives. Elles sont proposées conjointement par les fournisseurs de matériel et les installateurs volontaires.
Lors des concertations à l'automne 2013, les professionnels ont exprimé de fortes attentes liées à la plateforme Vivonsolairenpaca.fr. Fin 2013, le développement technique de l'outil numérique a été lancé et la mobilisation des professionnels est toujours en cours.

FOCUS

VIVONSOLAIRENPACA.FR : UN PORTAIL INTERNET POUR REDYNAMISER LA FILIÈRE

En plus d'une énergie gratuite, propre et inépuisable, le chauffe-eau solaire permet jusqu'à 20 % d'économies sur la facture énergétique. Déjà près de 250 000 foyers en France ont installé cet équipement. Le 13 mai 2014, UFC Que Choisir, Enerplan, la Fédération Régionale du Bâtiment, Qualit'ENR, Qualibat ont lancé officiellement le site internet Vivonsolairenpaca.fr avec le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

PARTENAIRES TECHNIQUES

- UFC Que Choisir
- Enerplan
- Qualit'EnR
- Qualibat
- FRB PACA – Fédération régionale du bâtiment
- Réseau régional des EIE

Raphaël Petit, installateur - Société E2S

« C'est parce qu'il faut se donner les moyens de redonner ses lettres de noblesse au chauffe-eau solaire que nous avons décidé de participer à ce projet. Il faut absolument redonner envie aux particuliers, les convaincre que le solaire thermique est une technique fiable, qui a fait ses preuves. Nous sommes convaincus que Vivonsolairenpaca.fr peut redonner cette envie. »

Production d'énergie propre

La transition énergétique impose de développer des productions, locales et renouvelables en lien avec une meilleure maîtrise de la demande. En ce sens, le GERES déploie des approches sur les filières hydroélectriques et biogaz par un renforcement d'expertise, un accompagnement des acteurs, l'animation et la production d'outils.

Petite hydroélectricité et environnement en PACA (PHéE)

PARTENAIRES FINANCIERS
- ADEME – Direction régionale Provence-Alpes-côte d'Azur
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

PARTENAIRES TECHNIQUES
- AERMC – Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
- Région Provence-Alpe-Côte d'Azur
- DREAL PACA – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Maison Régionale de l'Eau
- ONEMA – Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

En 2013, le GERES a amorcé la phase 4 de la mission PHéE. Son enjeu est la transmission auprès d'acteurs-relais des outils développés en 2011-2012 : le guide méthodologique PHéE, des fiches d'étude de cas, des modèles de cahiers des charges et un modèle de diagnostic d'opportunité simplifié pour réalisation en autonomie. Une action importante en 2013 a consisté à cibler précisément quels pouvaient être ces acteurs-relais, qui sont à ce jour les bureaux d'études d'une part, et les tiers neutres d'autre part (chargés de mission PCET, EIE, économes de flux, conseillers en énergie partagés, syndicats hydroélectriques, collectivités lauréates...). L'observatoire de la filière hydroélectricité ainsi que l'accompagnement des porteurs de projets ont été maintenus. Les prochaines étapes concerneront la formation de ces acteurs-relais au rôle de conseillers.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***26 acteurs volontaires*** *pour accompagner les porteurs de projets en utilisant les outils PHéE*
- ***Les principaux réseaux de la région PACA*** *(collectivités lauréates AGIR, réseau Climat, économes de flux et conseillers en énergie partagés, conseillers EIE) diffusent les outils PHéE*

Dégrilleur de la centrale hydroélectrique de Longo Maï à Saint-Chaffrey (05)

FOCUS

UNE ÉTUDE STRATÉGIQUE POUR ALIMENTER LE SAGE DE L'ARVE

Dans le cadre du diagnostic préalable à l'élaboration collective d'un document de planification du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) de l'Arve en Haute-Savoie, le GERES a réalisé en 2013 une étude stratégique de la filière hydroélectricité sur le bassin versant de l'Arve et de ses affluents.

L'étude a consisté en la synthèse des connaissances actuelles et du contexte réglementaire, la caractérisation détaillée des enjeux environnementaux et socio-économiques actuels associés à la production hydroélectrique du territoire ainsi que la mise en perspective des enjeux à venir. La dernière phase de l'étude a permis l'élaboration de propositions d'outils, procédures ou méthodologies afin de répondre à ces enjeux.

27 centrales hydroélectriques produisent 1500 GWh par an sur le territoire du SAGE de l'Arve.

Filière hydroélectricité en PACA : historique, mise à jour de l'état des lieux et prospective

Aujourd'hui, les acteurs de la filière hydroélectricité manquent d'éléments de vision en PACA tandis que les questionnements tenant au nouveau gisement disponible et au « potentiel mobilisable » se multiplient. Le GERES mène ainsi depuis mi-2013 une étude permettant d'établir à la fois un historique de la filière, un point sur son état actuel quant au gisement résiduel, ainsi qu'une prospective prenant en compte la multiplicité des facteurs qui influent ou pourraient influer sur son évolution.
De nouvelles typologies d'installations hydroélectriques sont prises en compte, en particulier sur les prélèvements en eau préexistants, telles que les installations d'eau potable et les canaux d'irrigation, ainsi que les installations déjà existantes qui peuvent être équipées, optimisées ou réhabilitées.

PARTENAIRES FINANCIERS
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

PARTENAIRES TECHNIQUES
- ADEME
- Maison régionale de l'eau

INDICATEURS & IMPACTS

- ***368 centrales hydroélectriques*** *identifiées en service, au stade projet ou en phase d'opportunité*
- *Les principaux sites hydroélectriques ont été équipés dans les années 1950 à 1970*
- ***Le potentiel hydroélectrique*** *résiduel se concentre sur des sites à productible moins important nécessitant de nouvelles technologies*

Renforcement de la filière biogaz en PACA

Gazomètre de la station d'épuration d'Hyères

La récente réglementation sur la valorisation des déchets organiques d'activité professionnelle oblige progressivement les producteurs non ménagers à trier et traiter leurs biodéchets par voie de méthanisation ou compostage. Or, le parc d'installations régional (existant et en projet) ne permet pas encore d'absorber les flux de ces nouveaux gros producteurs qui cherchent des solutions locales. De plus, le récent rappel sur l'interdiction réglementaire de brûlage des déchets verts va contribuer à l'augmentation des quantités de matières organiques à gérer.
Le contexte actuel s'avère favorable tant sur le plan politique qu'économique : que ce soit dans le cadre de la Transition Énergétique, que celui du Plan National Biogaz et du plan EMAA (Énergie méthanisation autonomie azote) annoncés, le biogaz joue un rôle important. En lien avec le digestat produit et l'intérêt grandissant pour l'injection et le bio-GNV, cette technologie est donc à la fois une filière alternative de traitement des déchets organiques et une filière de production d'énergie renouvelable. Elle constitue une technologie majeure pour la mise en œuvre de la transition énergétique.
En 2013, le GERES, a poursuivi sa mission d'appui à la filière biogaz et d'accompagnement des porteurs de projet, faisant désormais l'objet d'un suivi et d'un appui réguliers. Les actions de veille technique et réglementaire se sont poursuivies. Des évolutions de la mission sont prévues pour envisager son renouvellement vers la sensibilisation et l'accompagnement des acteurs ou des territoires dans la mise en œuvre de projets concrets.

FOCUS

LES AVANTAGES DE LA MÉTHANISATION
- production d'énergie renouvelable et décentralisée favorisant l'autonomie énergétique des territoires ;
- réduction des émissions de gaz à effet de serre par substitution d'une énergie fossile ;
- réduction des émissions de méthane, liées au stockage des déchets et des effluents ;
- réduction des volumes et meilleure gestion des déchets organiques ;
- production d'un fertilisant organique local ;
- pérennisation des activités agricoles et développement rural.

PARTENAIRES FINANCIERS
- ADEME – Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

PARTENAIRES TECHNIQUES
- Solagro

INDICATEURS & IMPACTS

- ***32 porteurs de projet*** *accompagnés ou sensibilisés*
- ***22 décharges*** *présentent ou non des installations de valorisation du biogaz*
- ***4 stations d'épuration*** *pratiquant la méthanisation ont été recensées*

Gestion éco-responsable des déchets

Cette année 2013 fut l'occasion pour le GERES de s'impliquer directement dans des opérations de compostage de proximité suite au travail d'accompagnement dans le cadre du projet Réseau Compostage-au-jardin. Le GERES intervient sur le terrain comme opérateur ou bien en assurant la maîtrise d'œuvre. Cette position est nouvelle parmi les projets en Provence-Alpes-Côte d'Azur.
Les autres projets du programme accompagnent plus classiquement les filières de gestion de déchet dans leur structuration ou l'adoption de meilleures pratiques.

Promotion du compostage de proximité dans les Bouches-du-Rhône

En complément des activités classiques du Réseau Compostage-au-jardin (animations sur le compostage de proximité), il est nécessaire de faire évoluer ce projet avec l'ensemble des partenaires. Pour cela, le GERES s'est rapproché de l'APEAS afin de trouver des solutions d'accompagnement externe.
Le choix s'est porté sur un dispositif local d'accompagnement financé par ESIA, avec l'intervention d'un consultant pour construire un nouveau collectif ayant ses propres caractéristiques : valeurs, fonctionnement, offre, et modèle économique.
En parallèle, plusieurs opérations pilotes, portées au nom du Réseau Compostage-au-jardin, ont été lancées par le GERES : compostage au collège de Simiane ; compostage dans le foyer de vie «Vertes Collines» pour adultes handicapés à Marignane avec Accueil et Rencontres ; compostage de village dans le centre ancien de Meyrargues avec Peppermint ; compostage à Yes We Camp avec Épluchures lors de Marseille Provence 2013 ; compostage en bas d'immeuble pour la Communauté de Communes Provence-Luberon-Durance, avec Épluchures.
Enfin, une nouvelle convention a été engagée avec MPM pour mener 100 animations sur le compostage domestique et la gestion éco-responsable des déchets de jardin. L'organisation de deux « Tournées du Compost » a par ailleurs été soutenue par le Conseil général des Bouches-du-Rhône et l'ADEME PACA.

PARTENAIRES FINANCIERS
- ADEME – Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Conseil général des Bouches-du-Rhône
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- MPM – Marseille Provence Métropole
- Communauté du Pays d'Aix
- Communauté de Communes Provence-Luberon-Durance
- Fonds de dotation Itancia
- ESIA

PARTENAIRES TECHNIQUES
- Accueil et Rencontres (Marseille 15e)
- CAVM – Centre d'Animation du Vieux Moulin (Salon-de-Provence)
- CPIE Rhône Pays d'Arles – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (Arles)
- Croq'Jardin – Foyers ruraux (La Roque-d'Anthéron)
- Épluchures (Marseille 3e)
- GESPER – Gestion de l'environnement en Région (Digne-les-Bains)
- Jardilien (Aubagne)
- Les Jardins de l'Espérance (La Ciotat)
- Naturoscope (Marseille 8e)
- Peppermint (Meyrargues)
- APEAS – Agence Provençale pour une Économie Alternative et Solidaire
- Mairie de Meyrargues
- Mairie de Simiane
- Magasin Castorama de Saint-Loup

© Communauté de Communes Luberon Monts de Vaucluse
© Communauté de Communes Luberon Monts de Vaucluse

Opération de compostage partagé à la résidence des Arcoules à Cavaillon.

Animation de la filière compostage en région PACA

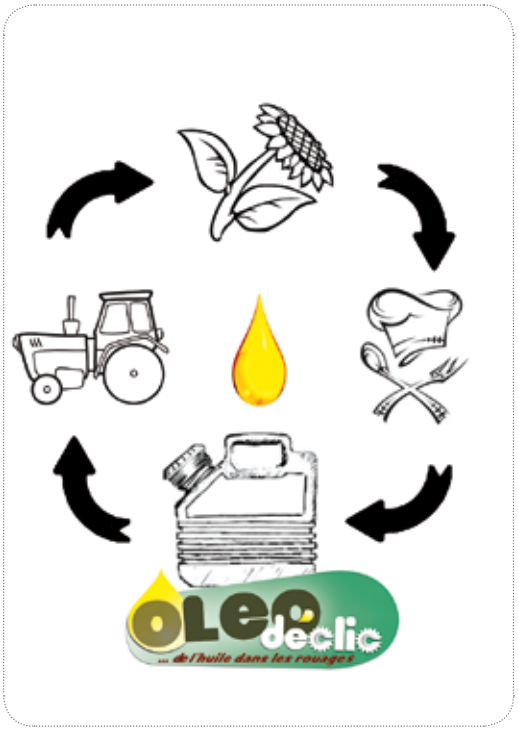
La Mission Compostage PACA a pour objectif de rassembler les acteurs régionaux de la filière sur certains sujets qui peuvent constituer des freins : la qualité des intrants, les usages et débouchés, contrôle qualité, réflexion sur le marketing du compost, bases de préconisation agronomique. Le site internet **www.compostage-paca.fr** s'adresse aux acteurs selon leurs activités : utilisateurs de compost, exploitants d'installation de compostage, et producteurs de matières organiques résiduelles, la qualité des composts produits, qui détermine le bon fonctionnement de la filière, étant liée à toutes les étapes du compostage. Le site présente l'ensemble des documents créés tout au long de l'activité de la Mission Compostage, des références réglementaires, et de nombreux liens vers d'autres sources d'informations utiles aux acteurs.
Une large campagne de presse a permis de faire connaître la parution du site en mars 2013.

PARTENAIRES FINANCIERS
- ADEME PACA – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

PARTENAIRES TECHNIQUES
- Orgaterre

Valorisation des huiles alimentaires usagées

Depuis 2013, le GERES encourage l'émergence d'une activité de valorisation des huiles alimentaires usagées portée par l'association Oléo-Déclic. L'association, qui teste le traitement par filtration-décantation passive d'huiles alimentaires usagées collectées auprès de restaurateurs du centre-ville de Marseille, souhaite développer et consolider son activité. L'objectif est de valoriser les huiles filtrées comme combustible pour chaudières avec des débouchés locaux.
En 2012, avec les financements de la Région PACA et la CPA, elle fait appel au GERES pour une prestation d'appui à la réalisation d'une étude préalable sur la zone Aix-Aubagne-Marseille, concernant les points suivants : le gisement mobilisable, les pratiques actuelles des opérateurs de la filière (fournisseurs et récupérateurs), la réglementation sur toutes les étapes de l'activité (collecte, transformation, valorisation), l'état des lieux sur les expériences similaires existantes, l'analyse des mesures atmosphériques, et la recherche de solutions pour les résidus de filtration. Cette première phase d'étude doit aboutir à des aides financières pour les équipements nécessaires au développement de l'activité.



INDICATEURS & IMPACTS

- ***8 % du gisement d'huiles alimentaires usagées*** *(1 600 000 litres) permettrait de viabiliser l'activité d'Oléo-Déclic*

Alain Vigier, coordinateur Oléo-Déclic

« Grâce à l'accompagnement du GERES, nous avons pu mener à bien notre étude et valider nos hypothèses. Cela confirme le bien-fondé du développement d'une telle filière sur le territoire, en visant la production d'un biocombustible utilisable à 100 % dans une chaudière équipée d'un brûleur adéquat. »

PARTENAIRES TECHNIQUES
- Oléo-Déclic

Performance environnementale énergie et climat

Les questions d'environnement et de climat doivent désormais intégrer l'ensemble des secteurs d'activités économiques. Ainsi, le GERES accompagne les collectivités dans la définition et la mise en œuvre de politiques publiques afin d'en assurer l'ancrage local et la mise en cohérence avec l'ensemble des secteurs déjà engagés. La réalisation de diagnostics de territoire et l'élaboration d'indicateurs de suivi constituent le point de départ de telles démarches. Puis, c'est à partir d'opérations pilotes que nous expérimentons ou validons les solutions, définies en concertation avec les acteurs, et que nous sommes en mesure de lancer de nouvelles dynamiques de territoires.

L'inter-Réseau régional agriculture-énergie-environnement (AGIR Agriculture)

PARTENAIRES FINANCIERS
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'objectif du dispositif AGIR « Vers 100 exploitations et coopératives exemplaires » lancé par la Région en 2007, était de faire s'engager 100 exploitations et coopératives agricoles dans une démarche de réduction de leur impact environnemental. Pour ce faire, le réseau régional de conseillers agricoles, coordonné par le GERES, a réalisé des diagnostics complets des exploitations volontaires sur les thématiques liées à l'énergie et l'environnement puis les a accompagnées dans la mise en œuvre d'un plan d'action de réduction de leur impact environnemental (énergie, gaz à effet de serre, eau, déchet).
Afin de sensibiliser les agriculteurs de la région sur la faisabilité des pratiques exemplaires, des visites sur les exploitations volontaires leur ont été proposées. Cette année, le GERES s'est concentré sur la diffusion des bonnes pratiques au plus grand nombre.
Sa mission s'est articulée autour de 2 axes principaux :

- l'évaluation des visites de fermes exemplaires : entretiens avec des conseillers, des agriculteurs, la presse, la Région et analyse des résultats, du parcours d'engagement des agriculteurs.
- L'élaboration de propositions opérationnelles à mettre en place pour la diffusion des bonnes pratiques et le passage à l'acte des agriculteurs.

Ceci pourrait constituer une première étape vers la mise en place d'un observatoire régional des bonnes pratiques environnementales en agriculture et de leurs impacts.

INDICATEURS & IMPACTS
- ***1re étape*** *vers un observatoire régional des bonnes pratiques environnementales en agriculture*
- ***Animation de 9 têtes de réseaux agricoles*** *depuis le début du projet*
- ***3 800 agriculteurs*** *(soit 13 à 22 % agriculteurs de la Région PACA) connaissent la démarche*

Étude prospective sur les économes de flux et les conseillers en énergie partagés

PARTENAIRES FINANCIERS
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

PARTENAIRES TECHNIQUES
- Viviane Hamon Conseil
- In Vivo – Denis Savanne
- En coopération avec l'ADEME

Dans l'objectif de concilier emploi et maîtrise des consommations d'énergie, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur soutient, aux côtés de l'ADEME, une soixantaine de postes de conseillers en énergie partagés et de postes d'économes de flux au sein de collectivités et d'acteurs régionaux. Ces personnes ont pour mission de pister les économies d'énergie réalisables au sein de ces structures. La Région a souhaité lancer une mission pour évaluer l'accompagnement de ce dispositif et l'améliorer dans un objectif de pérennisation des postes, et d'une bonne gestion par les structures de leurs consommations d'énergie. À cet effet, elle a choisi, dans le cadre d'un appel d'offres, l'équipe formée par le GERES, Viviane Hamon Conseil et In Vivo.
Débutée en 2013, l'étude comprend une première phase de diagnostic avec notamment des entretiens d'acteurs, puis une phase de co-construction des recommandations au sein d'un groupe de travail réunissant des économes de flux, des conseillers en énergie partagés, des responsables de structures, des élus… le rendu de l'étude est prévu fin 2014.

Installation technique visitée par les économes de flux.

INDICATEURS & IMPACTS
- ***48 conseillers*** *en poste en PACA*
- ***12 monographies*** *réalisées sur des structures type collectivités ou associations*
- ***30 entretiens*** *réalisés avec des économes de flux, leurs hiérarchies et les directions des structures porteuses*

Diffusion d'équipements performants via la microfinance (FreemE*)

*Promotion of Renewable Energy and Energy Efficiency through Microfinance

Formation d'électriciens et de vendeurs à l'efficacité énergétique à Tanger, Maroc.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Union européenne
- Conseil régional PACA
- MPM – Marseille Provence Métropole

PARTENAIRES TECHNIQUES

- PlaNet Finance (porteur du projet)
- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- ADEREE – Agence de Développement des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité énergétique
- Fondation Ardi
- EACD – Egyptian Association for Comprehensive Development
- DBACD – Dakahlya Businessmen Association for Community Development
- GERERE – Groupe d'Études et de Recherche sur les Énergies Renouvelables et l'Environnement

FreemE
Microfinance for clean energies

Les institutions financières ont un rôle essentiel à jouer dans la transition énergétique, d'une part pour financer l'acquisition d'équipements performants en moyenne plus coûteux à l'achat que les équipements énergivores et d'autre part, pour informer et convaincre de l'intérêt économique de ces investissements à long terme. La promotion de la maîtrise de l'énergie par les banques et plus particulièrement par les institutions de microfinance (IMF), prend tout son sens. En effet, les IMF ont de vastes réseaux d'agences en zone urbaine et rurale, souvent dans des endroits où les autres acteurs ne vont pas et elles touchent une population relativement pauvre, qui connaît la précarité énergétique, mais ne sait pas comment y remédier.

Ce projet, au Maroc et en Égypte, a pris fin en juin 2013. En Égypte, ce dernier semestre s'est achevé par une vaste action de sensibilisation du grand public et des micro-entrepreneurs, des formations aux micro-entrepreneurs sur les consommations d'équipements électroménagers et des moteurs électriques et une formation de distributeurs et d'installateurs de chauffe-eau solaire. Les résultats d'une étude de consommations électriques de vieux réfrigérateurs et congélateurs mesurées in situ et en laboratoire réalisée par le GERES, à la demande du ministère de l'Énergie, ont été publiés. Enfin, les impacts du projet et les modalités de pérennisation des activités ont été discutés en atelier et de nombreux partenaires ont manifesté leur intérêt à poursuivre au-delà du projet.

Au Maroc, les formations d'écovendeurs de réfrigérateurs, congélateurs et autres équipements électroménagers basse consommation ont continué à être dispensées et le projet s'est conclu sur une conférence à Rabat, qui a mis en exergue les liens entre énergie et microfinance.

FOCUS

LANCEMENT D'UN PRÊT DÉDIÉ À L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

La BMCE, banque marocaine, s'est rendue pionnière en lançant ENERGICO, un prêt dédié à l'efficacité énergétique dans l'industrie et les PME. Dans le cadre d'un contrat de prestations de services, le GERES a appuyé la banque pour le déploiement de ce dispositif dans le pays, par des formations à destination des chargés d'affaires et par l'élaboration d'un plan de développement ENERGICO.

Gestion énergétique durable en zone rurale

Diffusion d'équipements performants pour la cuisson

Les Marocains qui vivent en zone rurale consomment surtout du bois pour se chauffer et pour cuisiner. À raison de 12 kg en moyenne par jour et par famille, la collecte de bois, activité exclusivement féminine, est une tâche qui devient d'autant plus difficile que le bois se fait rare. Le gaz, car fortement subventionné, s'implante dans les campagnes. En revanche, les équipements ont des rendements très faibles. Ainsi, l'utilisation d'équipements performants s'impose comme une nécessité.

Le programme de diffusion s'est achevé courant 2013 par un travail important d'évaluation et de partage des résultats. Une étude a été menée sur la zone du projet avec une trentaine d'acteurs du développement. Le bouche-à-oreille fait connaître le four dans les campagnes et fonctionne comme un vecteur de sensibilisation. En ce sens, un projet de plus grande ampleur avec un industriel marocain pour diffuser le four dans le Rif et le Moyen Atlas est en cours d'évaluation.

Ainsi, le projet s'achève en ayant permis de poser les bases du développement d'une filière industrielle de fours à gaz haute performance énergétique. Pour cela, il sera nécessaire de s'appuyer sur des entrepreneurs fiables capables d'essaimer une fabrication industrielle.

INDICATEURS & IMPACTS

- ***40 villages*** *équipés de fours à pain améliorés*
- *Le projet a permis de poser les bases du développement d'une filière industrielle de fours à gaz*

Un projet de grande ampleur avec un industriel marocain est en cours d'évaluation.

FOCUS

LE PRIX ENERGY GLOBE RÉCOMPENSE LE PROJET

Le 20 mai 2014, s'est tenue à l'Ambassade d'Autriche à Paris la remise du prix Energy Globe Award récompensant l'action du GERES au Maroc depuis six ans.

L'objectif pour 2015 est de développer une production à grande échelle pour une structuration plus large de la filière. En prévision, six autres municipalités rurales dans le parc régional de Bouchachem (montagnes du Rif) et deux communes dans le corridor écologique d'Asrou-Midelt Sefrou (Moyen Atlas) vont s'équiper de fours à pain améliorés.

PARTENAIRES FINANCIERS

- FFEM – Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- AFD – Agence Française de Développement
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- Fondation Poweo
- Fondation Macif
- Fondation Veolia Environnement
- Fonds de dotation Itancia

La taille des arbres fruitiers dans l'agroforesterie peut répondre aux besoins énergétiques des habitants de Chefchaouen.

Agroforesterie et gestion durable de la biomasse-énergie de proximité

Dans les campagnes marocaines, les massifs forestiers régressent à mesure que les populations défrichent de nouvelles terres pour des usages agricoles, et déboisent pour satisfaire leurs besoins énergétiques. Le Rif oriental a connu une régression de l'ordre de 23 % de son couvert végétal entre 1975 et 2006, entraînant des dégradations environnementales et des risques accrus de glissements de terrain.

Pourtant, il est possible d'exploiter les terres de manière durable en associant des plantations d'arbres avec des cultures ou des pâturages. Cette pratique appelée agroforesterie permet à la fois de conserver la fertilité des sols en limitant l'érosion et d'obtenir du bois via la taille des arbres fruitiers. Ce bois de taille peut être consommé directement pour répondre à leurs besoins énergétiques ou vendu et générer ainsi un revenu complémentaire.

Les agriculteurs des alentours de Chefchaouen formés aux pratiques anti-érosives ont diversifié leurs cultures pour la transformation de produits qu'ils commercialisent pour la deuxième année consécutive via le réseau des restaurants engagés de Chefchaouen.

La pérennisation de l'activité de promotion de la taille est assurée par l'existence d'un centre fonctionnel de formation des tailleurs et la poursuite des activités d'appui à la filière par les associations locales AFTHA et EnSEn. Les premiers retours de la saison de taille 2013 démontrent un effectif intérêt des agriculteurs dans les nouvelles zones d'intervention, mais sans la subvention dont ils bénéficiaient dans le cadre du projet, une difficulté se pose quant aux débouchés. La commercialisation du bois se formalise en 2013 avec l'autorisation légale d'exercer acquise par la coopérative de vendeurs.

PARTENAIRES TECHNIQUES

- EnSEn – Association Énergie Solidarité et Environnement
- AFHTA – Association Fondation pour l'humain, terroirs et alternatives
- Association Rif pour le développement local et durable à Bellota

INDICATEURS & IMPACTS

- ***Les agriculteurs*** *des alentours de Chefchaouen formés aux pratiques anti-érosives commercialisent leurs productions de fruits transformés*
- ***100 familles*** *devenues autonomes en bois de chauffage*
- *La commercialisation du bois se formalise en 2013 avec l'autorisation légale d'exercer la taille.*

Visite au Hammam de Badr (Casablanca). La combustion de bois sec offre les meilleures propriétés calorifiques.

Hammams durables

Les hammams marocains sont des consommateurs importants de bois-énergie et d'eau. Dans un contexte de raréfaction de ces ressources au Maroc et d'augmentation de leur prix, la modernisation énergétique des hammams est une nécessité à la fois environnementale et économique, dont dépend leur pérennité. Néanmoins, le secteur des hammams, peu professionnalisé et structuré, n'est pas en capacité d'évoluer rapidement vers l'utilisation de combustibles et de technologies performantes.

En juillet 2013, un hammam de Casablanca a bénéficié de l'installation d'une chaudière plus efficace avec son système d'hydro-accumulation, requérant la formation de l'installateur marocain à cette technologie nouvelle. La chaudière a prouvé sa capacité de fonctionnement avec une réduction de sa consommation de bois.

L'appui au secteur des hammams se prolongera en 2014 avec le démarrage d'un programme de 4 ans qui vise à augmenter la performance énergétique et environnementale des hammams via la diminution de leur consommation d'eau et d'énergie, la réduction des coûts énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre associés.

Le programme comprendra :

- la réalisation de 40 projets de démonstration qui feront l'objet d'un accompagnement et d'un suivi technique spécifique ;
- l'appui-conseil leur permettant de se familiariser avec le fonctionnement de la chaudière et d'en assurer la maintenance ;
- l'appui à l'émergence dans le secteur privé (bureaux d'étude, fournisseurs) d'une offre de services et technologies répondant au besoin de modernisation des hammams ;
- l'expérimentation d'un mécanisme d'avance d'investissements des hammams via un fonds de roulement dédié ;
- l'élaboration d'outils d'aide à la décision d'investissement pour les propriétaires et les exploitants ;

Soutenu par le FFEM, le programme stimulera en premier lieu les initiatives existantes et les solutions matures tout en favorisant l'émergence d'un marché de solutions plus innovantes et complexes, pas ou peu diffusées dans le secteur des hammams, mais ayant fait leur preuve dans d'autres contextes.

PARTENAIRES FINANCIERS

- SCAC – Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France
- PMF-FEM – Programme de Micro financements du Fonds pour l'Environnement Mondial
- GEODIS

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Planète Bois
- Hierro
- ADL-Chefchaouen – Association de développement local de Chefchaouen
- ARCBDT – Association Régionale de Casablanca des Bains et Douches Traditionnels
- Fédération nationale des propriétaires exploitants de bains traditionnels

INDICATEURS & IMPACTS

- *Les hammams marocains consomment **4 000 tonnes de bois** par jour.*
- ***40 hammams appuyés** serviront de site de démonstration*

FOCUS

TONNE, STÈRE, TEP… QUELLE BONNE MESURE ?

Nombreuses sont les unités de mesure utilisées pour la commercialisation du bois : tonne, stère, m³, PCI, Tep, etc. L'utilisation diffère selon le conditionnement du bois et le degré d'organisation ou de professionnalisation du secteur. Au Maroc, le bois est vendu au poids, unité de mesure qui amène les vendeurs à commercialiser du bois lourd au taux d'humidité élevé plutôt que du bois sec. Pourtant, c'est la combustion de bois sec qui offre les meilleures propriétés calorifiques et de combustion. L'utilisation du stère, qui correspond à un m³ encombrement, ou du m³, qui correspond à un véritable volume de bois plein sans air irait plus dans le sens de cette rationalisation. L'unité qui favorise le plus l'efficacité énergétique est le PCI qui mesure la quantité de chaleur (ou énergie) utilisable dégagée par la combustion d'un bois à l'air libre. C'est l'unité utilisée pour les combustibles de type granulés de bois utilisés dans des chaudières à haut rendement.

UNITÉ CLIMAT

L'Unité Climat est une unité d'expertise qui vient en appui aux projets. En 2013, l'unité continue de proposer des approches innovantes aux porteurs de projets afin de contribuer à l'émergence de modèles de développement propre et résilient dans les pays du Sud.
Les activités de l'équipe s'articulent autour de deux piliers principaux : l'atténuation et l'adaptation. Le premier vise à limiter l'ampleur des changements climatiques via la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le second vise à accompagner les territoires dans leur adaptation aux impacts locaux de ces changements.
En 2013, l'équipe est intervenue dans 7 pays.

FRANCE

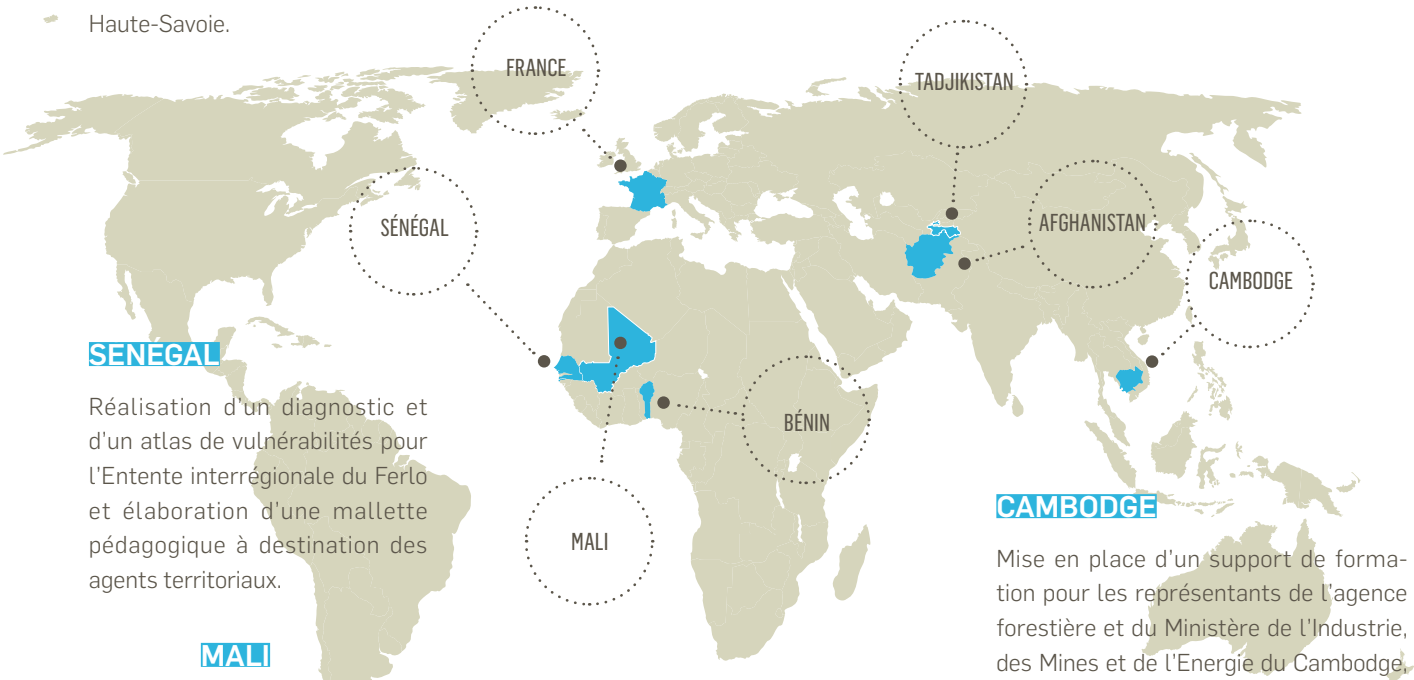
Appui à GERES France dans l'utilisation du Système d'Information Géographique (SIG) pour une étude sur le potentiel hydroélectrique de la Vallée de l'Arve en Haute-Savoie.

TADJIKISTAN

Réalisation d'un atelier de restitution et de formation sur le projet d'efficacité énergétique dans les maisons pour les membres de la GIZ et ses partenaires.
Démarrage d'une étude des vulnérabilités et des capacités d'adaptation aux changements climatiques.

AFGHANISTAN

Accompagnement de la campagne « mesures d'hiver » sur 34 maisons, dans l'objectif de mesurer l'efficacité des technologies proposées et le confort thermique des bénéficiaires afghans.



SENEGAL

Réalisation d'un diagnostic et d'un atlas de vulnérabilités pour l'Entente interrégionale du Ferlo et élaboration d'une mallette pédagogique à destination des agents territoriaux.

CAMBODGE

Mise en place d'un support de formation pour les représentants de l'agence forestière et du Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie du Cambodge, sur la comptabilisation des gaz à effet de serre résultant de la gestion forestière.

MALI

En lien avec le projet CEnAO (Climat et Énergie en Afrique de l'Ouest), montage d'un programme de réductions de gaz à effet de serre, réalisation des études et structuration sur la gouvernance du programme, business plan, validation pour la certification carbone et génération des crédits carbone.

AFRIQUE DE L'OUEST

Animation d'un pôle d'expertise sur la finance carbone dans le cadre du projet JatroRef (filières agrocarburants paysans) et formation sur la finance carbone au Mali (juin 2013) et au Sénégal (novembre 2013). Participation à un atelier régional sur cette thématique avec les porteurs de projets.

Accompagnement de projets sobres en carbone

PARTENAIRES FINANCIERS

- Banque Mondiale
- Union européenne
- FFEM – Fonds Français pour l'Environnement Mondial
- AFD – Agence Française de Développement
- ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- Fondation Prince Albert II de Monaco
- KfW

PARTENAIRES TECHNIQUES

- IRAM – Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
- South Pole Carbon
- AI Environnement

INDICATEURS & IMPACTS

- ***170 345 TeqCO2 ont été évitées*** *au Cambodge entre janvier et mai 2013, grâce au projet NLS*

Dernière vérification des émissions et des crédits carbone avec l'équipe du projet NLS au Cambodge, en août 2013. (Fin de la période d'accréditation de 10 ans)

Grégoire Gailly, chef de projet ALTERRE au Mali

« La formation à Dakar a été très riche en échanges entre les porteurs de projets de la sous-région. Elle m'a aidé à mieux cerner les difficultés partagées entre les opérateurs sur la culture du jatropha en milieu paysan. Malgré la complexité du sujet, la formation a permis de prendre connaissance des différentes possibilités, de casser les idées reçues et d'aider les participants à analyser les réalités du marché carbone. »

Le développement de « projets carbone » est au cœur des activités de l'Unité Climat. Ces projets ont pour objectif de valoriser les réductions d'émissions de gaz à effet de serre et leur séquestration. Les experts travaillent au développement de méthodes de calcul innovantes et adaptées aux réalités du terrain. L'équipe climat a aussi pour objectif de partager les connaissances acquises avec les porteurs de projets à travers la diffusion de contenus pédagogiques.

En Afrique de l'Ouest, l'équipe climat a accompagné le projet CEnAO dans sa certification carbone. Elle a également étudié le potentiel d'accessibilité à la finance carbone des projets issus de l'agriculture et de la gestion des terres durables. Pendant l'hiver, l'unité a travaillé aux côtés de GERES Afghanistan pour tester l'efficacité énergétique et l'isolation des maisons solaires passives.

Au Tadjikistan ainsi qu'au Cambodge, les experts climat ont travaillé sur des projets de fours de cuisson et de chauffage potentiels. Un manuel pour la comptabilisation des gaz à effet de serre a notamment été réalisé pour les projets de foyers améliorés, de fours à charbon plus efficaces et de nouvelles pratiques forestières.

Enfin, l'Unité a poursuivi son travail de pédagogie sur la finance carbone et les changements climatiques en organisant des formations au Mali, Sénégal, Cambodge et Tadjikistan. En 2014, les experts climat du GERES vont poursuivre leur travail d'appui auprès des différentes antennes. Les projets du réseau JatroREF seront dotés d'un outil de calcul pour faire le bilan de leurs activités. De nouvelles analyses d'impact et études d'efficacité seront réalisées en Asie Centrale. Enfin, au Cambodge, l'Unité contribuera à la mise en œuvre d'actions liées à la gestion durable des forêts communautaires.

FOCUS

UN NOUVEL OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION POUR LES PORTEURS DE PROJET CARBONE

En 2013, l'Unité Climat a participé au développement d'une plateforme de la finance carbone pour la GACC (Alliance mondiale pour les foyers améliorés) au sein de laquelle un nouvel outil d'aide à la décision pour les porteurs de projet a été intégré. Cet outil leur permet de mener une étude de faisabilité complète, allant de l'éligibilité à l'analyse financière.
http://carbonfinanceforcookstoves.org/

Adaptation aux changements climatiques

Selon plusieurs rapports scientifiques, le monde semble désormais être sur une trajectoire de réchauffement global à plus de 2°C d'ici la fin du siècle, entraînant des dérèglements du système climatique mondial. Compte tenu de vulnérabilités sous-jacentes, le développement des pays du Sud et les conditions de vie de leurs populations sont particulièrement menacés par les effets et la rapidité de ces changements. Ainsi, tout en continuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, il est primordial d'accompagner l'adaptation des territoires et des populations aux impacts des dérèglements climatiques. Le GERES, via son Unité Climat, contribue activement à cet accompagnement sur le terrain.

Groupe de discussion consacré aux capacités d'adaptation aux changements climatiques, avec les habitants de Markhamat au Tadjikistan.

En 2013, l'Unité Climat a piloté le programme ClimTerr au Sénégal avec, pour finalité, la consolidation des acquis de 2012. L'objectif était de renforcer les capacités des acteurs régionaux de l'Entente interrégionale du Ferlo. Les agents territoriaux ont donc été formés, au cours de plusieurs sessions, à la démarche de diagnostic élaboré dans le cadre du programme.
L'Unité Climat a également contribué en Afghanistan à la mise en œuvre d'un diagnostic territorial incluant la dimension climat, lors de la phase de démarrage du programme « Central Highlands ». Au Tadjikistan, l'équipe a appuyé la réalisation des premiers ateliers de discussion pour la réalisation d'une évaluation de vulnérabilité et de résilience du territoire avec les organisations partenaires.
Ce travail en Asie centrale continuera en 2014 à travers la définition d'une stratégie locale pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles auprès des agences gouvernementales.

PARTENAIRES FINANCIERS

- Région Rhône-Alpes
- AFD – Agence Française de Développement
- UE – Union européenne

PARTENAIRES TECHNIQUES

- LEDeG – Groupe Développement écologique de Leh
- LEHO – Ladakh et Santé
- Solidarités international
- Madera
- AVSF – Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

FOCUS

LES OUTILS D'ANALYSE DE VULNÉRABILITÉ

L'intégralité de la démarche « ClimTerr » a été présentée dans un kit de 7 fiches pédagogiques, détaillant les 6 étapes pour mettre en œuvre ou faire réaliser, avec un cahier des charges précis, les analyses de vulnérabilités. L'ensemble des outils a été réuni dans une mallette pédagogique et présenté lors d'un événement au Ministère de l'Environnement sénégalais le 10 décembre 2013, en présence de M. Oumar Youm (Ministre des collectivités locales), M. Jean-Jack Queyranne (Président Région Rhône-Alpes), M. Adama Gueye (Président de l'Entente interrégionale du Ferlo).

INDICATEURS & IMPACTS

- ***60 mallettes ClimTerr*** *distribuées aux agents territoriaux de la zone du Ferlo au Sénégal*

Plaidoyer pour la Solidarité climatique

Le 5e rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) a confirmé en 2013 le lien très probable entre dérèglement climatique et activités anthropiques. Malgré l'appel de nombreuses institutions et gouvernements à une mobilisation mondiale, le processus onusien des négociations sur le climat peine à obtenir des résultats tangibles.

En choisissant d'accueillir la Conférence des Parties (COP21) à Paris en 2015, le gouvernement français a la lourde tâche de faire converger les 189 pays vers un accord universel et contraignant.

En 2013, le GERES a continué de répondre présent aux grands rendez-vous nationaux et internationaux du climat. L'équipe était présente à Varsovie pour la 19e Conférence mondiale sur les changements climatiques. Les experts de l'Unité y ont proposé des tables rondes sur les marchés du carbone et sur les stratégies d'adaptation avec des panélistes de haut niveau.

Dans le cadre de la préparation de la future COP21, le dialogue entre le GERES et les pouvoirs publics français a débuté et se poursuivra jusqu'à fin 2015.

L'Unité Climat a aussi contribué à la diffusion de « bonnes pratiques » en matière de lutte contre les changements climatiques auprès des acteurs du développement à travers l'étude F3E.

Participation du GERES à la COP 19 en novembre 2013, à Varsovie.

PARTENAIRES FINANCIERS

- AFD – Agence Française de Développement
- F3E – Fonds pour la promotion des Etudes préalables, des Etudes transversales et des Evaluations

PARTENAIRES TECHNIQUES

- Membres de la CCD (AERE, ID, Action contre la Faim, Care France, WWF, Oxfam France, Gevalor, Médecins du Monde, GRDR, Iram, CARI, 4D, AVSF, GTD, CCFD-Terre Solidaire, RAC-F, GRET, Coordination SUD)

FOCUS

GERES, CHEF DE FILE DE LA COMMISSION CLIMAT-DÉVELOPPEMENT DE COORDINATION SUD

Depuis janvier 2013, le GERES est chef de file de la Commission Climat-Développement de Coordination SUD. Celle-ci compte une quinzaine d'ONG françaises de développement et d'urgence. La CCD constitue un espace de travail pour échanger sur les pratiques et innovations mises en œuvre sur le terrain, ainsi que pour analyser les politiques climat-développement et leurs impacts dans les pays du Sud. La CCD a également pour vocation de porter la voix des partenaires de la société civile du Sud et de contribuer à une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les prises de position des pouvoirs publics français et des acteurs du développement. En 2013, la commission a élaboré son plan d'action 2013-2016 et a participé aux échanges avec les pouvoirs publics sur la préparation de la conférence mondiale sur le climat de 2015.

INDICATEURS & RÉSULTATS

- *Participation à **4 tables rondes** dans le cadre de la COP19*

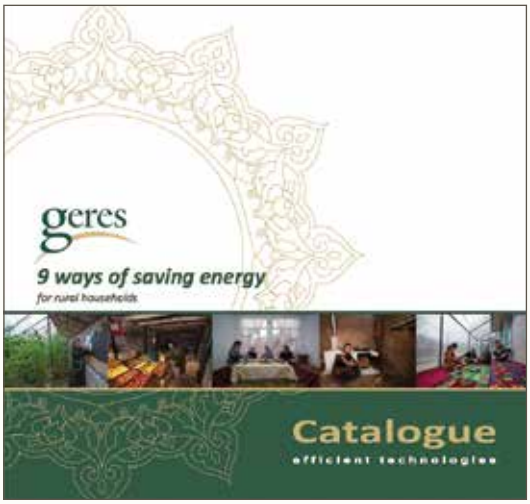
GUIDE DE GESTION ÉCO-RESPONSABLE DES DÉCHETS DANS LES COLLÈGES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Le guide s'adresse à tout initiateur d'actions concernant les déchets dans un collège : chef d'établissement, gestionnaire, enseignant, agent technique... Le principe est de bien cerner les enjeux et les possibilités dans son propre établissement afin d'adopter les bonnes pratiques : se mettre à la gestion éco-responsable des déchets, étape par étape, dans le respect des obligations réglementaires d'un collège. Conçu comme une boîte à outils, il permet d'engager des actions concrètes de gestion des déchets au sein des établissements selon le rythme et dans les domaines souhaités.

SITE INTERNET LE COMPOSTAGE EN PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Afin de promouvoir la qualité à toutes les étapes, ce site rassemble les informations et outils spécifiques nécessaires aux différents acteurs de la filière : les utilisateurs de composts, les exploitants d'installations de compostage et les producteurs de déchets organiques.
Il permet de diffuser les études et les documents issus des formations, groupes de travail et journées techniques organisés par la Mission d'animation.

www.compostage-paca.fr



CATALOGUE TADJIK DES TECHNIQUES EFFICACES : 9 MANIÈRES D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE

Disponible en anglais, tadjik, et ouzbek, ce catalogue présente toutes les technologies promues par GERES au Tadjikistan à destination des professionnels, artisans et des populations locales bénéficiaires des constructions et technologies sobres en carbone. Pour chacune des neuf technologies, un manuel d'instruction détaillé décline « pas à pas » les règles de construction pour réaliser ou reproduire facilement la technologie.

http://www.geres.eu/images/publications/catalogue-tajikistan-en.pdf

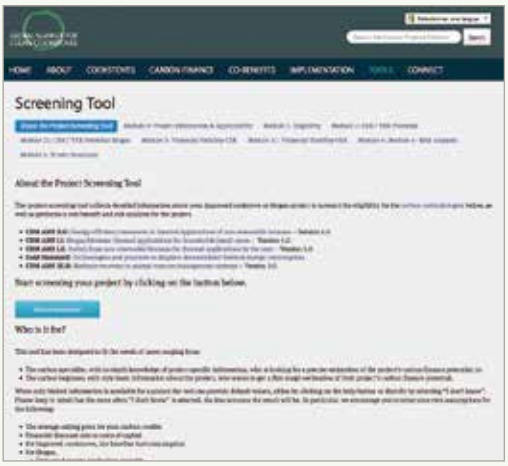
OUTIL DE CALCUL EN LIGNE DU POTENTIEL FINANCE CARBONE D'UN PROJET

Accessible depuis la plateforme « Finance carbone » de l'Alliance globale pour les foyers améliorés (GACC), l'outil de calcul du potentiel de financement carbone des projets vous permettra de mener une étude de faisabilité complète depuis l'éligibilité de votre projet jusqu'à son analyse financière, et selon les méthodologies du MDP (mécanisme de développement propre) et du Gold Standard.

Ce calculateur en ligne a été conçu afin de répondre aux besoins des porteurs de projet, il s'adresse aussi bien à :

- des spécialistes de la finance carbone, possédant une connaissance avancée des détails techniques du projet et recherchant une évaluation précise du potentiel de financement carbone de ce projet.
- des néophytes possédant les informations de base sur le projet et qui souhaitent obtenir une première estimation de son potentiel de financement carbone.

http://carbonfinanceforcookstoves.org/tools/screening-tool/



MALLETTE CLIMTERR ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La mallette est un outil pédagogique, financé par la région Rhône-Alpes, destiné aux agents territoriaux sénégalais souhaitant être accompagnés dans la mise en place d'un plan climat. Elle comprend un kit de fiches pédagogiques, un atlas et un poster. Le kit pédagogique « Intégrer les dérèglements climatiques dans la gestion des territoires » doit permettre la définition des actions prioritaires sur le territoire pour réduire sa vulnérabilité aux changements climatiques. Il est composé de 7 fiches thématiques allant de la caractérisation du milieu et des moyens d'existence à la mise en œuvre du plan climat territorial. Les lecteurs y trouveront un contenu théorique, détaillant la méthodologie utilisée, ainsi que des conseils pratiques pour mettre en œuvre les activités.

http://www.geres.eu/fr/ressources/

GUIDES D'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE

Les guides d'utilisation des équipements de transformation du manioc, de transformation des fruits de palme, ou de production d'huile d'arachide Agonlin de qualité supérieure, ont été publiés à destination des artisans et entrepreneurs engagés au sein du projet SETUP au Bénin. Ils présentent des documents de capitalisation attractifs, valorisant les actions et les techniques mises en place en faveur d'un service de transformation agroalimentaire en Afrique rurale.

http://www.geres.eu/fr/publications/

Le site internet du GERES

75 949
visites en 2013

Audience francophone : 72 %
Audience anglophone : 22 %

www.geres.eu

La newsletter

1 239
abonnés au 31/12/2013

soit une augmentation de + 34 %
par rapport à 2012

Abonnement sur : http://www.geres.eu/fr/lettre-d-information

L'événement

Les premières « Rencontres Partenaires »

Le GERES a organisé 23 événements en 2013. Le 9 avril 2013, pour la première fois, le GERES réunit ses partenaires autour d'une conférence et des ateliers afin d'échanger sur les modes de financement, les actions et les perspectives des ONG qui œuvrent pour l'accès universel à une énergie propre.

Sur les réseaux sociaux

Facebook

2 767 likes
au 31/12/2013

https://www.facebook.com/geres.asso

Twitter

1 246 followers
au 31/12/2013

https://twitter.com/geres_fr

Flickr

25 252 vues
au 31/12/2013

http://www.flickr.com/photos/geres_environnement/

YouTube

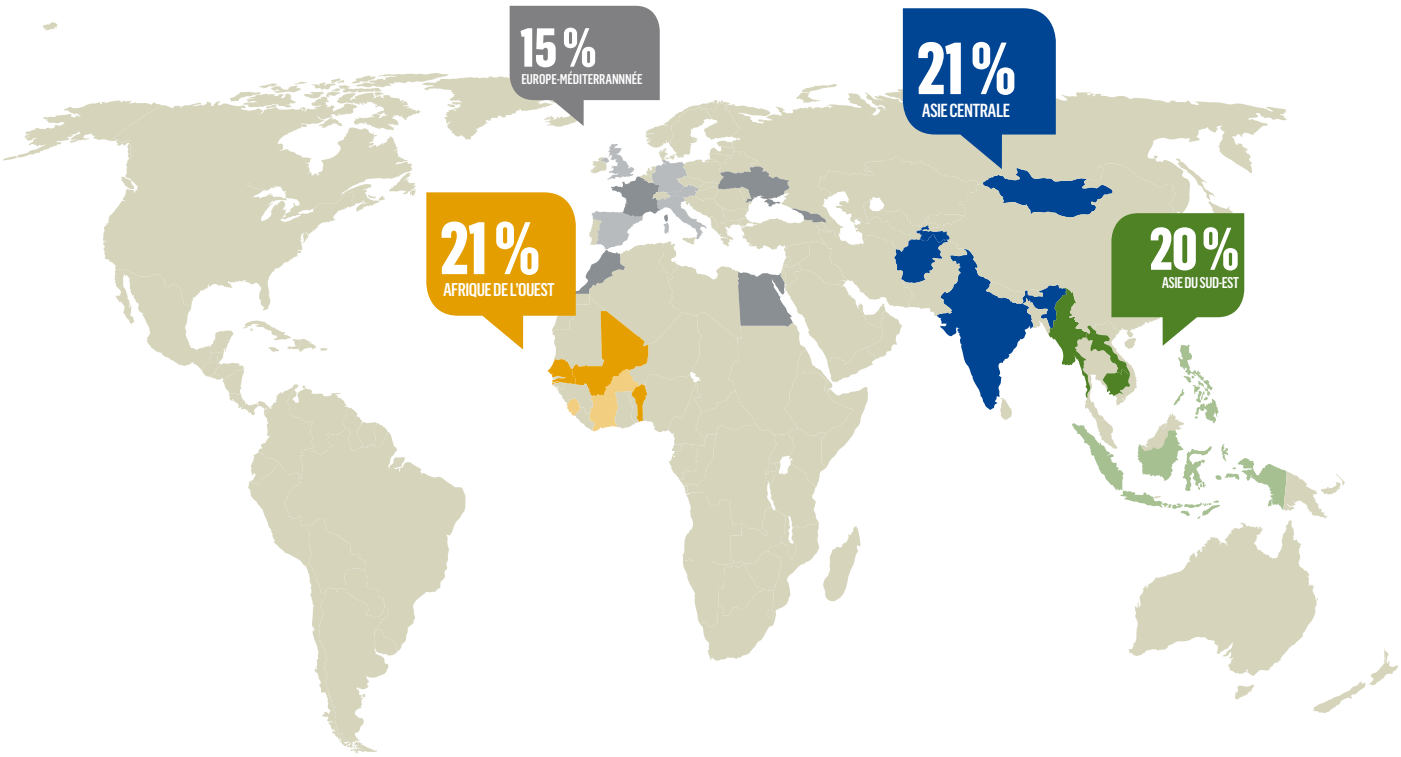
14 155 vues de vidéos
au 31/12/2013

http://www.youtube.com/user/GeresAssociation

RAPPORT FINANCIER

8 % DE L'ACTIVITÉ TRANSVERSALE SONT ATTRIBUÉS À L'UNITÉ CLIMAT ET STOVE*PLUS*
L'ACTIVITÉ SIÈGE (DONT LE PROGRAMME CO_2SOLIDAIRE) S'ÉLÈVE À 15 %

Ces pourcentages sont représentatifs du volume d'activités effectif en 2013 et ne tiennent pas compte des provisions, des écritures liées à la valorisation des stocks et des engagements à réaliser. Les chiffres consolidés sont présentés dans le compte emploi des ressources.



L'analyse financière

Le budget 2013 atteint 9,4 M€. Le budget effectif d'activités, d'un montant inférieur, se comprend en termes de dépenses effectivement engagées. Il ignore donc les provisions, les écritures de valorisation du stock, ainsi que les fonds dédiés.

Les emplois

La répartition des emplois montre une prépondérance de la région Asie du Sud-Est à 32 % du budget global.
Rapportés au budget effectif d'activités, **les emplois sont équilibrés** entre les 3 grandes régions du GERES : l'Asie Centrale, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Ouest représentent respectivement 21 %, 20 % et 21 %.
La région Europe-Méditerranée et l'unité transversale thématique Expertises atteignent respectivement 15 % et 8 % du budget effectif d'activités.
Les frais de siège représentent 12 % du budget global.

Les ressources

La part des **ressources publiques** augmente en 2013 et atteint 46 % du total des ressources.
Les **subventions privées** et dons obtenus du grand public restent constants entre 2012 et 2013. Des moyens supplémentaires ayant été alloués à la recherche de subventions privées et à la collecte de dons individuels en 2013, des résultats sont attendus pour 2014.
Les revenus liés à la **finance carbone** connaissent une baisse substantielle et ne représentent plus que 7 % du total des ressources en 2013. Ceci s'explique par les tensions sur le marché du carbone et la volatilité des prix des crédits, en lien avec le contexte économique global et la fin de la période de Kyoto. Cette tendance est partiellement compensée par le développement de la vente de prestations de service.

Le résultat

Le GERES est déficitaire pour son exercice comptable 2013. La structure financière du GERES se voit fragilisée : le niveau de réserves associatives est insuffisant et ne représente plus que 3 % du budget annuel.
Cette situation, pour préoccupante qu'elle soit, est partagée par de nombreuses associations. La stratégie financière et organisationnelle définie pour la période 2014-2017 doit permettre de modifier durablement la trajectoire économique :

- demandes de soutien exceptionnel pour combler certains déficits projets ;
- identification de nouveaux bailleurs publics ;
- prospection de fondations privées aux États-Unis ;
- augmentation de la vente d'expertises en externe ;
- recherche de facilités financières pour augmenter le fonds de roulement et la trésorerie nette disponible (emprunt à long terme, titres associatifs) ;
- mise en place de nouveaux outils de gestion.

Le déficit de 127 k€ en 2013 s'explique d'une part, par le sous-financement de plusieurs projets mis en œuvre en Afrique de l'Ouest et d'autre part, par l'arrivée à leur terme de plusieurs projets menés en France et dans les pays de la Méditerranée.
Cette situation s'est conjuguée à un décalage dans le temps et à une réduction des financements obtenus pour la mise en œuvre de nouveaux projets dans la région Europe-Méditerranée.
Un certain nombre de mesures ont été prises fin 2013 afin de maîtriser le risque financier sur ces deux régions en 2014. Les coûts de coordination et de mise en œuvre de projets ont ainsi été limités au maximum, avec des conséquences sur l'organisation des ressources humaines.

Le prévisionnel

Le prévisionnel 2014 anticipe une augmentation budgétaire de 21 % par rapport à 2013.
Cette hausse correspond d'une part, à la mise en œuvre d'un projet majeur en Asie Centrale et d'autre part, à la structuration et au développement de la nouvelle unité Expertises initiée en 2013.
Une attention particulière est portée à la maîtrise des frais de siège en 2014, puisqu'il n'est prévu aucune augmentation en pourcentage du volume budgétaire global, malgré la décision prise fin 2013 de renforcer la direction générale, en dédoublant le poste de délégué général. Cette limitation sera permise par l'optimisation des moyens, tandis que la croissance du budget global d'activités en 2014 permettra l'augmentation en valeur relative.

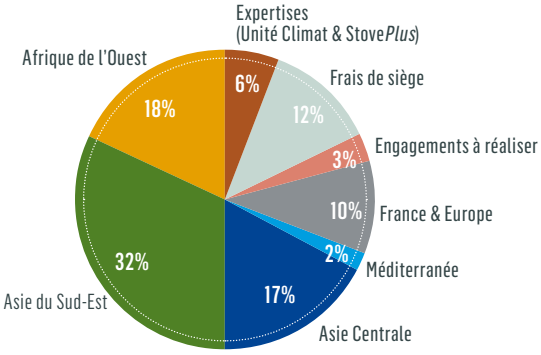
Compte d'emploi des ressources

▸ Les emplois

EMPLOIS	2013		2012		Écart 2013-2012	Affectation des dons collectés auprès du public en 2013
Mission sociale	**8 009 359**	**85%**	**9 466 537**	**90%**	**-15%**	**151 155**
France & Europe	954 789	10%	1 184 159	11%	-19%	15 527
Pays en Développement	7 054 570	75%	8 282 378	78%	-15%	135 628
Méditerranée	*184 173*	*2%*	*355 615*	*3%*	*-48%*	-
Asie Centrale	*1 618 703*	*17%*	*1 237 140*	*12%*	*31%*	*65392*
Asie du Sud-Est	*2 953 137*	*32%*	*4 774 961*	*45%*	*-38%*	*55110*
Afrique de l'Ouest	*1 701 605*	*18%*	*1 681 923*	*16%*	*1%*	*15126*
Expertises (Unité Climat & StovePlus)	*596 952*	*6%*	*232 739*	*2%*	*156%*	
Frais de siège	**1 148 600**	**12%**	**992 886**	**9%**	**16%**	**32 947**
Frais de collecte et de recherche de fonds privés	107 322	1%	60 418	0,6%	78%	32 947
Frais de fonctionnement	1 016 387	11%	907 332	9%	12%	
Provisions	24 733	0,3%	24 350	0,2%	2%	
Charges exceptionnelles	158	0,1%	786	0,1%	-80%	
Engagements à réaliser	**263 495**	**3%**	**110 610**	**1%**	**138%**	
Excédent de l'exercice	**-**	**0%**	**-**	**0%**		
TOTAL EMPLOIS EN €	**9 421 454**	**100%**	**10 570 033**	**100%**	**-11%**	**184 102**
Total Emplois effectifs (hors excédent, provisions, écritures de stock et engagements à réaliser)	**7 686 309**	**82%**	**7 592 803**	**72%**	**1%**	

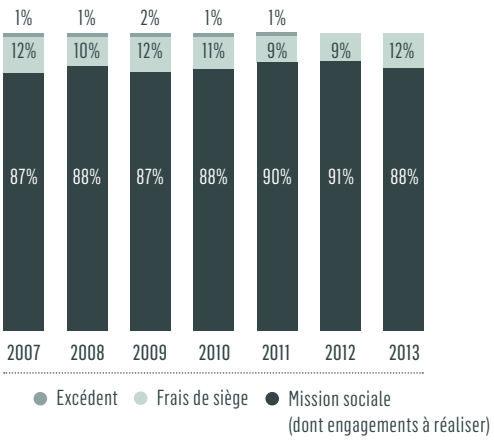
Le budget 2013 atteint 9,4 M€. Il est en baisse de 11 % par rapport à 2012. Pour rappel, l'année 2012 avait été marquée par un changement de méthode comptable liée à la constatation du stock de crédits carbone générés par le projet de foyers améliorés au Cambodge, qui avait artificiellement augmenté le budget 2012.
Le budget effectif d'activités reste stable à 7,7 M€, en légère augmentation de 1 % par rapport à 2012.
Les frais de siège représentent 12 % du budget global, en hausse de 16 % par rapport à 2012. Cette évolution s'explique principalement par le rattachement du programme CO_2Solidaire au pôle Communication et Fundraising du siège en 2013, alors que celui-ci était précédemment rattaché à l'Unité Climat. Ainsi, les frais de fonctionnement (intégrant les frais de communication) et les frais de collecte et de recherche de fonds privés ont augmenté respectivement de 12 % et 78 % entre 2012 et 2013.

RÉPARTITION DES EMPLOIS EN 2013



La mission sociale représente 85% du budget global, en baisse de 15 % par rapport à 2012. Cette variation englobe toutefois de grandes disparités entre les régions :
Les activités Biomasse-énergie ont connu un ralentissement en Asie du Sud-Est avec l'arrêt du projet phare New Lao Stove courant 2013. Ce ralentissement, conjugué à l'impact des écritures de stock sur le budget 2012 (de l'ordre de 1,5 M€) a impliqué une baisse budgétaire de 38 % entre 2012 et 2013. Plusieurs projets menés en France et dans les pays de la Méditerranée (Maroc et Égypte) sont arrivés à leur terme courant 2013, d'où une baisse respective du volume d'activités de 19 % et 48 %.
De nouvelles activités Habitat Bioclimatique ont démarré en Asie Centrale en 2013 avec le lancement du programme « Central Highlands » en Afghanistan.
L'augmentation de 156 % du budget de l'unité Expertises s'explique principalement par l'essor du programme Stove*Plus* initié à la mi-2012.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DES RESSOURCES DE 2007 À 2013



▸ Les ressources

RESSOURCES	2013		2012		Écart 2013-2012	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2013
Dons manuels collectés auprès du grand public	**184 102**	**2%**	**217 378**	**2%**	**-15%**	**184 102**
Subventions affectées	**5 650 342**	**60%**	**5 305 905**	**50%**	**6%**	
Publiques	3 805 064	40%	3 475 373	33%	9%	
Privées	1 845 278	20%	1 830 532	17%	1%	
Production vendue	**1 243 764**	**13%**	**1 604 056**	**15%**	**-22%**	
Crédits carbone	663 165	7%	1 571 828	15%	-58%	
Prestations de service	580 599	6%	32 228	0,3%	1702%	
Autres produits divers	**1 662 538**	**18%**	**3 279 322**	**31%**	**-49%**	
Stock de produits finis et encours de services	940 617	10%	1 887 239	18%	-50%	
Autres revenus d'activité	140 290	1%	309 276	3%	-55%	
Reprise de provisions	343 609	4%	1 079 881	10%	-68%	
Produits financiers	5 810	0,1%	2 188	0,1%	166%	
Produits exceptionnels	232 212	3%	738	0%	31 345%	
Report des ressources non réalisées des années antérieures	**553 627**	**6%**	**144 947**	**2%**	**282%**	
Déficit de l'exercice	**127 081**	**1%**	**18 425**	**0,2%**	**590%**	
TOTAL RESSOURCES EN €	**9 421 454**	**100%**	**10 570 033**	**100%**	**-11%**	**184 102**
Total Ressources effectives (hors déficit, reprise de provisions, écritures de stock et report des ressources non réalisées des années antérieures)	7 456 520	79%	7 439 541	70%	0,2%	

Le budget 2013 est déficitaire de 127 k€. Le montant des ressources effectives d'activités reste stable à 7,5 M€ entre 2012 et 2013 et ne permet pas de couvrir les emplois en légère augmentation.

Les dons manuels s'élèvent à 184 k€ ; ils diminuent en valeur entre 2012 et 2013, même si leur volume reste stable à 2 % du total des ressources.

Les subventions publiques et privées atteignent 5,7 M€ et représentent respectivement 40 % et 20 % du total des ressources en 2013.

Les ventes de crédits carbone s'élèvent à 663 k€, en baisse de 58 %. Cette diminution importante s'explique par la contraction du marché de la finance carbone.

Les prestations de service représentent un chiffre d'affaires de 581 k€, soit 6 % du total des ressources. Outre un changement de méthode de comptabilisation, la nette augmentation correspond au développement de la vente d'expertises en France et dans le monde.

La diminution de 50 % **des entrées de stock** entre 2012 et 2013 s'explique par le fait qu'ont été comptabilisés en 2012, environ 1 M€ de crédits générés au cours des exercices précédents.

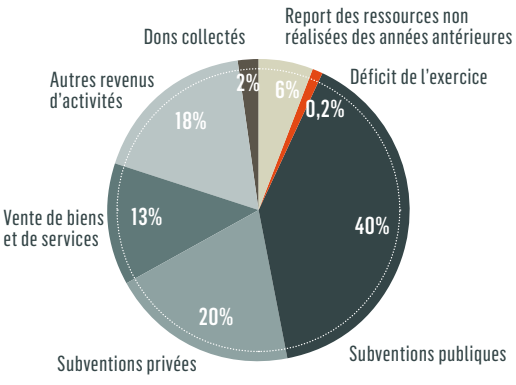
Les autres revenus d'activités s'élèvent à 140 k€ ; ils correspondent principalement à des remboursements de frais et autres produits annexes d'activités. La diminution de 55 % par rapport à 2012 s'explique par un changement de méthode comptable et l'enregistrement à compter du 1er Janvier 2013 de prestations de service fiscalisées au sein d'un secteur comptable distinct d'activités (secteur lucratif).

La diminution de 68 % des reprises de provisions est à mettre en lien avec la baisse des revenus de la finance carbone, dans la mesure où une provision pour risque d'invendus est constituée à chaque entrée de stock de crédits carbone (pour pallier l'incertitude de ce marché volatil), avant d'être annulée au moment de la vente effective.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 232 k€ en 2013. Ils correspondent pour 110 k€ à des produits d'exercices antérieurs, issus de contributions des populations locales sur les projets du Cambodge, auxquels s'ajoute une indemnité transactionnelle de 122 k€.

Ils correspondent enfin pour 122 k€ à une indemnité transactionnelle obtenue suite à la rupture d'un contrat de vente de crédits carbone et affectée au projet ayant généré les crédits. La reprise de fonds dédiés de 553 k€ correspond principalement à l'affectation de fonds de réserve issus de la vente de crédits carbone et non consommés au cours des années précédentes. Ils concernent les projets Cambodge.

ORIGINE DES RESSOURCES EN 2013



Bilan

ACTIF NET en €	2013	2012	Écart 2013-2012
Immobilisations incorporelles	2 373	-	
Immobilisations corporelles	44 021	64 687	-32%
Immobilisations financières, cautions	21 371	7 490	185%
TOTAL ACTIF NET IMMOBILISE EN €	**67 765**	**72 177**	**-6%**
Encours de production de services	54 602	-	
Stock de produit finis et marchandises	1 439 130	917 889	57%
Créances diverses	15 287 012	6 977 581	119%
Produits à recevoir	348 537	590 963	-41%
Charges constatées d'avance	31 642	24 241	31%
Disponibilités	890 054	1 543 926	-42%
TOTAL ACTIF CIRCULANT EN €	**18 050 977**	**10 054 600**	**80%**
TOTAL ACTIF EN €	**18 118 742**	**10 126 777**	**79%**

PASSIF NET en €	2013	2012	Écart 2013-2012
Fonds social	404 734	423 159	-4%
Résultat de l'exercice	-127 081	-18 425	590%
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS EN €	**277 653**	**404 734**	**-31%**
Provision pour fin de carrière	70 501	66 573	6%
Autres provisions	1 655 910	917 889	80%
Fonds dédiés	1 640 003	1 930 135	-15%
TOTAL PROVISIONS EN €	**3 366 414**	**2 914 597**	**16%**
Dettes fournisseurs	143 978	182 921	-21%
Dettes fiscales et sociales	503 749	611 606	-18%
Produits constatés d'avance	13 826 948	6 012 919	130%
TOTAL DETTES EN €	**14 474 675**	**6 807 446**	**113%**
TOTAL PASSIF EN €	**18 118 742**	**10 126 777**	**79%**

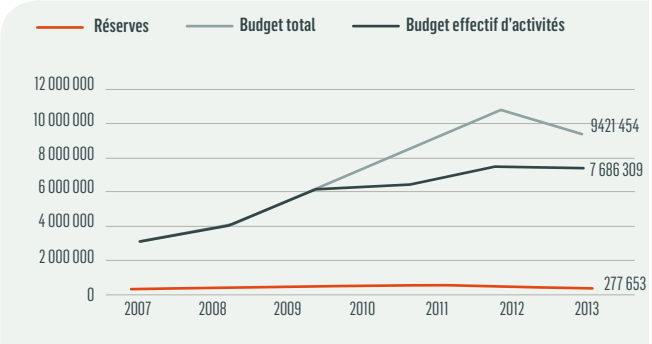
L'augmentation du bilan de 79 % en 2013 par rapport à 2012 s'explique par l'obtention d'une subvention de 10 M€ de l'Agence Française de Développement sur le programme Central Highlands en Afghanistan, dont seulement 600 k€ concernent l'exercice 2013.

Conformément aux principes de comptabilité d'engagement, la totalité de ces 10 M€ a été comptabilisée en subvention obtenue et apparaît ainsi à l'actif du bilan en tant que créance bailleur, tandis que les 9,4 M€ ne concernant pas l'exercice 2013 ont été reportés en produits constatés d'avance au passif du bilan.

L'augmentation du stock et l'augmentation des provisions entre 2012 et 2013 sont à mettre en corrélation puisqu'à chaque nouvelle entrée de stock de crédits carbone, valorisée à son coût de revient, est comptabilisée une provision pour risque d'invendus à hauteur du même montant.

En 2013, deux autres provisions pour risque ont également été comptabilisées : une provision de 56 k€ pour risque de déficit sur un projet Afrique de l'Ouest et une provision de 126 k€ pour risque de non-recouvrement d'une créance auprès d'un partenaire. Les fonds dédiés s'élèvent à 1,6 M€ et correspondent principalement aux fonds de réserve issus de la vente de crédits carbone au Cambodge.

ÉVOLUTION DU BUDGET ET DES RÉSERVES EN €



Note : Le budget total et le budget effectif d'activités correspondent aux dépenses ; ils se lisent au regard du compte emploi des ressources et non du bilan.

Origine et évolution des ressources par antenne

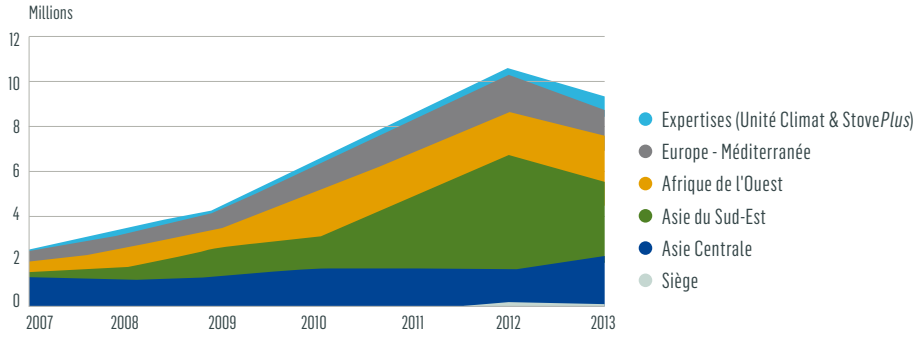
	2013	2012	2011
Siège	50 287	163 616	35 800
Asie Centrale	2 158 832	1 410 406	1 621 616
Asie du Sud-Est	3 272 794	5 133 894	3 372 474
Afrique de l'Ouest	2 017 945	1 975 012	1 762 302
Europe-Méditerranée	1 259 449	1 620 361	1 525 736
Expertises (Unité Climat & Stove*Plus*)	535 066	248 319	294 382
TOTAL EN €	**9 294 373**	**10 551 608**	**8 612 310**

Les ressources du siège en 2013 correspondent principalement à une subvention privée en faveur du programme CO_2Solidaire et à une subvention du Fonds de Renforcement Institutionnel et Organisationnel de Coordination SUD obtenue pour la réalisation d'un diagnostic externe, dans le cadre de la réflexion stratégique 2013-2017.

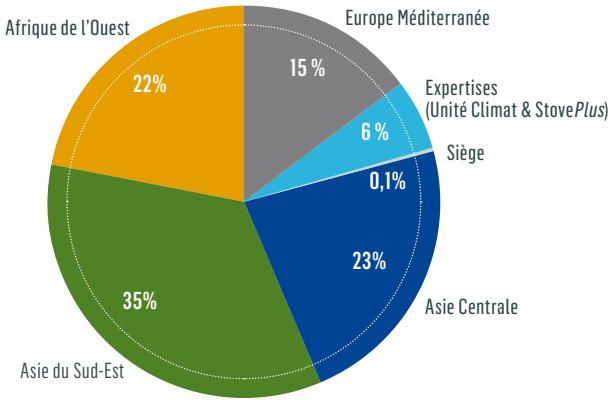
La diminution des ressources en **Asie du Sud-Est** est liée à la contraction du marché du carbone : 1,5 M€ de diminution des revenus carbone sont à constater entre 2012 et 2013. Ce montant prend en compte d'une part la baisse du chiffre d'affaires sur la vente des crédits et d'autre part la reprise de provisions associée à la sortie de stock et valorisée à son coût de revient.

Le montant et la proportion des ressources générées par la région Asie du Sud-Est restent équilibrés par rapport aux emplois réalisés par cette même région. Ainsi, emplois et ressources ont suivi la même tendance, ce qui correspond aussi à l'arrêt d'un projet majeur sur la biomasse-énergie.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES PAR ANTENNE DE 2007 À 2013



RESSOURCES GÉNÉRÉES PAR LES ANTENNES EN 2014



Origine des ressources par source de financement

ÉVOLUTION DE L'ORIGINE DES RESSOURCES DE 2011 À 2013

	2013	%	2012	%	2011	%
FONDS PUBLICS EN €	**4 272 208**	**46%**	**3 475 373**	**33%**	**3 760 608**	**44%**
Union Européenne	795 032	9%	1 403 302	13%	1 632 713	19%
AFD / FFEM / MAEE	1 654 717	18%	785 686	7%	669 601	8%
ADEME International	40 000	0,4%	270 538	3%	238 913	3%
ADEME PACA	441 399	5%	279 864	3%	348 515	4%
Autre coopération internationale	254 836	3%	116 745	1%	288 052	3%
Collectivités territoriales	501 674	5%	619 238	6%	582 814	7%
Autres bailleurs publics	584 550	6%	-	0%	-	0%
FONDS PRIVES et DIVERS EN €	**5 022 165**	**54%**	**7 076 235**	**67%**	**4 851 702**	**56%**
Partenaires privés Fondations / Particuliers	**2 029 381**	**22%**	**2 047 911**	**19%**	**1 262 700**	**15%**
Dont entreprises et fondations	*1 341 272*	*14%*	*1 468 523*	*14%*	*617 161*	*7%*
Dont ONG et collectifs	*475 178*	*5%*	*256 784*	*2%*	*584 447*	*7%*
Dont dons individuels et autres fonds privés	*212 931*	*2%*	*322 604*	*3%*	*61 092*	*1%*
Finance carbone	**663 165**	**7%**	**1 571 828**	**15%**	**3 145 320**	**36%**
Prestations de service	**113 454**	**1%**	**32 228**	**0%**	**-**	**0%**
Extourne des fonds dédiés	**553 627**	**6%**	**144 947**	**1%**	**72 245**	**1%**
Reprise de provisions et variations de stock	**1 284 226**	**14%**	**2 967 119**	**28%**	**-**	**0%**
Divers	**378 312**	**4%**	**312 202**	**3%**	**371 437**	**4%**
TOTAL EN €	**9 294 373**	**100%**	**10 551 608**	**100%**	**8 612 309**	**100%**

Les chiffres ci-contre correspondent aux ressources totales et intègrent la variation de stock et les reprises de provisions et de fonds dédiés.

La rubrique « Autre coopération internationale » englobe les organisations d'aide étatique bilatérale ou multilatérale.

La rubrique « Autres bailleurs publics » regroupe les gouvernements locaux des pays d'intervention du GERES, ainsi que quelques bailleurs publics internationaux spécialisés. La rubrique « Dons individuels et autres fonds privés » regroupe les dons reçus du grand public, les prix et les subventions obtenues auprès de fonds de dotation. La rubrique « Divers » des Fonds privés englobe les produits annexes d'activités, les produits financiers et les produits exceptionnels.

Les fonds publics représentent 57 % des ressources effectives d'activités (hors déficit, variation de stock, reprise de provisions et reprise de fonds dédiés), tandis que les fonds privés comptent pour 43 %.

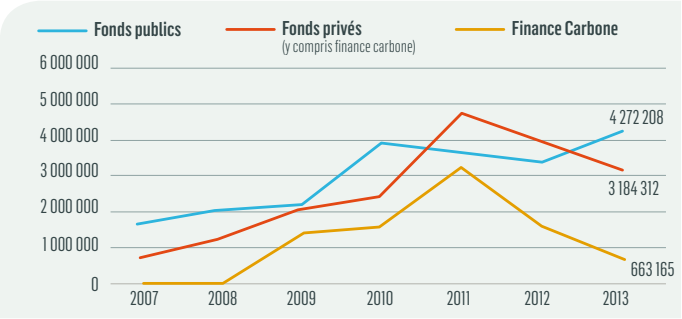
À l'intérieur de ces pourcentages, on distingue :

- pour les fonds publics => 51 % de subventions publiques et 6 % de revenus publics issus de prestations de service
- pour les fonds privés => 32 % de ressources privées non lucratives (subventions, dons et divers), 9 % de revenus finance carbone et 2 % de revenus privés issus de prestations de service.

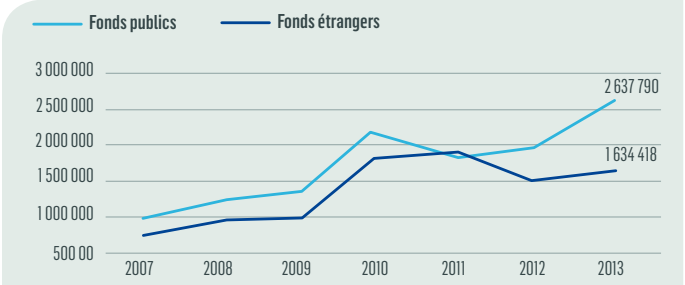
Les produits fiscalisés représentent ainsi 17 % du total des ressources effectives d'activités en 2013 (6 % et 2 % sur les prestations de service et 9 % sur la finance carbone).

ÉVOLUTION DES RESSOURCES EFFECTIVES D'ACTIVITÉS PAR SOURCE DE FINANCEMENT ENTRE 2007 ET 2013

(Hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock)

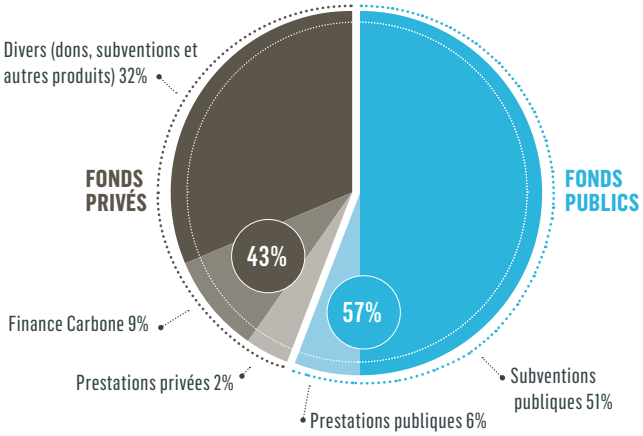


ÉVOLUTION DES FINANCEMENTS PUBLICS ENTRE 2007 ET 2013



ORIGINE DES RESSOURCES EFFECTIVES D'ACTIVITÉ EN 2013

(Hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock)



Perspectives 2014

Perspectives et budget prévisionnel

EN AFRIQUE DE L'OUEST

En 2014, les programmes d'accès à l'énergie en zone rurale et d'efficacité énergétique se poursuivent et mettent l'accent sur l'accompagnement des acteurs économiques du territoire afin de viabiliser les solutions technologiques testées. Ainsi, le Wassa s'impose sur les marchés maliens comme le foyer économe de référence, produit et diffusé par les artisans locaux. En milieu rural malien et béninois, les opérateurs économiques s'organisent autour de zones d'activités électrifiées (ZAE) pour faciliter leur accès à l'énergie et développer leurs activités au bénéfice des populations alentour (artisanat, transformation agroalimentaire, services...).

EN EUROPE-MÉDITERRANÉE

Après une année 2013 difficile, l'activité en Europe-Méditerranée sera réduite en 2014. Toutefois, le GERES participera à différentes opérations stratégiques pour la transition énergétique de la région : opération « Vivons solaire en PACA » pour faciliter le marché des chauffe-eau solaires, plateforme de la rénovation énergétique sur la métropole marseillaise, mission pour la valorisation de la matière organique, accompagnement de projets d'énergie renouvelable citoyens, ClimAgri régional. 2014 voit également se concrétiser la collaboration avec notre partenaire marocain EnSEn à travers le programme de modernisation des hammams au Maroc. D'autres collaborations sont attendues autour de la diffusion de fours à gaz performants et de la maîtrise de la demande énergétique dans le résidentiel et le tertiaire.

EN ASIE CENTRALE

En Afghanistan, les activités du programme dans les régions Centre ont déjà commencé, néanmoins, le lancement officiel aura lieu avant l'été en fonction de la sécurité. En parallèle, l'équipe de Kaboul prépare un prochain projet qui vise à étendre la diffusion des solutions économes d'énergie dans l'habitat urbain. En Mongolie, un partenariat avec la SDC (l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération) est en discussion afin d'élargir géographiquement les activités du GERES.
Enfin, au Tadjikistan, le GERES aimerait poursuivre ses activités dans le développement rural durable à Ayni ainsi que dans le Pamir. De même, d'autres activités dans l'efficacité énergétique sont en cours de réflexion.

EN ASIE DU SUD-EST

En 2014, les équipes terrain sont toutes principalement mobilisées sur le projet SFM (Sustainable Forest Management), qui réunit l'expertise de l'ensemble des projets du GERES : soutien à la production et diffusion de foyers améliorés, implantation des fours de production de charbon améliorés, formation des communautés forestières à la gestion durable des forêts, etc. En parallèle de ce projet qui prendra fin courant 2015, les équipes de recherches souhaitent identifier les besoins d'intervention futurs. En continuant à analyser l'utilisation de la biomasse-énergie, en dehors de l'utilisation domestique, de nouveaux leviers d'action permettront la continuité du programme en cours.

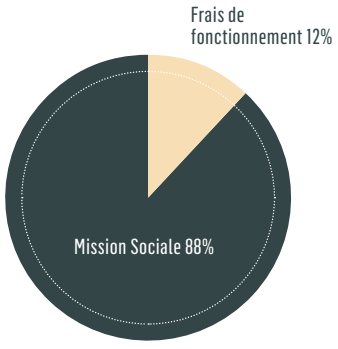
L'UNITÉ EXPERTISES

En 2013, le GERES a rassemblé ses experts transverses dans une seule unité « Expertises ». Elle a pour vocation d'appuyer les équipes terrain dans leurs activités et promouvoir les approches transversales du GERES auprès des acteurs internationaux. Active dans tous les pays d'intervention du GERES, l'unité prévoit en 2014 d'intervenir plus particulièrement en appui aux filières de cuisson améliorée (programme Stove*Plus*), à la réalisation de diagnostics Energie-Climat-Territoire, à l'expérimentation de plateformes d'accès à l'énergie, à la mobilisation de nouveaux instruments climat (NAMA) et prêtera main-forte à l'entrepreneuriat social au sein des projets. Enfin, le pôle climat anime les travaux préparatoires à la conférence des parties sur les changements climatiques (COP21 - Paris 2015) au sein de Coordination-SUD.

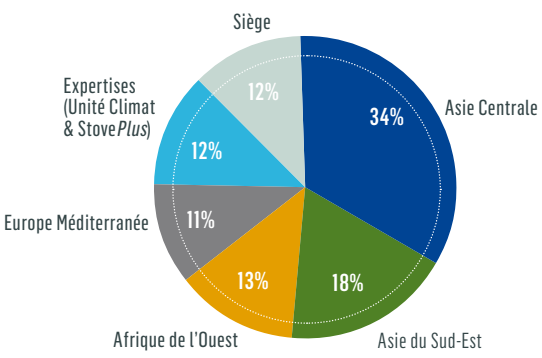
BUDGET PRÉVISIONNEL 2014 PAR ANTENNE (EN €)

ANTENNE	Prévisionnel 2014	*Réalisé 2013*	Écart 2014-2013
ASIE CENTRALE	3 875 435	1 780 199	118%
ASIE DU SUD-EST	1 995 822	2 953 137	-32%
AFRIQUE DE L'OUEST	1 514 888	1 701 605	-11%
EUROPE-MÉDITERRANÉE	1 217 682	1 167 457	4%
EXPERTISES (UNITÉ CLIMAT ET STOVE*PLUS*)	1 380 207	670 456	106%
SIÈGE	1 388 992	1 148 600	21%
TOTAL EN €	11 373 026	9 421 454	21%

RÉPARTITION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS EN 2014



RÉPARTITION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS PAR ANTENNE EN 2014



PARTENAIRES FINANCIERS

1 + 1 = 3 : 38.
ACIAR – Centre Australien pour la Recherche Internationale en Agriculture : 31.
ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : 35, 36, 38, 40, 46, 47, 58.
ADEME – Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur : 45, 48, 49, 50, 51, 52.
AFD – Agence Française de Développement : 9, 21, 22, 35, 38, 54, 58, 59, 60.
AERMC – Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 49.
Air france - KLM (Flying Blue)
Anah – Agence nationale de l'habitat : 47.
Banque mondiale : 10, 16, 36, 58.
APFED – Forum Asie-Pacifique pour l'Environnement et le Développement : 31.
blue moon fund : 29.
CARF – Fonds cambodgien pour la recherche en agriculture : 31.
Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile : 45, 46.
Communauté de communes Provence-Luberon-Durance : 50.
Communauté du Pays d'Aix : 50.
Conseil général des Bouches-du-Rhône : 46, 50.
Crédit Coopératif : 35.
Direction générale de l'énergie au Bénin : 36.
EDF : 38, 43.
EEP – Partenariat pour l'énergie et l'environnement du Mékong : 30.
ESIA : 50.
F3E – Fonds pour la promotion des Études préalables, des Études transversales et des Évaluations : 60.
FEM – Fonds pour l'environnement mondial : 28, 29.
FFEM – Fonds Français pour l'Environnement Mondial : 16, 28, 29, 36, 54, 58.
Fondation Abbé Pierre : 21, 25, 26, 43.
Fondation Ensemble : 26
Fondation Legallais : 21.
Fondation Lord Michelham of Hellingly : 35, 38.
Fondation Macif : 43, 54.
Fondation Poweo : 36, 38, 54.
Fondation Prince Albert II de Monaco : 18, 35, 36, 54, 58.
Fondation Raja-Danièle Marcovici : 38.
Fondation Veolia Environnement : 36, 54.
Fonds de dotation Humus : 23.
Fonds de dotation Itancia : 50, 54.
Fonds de dotation Solinergy : 43.
Fonds de dotation Synergie Solaire : 23, 38.
Fonds nordiques de développement : 30.
GEODIS : 56.
GIZ – Société allemande de coopération internationale : 16, 25, 57.
Gouvernement béninois : 38.
Hub rural : 36.
KfW – Établissement de crédit pour la reconstruction (Allemagne) : 35, 58.
MAE – Ministère des Affaires étrangères : 38.
MEDDE – Ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie : 45.
Ministère des Affaires étrangères de Finlande : 30.
MPM – Marseille Provence Métropole : 50, 53.
PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement : 28, 29, 39.
Principauté de Monaco : 23.
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52.
Région Rhône-Alpes : 39, 59.
SCAC – Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France : 56.
TATE : 36.
TEI – Institut thaïlandais pour l'environnement : 31.
Union européenne : 16, 23, 25, 36, 38, 41, 42, 43, 44, 53, 58, 59.
WECF – Les femmes d'Europe pour un avenir commun : 25, 44.

PARTENAIRES TECHNIQUES

13 Habitat (France) : 42.
ABERME – Agence béninoise d'électrification rurale et de maîtrise de l'énergie : 38.
ACBAR – Organe de coordination des secours et de développement en Afghanistan : 21.
Accueil et Rencontres : 50.
ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : 49, 53.
ADEME – Direction régionale Provence-Alpes Côte d'Azur : 46, 52.
ADEREE – Agence de Développement des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité énergétique : 53.
ADIL – Agence départementale pour l'information sur le logement : 46.
ADL Chefchaouen – Association de développement local de Chefchaouen : 56.
Administration forestière des provinces de Pursat, Battambang, Kampong speu, Kampong Chhnang : 28, 30, 31.
Administration forestière du Cambodge : 28, 29, 30, 31, 33.
AERMC – Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : 48.
AFHTA – Assoc iation fondation pour l'humain, terroirs et alternatives : 55.
AI Environnement : 58.
AMADER – Agence malienne pour le développement de l'énergie domestique et de l'électrification rurale : 16, 35.
AMEDD – Association malienne d'éveil au développement durable : 36, 37.
ANADEB – Agence nationale de Développement des biocarburants du Mali : 37.
APEAS – Agence provençale pour une économie alternative et solidaire : 50.
Arbonaut : 30.
ARC – Association des responsables de copropriétés : 46, 47.
ARCBDT – Association régionale de Casablanca des bains et douches traditionnels : 56.
ASDP Nau – Agence pour le soutien au processus de développement : 25.
Association Rif pour le développement local et durable à Bellota : 55.
AVSF – Agronomes et Vétérinaires sans Frontières : 23, 39, 59, 60.
Banque asiatique de développement : 16.
Banque mondiale : 10, 16, 36, 58.
BDM – Bâtiments durables méditerranéens : 46.
Bureaux provinciaux en charge de l'énergie des provinces Pursat, Battambang, Kampong speu, Kampong Chhnang : 28.
CAPEB 13 – Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment des Bouches-du-Rhône : 47.
Caritas Francfort (Allemagne) : 43.
CAVM – Centre d'animation du Vieux Moulin : 50.
CEBEDES – Centre béninois pour l'environnement et le développement économique et social : 38.
CeRPA Zou Collines – Centre régional de promotion de l'agriculture : 37.
CIRAD – Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement : 37.
CLER – Comité de liaison des énergies renouvelables (France) : 43.
Club de Kyoto (Italie) : 41.
CNESOLER – Centre National de l'énergie Solaire et des énergies renouvelables : 16, 35.
Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile : 45.
CPIE Rhône Pays d'Arles – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement : 50.
Croq'Jardin – Foyers ruraux : 50.
CSE – Centre de Suivi écologique : 39.
DBACD – Association Dakahlya des entrepreneurs pour le développement des communautés (Egypte) : 53.
DGE – Direction générale de l'énergie du Bénin : 37.
DNE Mali – Direction nationale de l'énergie au Mali : 16.
DREAL PACA – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur : 45, 48.
EACD – Association égyptienne pour le développement intégré : 53.
EAP – Agence de l'énergie de Plovdiv (Bulgarie) : 43.
EcoClub : 44.
Écopolénergie : 45.
EMAS – Ecole mobile de l'eau et de l'hygiène : 44.
ENDA – Environnement et développement du Tiers Monde : 39.
Enerplan : 47.
EnSEn – Association Énergie Solidarité et Environnement : 55, 71.
Entreprise AFOVERT : 35.
Entreprise Sociale Ever Green (Myanmar) : 16.
Envirobat Méditerranée : 46.
Épluchures : 50.
Fédération des éleveurs de l'Arkhangai : 23.
FOCUS – Association pour le développement durable (Slovénie) : 43.
Fondation Ardi : 53.
FRB PACA – Fédération régionale du bâtiment : 47.
GACC – Alliance mondiale pour les foyers de cuisson améliorés : 8, 16, 17, 33, 58, 62.
GERERE – Groupe d'Études et de Recherche sur les Énergies Renouvelables et l'Environnement : 53.

GESPER – Gestion de l'environnement en Région : 50.
GIE PFA – Groupement d'Intérêt économique Projet Foyers Améliorés : 35.
GIZ – Société allemande de coopération internationale : 16, 25, 57.
Gouvernement de l'Arkhangai : 23.
Greens Movement (Géorgie) : 44.
Hierro : 56.
ICS – institut des standards du Cambodge : 29.
IDEMU – Institut de l'écologie en milieu urbain : 43.
IFP Malick Sidibé – Institution de Formation Professionnelle : 37.
IITA Bénin – Institut international de l'agriculture familiale : 37.
Institut d'hydro-ingénierie de Sarajevo : 41.
Institut de planification physique du comté de Koprivnica Križevci : 41.
IRAM – Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement : 36, 37, 58, 60.
Jardilien : 50.
LAHDC – Conseil de développement Colline autonome de Leh : 26.
Le Loubatas : 45.
Le Partenariat de Saint-Louis : 39.
LEDeG – Groupe Développement Écologique de Leh : 26, 59.
LEHO – Ladakh et santé : 26, 59.
Les Jardins de l'Espérance : 50.
LIRE – Institut du Laos pour les énergies renouvelables : 16, 33.
Madera : 22, 59.
Magasin Castorama de Saint-Loup : 50.
Mairie de Meyrargues : 50.
Mairie de Simiane : 50.
Mairies des 9 communes du département du Zou : 38.
Maison Régionale de l'Eau : 48, 49.
MIME – Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie : 28, 29, 30.
Mlup baitong : 28, 33.
MOE – Ministère cambodgien en charge de l'environnement : 28.
Municipalité de Kaboul : 21.
Municipalité de Lakatamia : 41.
Naturoscope : 50.
NECU – Centre national écologique d'Ukraine : 44.
Oléo-Déclic : 51.
ONEMA – Office national de l'eau et des milieux aquatiques : 48.
Orgaterre : 51.
Peppermint : 50.
PlaNet Finance : 56.
Planète Bois : 38, 53.
PPZS – Pôle Pastoral Zones Sèches : 39.
Qualibat : 47.
Qualit'EnR : 47.
REFOCTC – Centre de formation régional des communautés forestières : 28.
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 48.
Réseau national des EIE : 46.
Réseau régional des EIE en PACA : 46.
SAB – Solidarité Afghanistan Belgique : 21.
SDCA – Centre de développement social d'Akhaltsikhe (Géorgie) : 44.
SNV – Fondation néerlandaise des volontaires : 16, 33.
Solagro : 49.
Solidarités International : 22, 59.
South Pole Carbon : 58.
SWEA – Agence de l'énergie de Severn Wye (Royaume-Uni) : 43.
TACC – Approche territoriale du changement climatique : 39.
TEC – Tourisme Transport Territoires Environnement Conseil : 47.
UCAD – Université Cheikh Anta Diop de Dakar : 39.
UFC Que Choisir : 47.
UGB – Université Gaston Berger de Saint-Louis : 39.
ULB – Université Libre de Bruxelles : 37.
Union européenne : 16, 23, 25, 36, 38, 41, 42, 43, 44, 53, 58, 59.
UNIS – UNIon des Syndicats de l'immobilier : 47.
Unité Kognoumani : 35.
Université d'agriculture de Tirana : 41.
Université technique de Crète : 41.
Université de Ziguinchor : 39.
Vitri – Université de Helsinki : 30.
Viviane Hamon Conseil : 52.
Vozrozhdenie – Vozrozhdenie Tatarbunary : 44.
WACCA – Alliance de l'Afrique de l'Ouest pour les foyers de cuisson améliorés : 16, 35.

LES CRÉDITS
Rédaction collective
Coordination GERES : Caroline Pierret
Relecture : Alain Liban
Traduction anglaise : Jean Lubbock
Conception graphique et réalisation : [LBLB] Loïc Beillet le Béhérec — www.loicbeillet.com

Crédits photographiques : © GERES/Nicolas FRÜH (en couverture : bénéficiaire d'une maison solaire passive à Kaboul en Afghanistan) ; © GERES/Alexander CROOK ; © GERES/Benjamin ROGEZ ; © GERES/Pierre THIRIET ; © GERES/Oriane ZERA ; © GERES/Africa express ; © GERES/Sophie NEGRIER ; © Alexandros Parotidis (p.43)

Ce document a été éco-conçu conformément à la charte environnementale du GERES afin de minimiser ses impacts négatifs sur l'environnement.

Impression : Orsi, papier certifié PEFC.

Publié en juillet 2014

Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités
2 cours Foch – 13 400 Aubagne – France
Tél. +33 4 42 18 55 88
Fax +33 4 42 03 01 56
contact@geres.eu
www.geres.eu